

Désenclavement de villages du Maroni: impacts sur le foncier agricole et forestier



Mémoire de fin d'études

Hélène FEUILLY
15^e Promotion FIF 2004/2008

Octobre 2008

Source de l'illustration de couverture :

*La route St-Jean / Apatou, portion entre les criques Patricia et Serpent,
22/08/2008, collection personnelle*

Désenclavement de villages du Maroni: **impacts sur le foncier agricole et forestier**

Conséquences du désenclavement des *campous* de Sparwine, Bastien et Pimpin (commune de Saint-Laurent-du-Maroni) sur le foncier des agriculteurs sur abattis Bushi Nengue, suite à la construction de la route entre Saint-Laurent et Apatou

Présenté par :

Hélène FEUILLY

Pour obtenir :

Le diplôme d'Ingénieur Forestier

Soutenu publiquement le 14 Octobre 2008, 14h
A AgroParisTech-ENGREF
Centre de Montpellier

Devant le jury suivant :

Monsieur Stéphane TRAISSAC	Maître de stage
Monsieur Loïc Trébaol	Examineur
Monsieur Christophe Voreux	Examineur ENGREF Nancy
Madame Maya LEROY	Tuteur ENGREF

FICHE SIGNALÉTIQUE D'UN TRAVAIL D'ÉLÈVE DE LA FIF

Formation des ingénieurs forestiers de l'ENGREF Agro Paris Tech		TRAVAUX D'ÉLÈVES
TITRE : <div style="text-align: center; padding-top: 10px;">Désenclavement de villages du Maroni: impacts sur le foncier agricole et forestier</div>		Mots clés : Guyane française, foncier, Ouest guyanais, abattis, bushi nengue, route, Saint-Laurent-du-Maroni, Sparwine, désenclavement, Bastien, Pimpin
AUTEUR(S) : Hélène Feuilly		Promotion : FIF 2004-2008
Caractéristiques : 1 volume ; 60 pages ; 27 figures et cartes ; 17 annexes ; 5 tableaux ; bibliographie.		
CADRE DU TRAVAIL		
ORGANISME PILOTE OU CONTRACTANT : UMR Ecofog, AgroParisTech - ENGREF Campus Agronomique de Kourou B.P. 709 97387 KOUROU Nom du responsable : Stéphane Traissac Fonction : Enseignant - chercheur à AgroParisTech ENGREF Kourou		
Nom du correspondant ENGREF (pour un stage long) : Maya Leroy, ENGREF Montpellier		
Tronc commun <input type="checkbox"/> Option <input type="checkbox"/> D. d'approfondissement <input type="checkbox"/>	Stage en entreprise <input type="checkbox"/> Stage à l'étranger <input type="checkbox"/> Stage fin d'études <input checked="" type="checkbox"/> Date de remise : septembre 2008	Autre <input type="checkbox"/>
Contrat avec Gref Services Nancy <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON		
<div style="text-align: center; padding-top: 20px;">SUITE À DONNER (réservé au service des études)</div> <div style="padding-top: 10px;"> <input type="checkbox"/> Consultable et diffusable <input type="checkbox"/> Confidentiel de façon permanente <input type="checkbox"/> Confidentiel jusqu'au / / , puis diffusable </div>		

Hélène FEUILLY
Mémoire de stage GEEFT 2007-2008
Désenclavement de villages du Maroni : impacts sur le foncier agricole et forestier

RÉSUMÉ

Le fleuve Maroni en Guyane est une région isolée, frontière entre le Surinam et la Guyane française, peuplée par l'ethnie *bushinenguée* qui pratiquent la culture sur abattis de façon traditionnelle. Dans le cadre de sa politique de désenclavement, la Région a lancé la construction d'une route entre Saint-Laurent-du-Maroni et Apatou (séparés de 54 km). Les *campous* (villages du fleuve) entre ces deux villes, jusqu'alors accessibles uniquement par la voie fluviale, vont ainsi se trouver à proximité d'un axe de communication. Les bouleversements pour les populations vont être d'ordre social, économique et foncier.

Cette étude commandée par la Direction de l'agriculture et de la forêt (DAF), a pour but de mieux cerner les dynamiques des populations en comprenant leurs modes de vie et de culture. La route, avant même son ouverture, a provoqué des changements de rapport à la terre. Devant cette nouvelle offre de foncier de part et d'autre de l'axe, certains villageois se sont heurtés aux techniciens de l'ONF dont le domaine forestier permanent jouxte la route, et d'autres ont vu s'installer de nouveaux arrivants depuis les villes.

Des problèmes de communication entre élus, administrations et villageois ont été soulignés au cours de cette étude, et de graves problèmes fonciers sont à prévoir dans les prochaines années. L'analyse de ces constats a mené à des ébauches de solutions, présentées à la fin de ce mémoire.

ABSTRACT

The Maroni River in French Guiana is an isolated border region between France and Surinam. *Bushinengues* ethnic groups living there practice a traditional and itinerant agriculture on slash-and-burn fields. Within its policy of opening up, the Region developed the project of a road building between Saint-Laurent-du-Maroni and Apatou (distant from each other by 54 km). *Campous* (villages on the River) between these two towns, which were only reachable by boat until now, are to be near a communication axis soon. Social, economic and land turnovers are expected for these populations.

This study ordered by the Agriculture and Forest Direction (DAF) aims at learning about dynamics of this people, by understanding its way of living, its traditions and culture, its relations to crops. In front of these new available grounds, some villagers who tried to get new grounds had to cope with ONF technicians, whose Permanent Forest Domain adjoins the road. Some others find newcomers from Saint-Laurent settle in the grounds they used to produce in.

Problems of communication between elected representatives, administrations and villagers were highlighted throughout this study and important land-owning problems are to be foreseen in the coming years. The analysis of these results led to proposals of solutions that are presented at the end of this report.

Hélène FEUILLY

Mémoire de stage GEEFT 2007-2008

Désenclavement de villages du Maroni : impacts sur le foncier agricole et forestier

REMERCIEMENTS

- A *Stéphane Traissac*, dit *Hagrid*, un maître de stage dont vous rêvez toutes et tous
- A *Samuel Assemat* et *Yannick Tessier* pour leurs appuis et leurs éclaircissements
 - A *Maya Leroy* pour le soutien dans la dernière ligne droite
- Au petit *Desmond Misiedjan*, mon interprète-assistant-secrétaire improvisé lors des entretiens dans les villages
 - Au Conseil Régional, en particulier *Luciana Alier* et *Laurent Labarthe*
 - A *Juliette Guirado* de l'ARUAG pour son expérience
 - A *Pierre-Jean Morel* de l'ONF Cayenne
- A *Pierre Joubert* et *Guilhem Debaros* de l'ONF Cayenne pour leurs précieux conseils en SIG (et pour leur excellent café)
 - A *Floriane Hainaut* de la Mairie de Saint-Laurent
- A *Louise Bolore* pour ses bons conseils, sa logistique, sa bonne humeur
- A *Audrey Jolivot* pour son aide en SIG et son irremplaçable sourire
 - A *Steve* pour l'assistance informatique
 - A *Josie* pour les comptes, et *Georges-Henry* pour les véhicules
- A *Eric Marcon* pour ses bons mots
- Aux « gars » de *RIBAL*, les travailleurs du chantier qui ont contribué à mon ravitaillement lors de la phase terrain, et au logement des élèves du module FTH2008
- Aux villageois de Sparwine et des *campous* environnants pour leur temps, leur gentillesse et leurs attentions. Une pensée particulière aux familles *Misiedjan* et *Amete*
- Aux amis du campus agronomique qui m'ont supportée lors de mes retours sur Kourou (en particulier *Féfé* et *Karim* pour les bons petits plats mijotés et les concerts privés alors que je travaillais ce mémoire)
- Aux « petits » du module FTH (*Kiki, Anne, Xav et PJ « Mister Love »*), qui ont participé à la récolte de données pendant une semaine de septembre

A mes amis et ma famille, ceux qui ont suivi mes périples avec la plus grande attention depuis la métropole ou de par le monde...et qui ont su trouver les mots lors des moments plus difficiles...

AVERTISSEMENT

« é fi yu denki taki, yu sabi ala sani fu mi gaan sana, yu yéyé é coli yu. »

*Si tu crois connaître tout de ma culture et de mon histoire,
sache que ton esprit te trompe.*

Proverbe boni

La route Saint-Jean / Apatou est aussi appelée route Saint-Laurent / Apatou.

Sparwine, que ce soit la crique ou le village, s'écrit Sparwine sur les cartes IGN et dans la littérature française. Néanmoins, j'ai choisi (par goût) de suivre l'orthographe locale (utilisée par les villageois et les habitants du Maroni) en utilisant le « w ».

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	- 1 -
AVERTISSEMENT	- 2 -
TABLE DES MATIÈRES.....	- 3 -
INTRODUCTION ET PROBLÉMATIQUE.....	- 5 -
1.1. LA GUYANE FRANÇAISE ET L'OUEST GUYANAIS.....	- 6 -
1.1.1. <i>La Guyane française</i>	- 6 -
1.1.1.1. GENERALITES.....	- 6 -
1.1.1.2. POPULATION.....	- 7 -
1.1.1.3. VEGETATION.....	- 7 -
1.1.1.4. CLIMAT	- 7 -
1.1.1.5. L'AGRICULTURE EN GUYANE.....	- 7 -
1.1.2. <i>L'Ouest guyanais et le Bas-Maroni</i>	- 8 -
1.1.2.1. HISTOIRE DES POPULATIONS DE L'OUEST GUYANAIS	- 8 -
1.1.2.2. ORGANISATION SOCIALE DES VILLAGES DU FLEUVE	- 9 -
1.1.2.3. LA PRESENCE DE L'ADMINISTRATION FRANÇAISE	- 10 -
1.1.2.4. LE BAS-MARONI : APATOU ET SAINT-LAURENT	- 10 -
1.1.3. <i>Quelques idées de la vie sur le fleuve</i>	- 11 -
1.1.3.1. L'AGRICULTURE DANS L'OUEST GUYANAIS	- 11 -
1.1.3.2. L'ABATTIS BUSHI-NENGUE	- 11 -
1.1.4. <i>La politique de désenclavement du territoire guyanais : la construction de la route Saint- Jean – Apatou</i>	- 13 -
1.1.4.1. AVANT-PROJET SOMMAIRE (APS) ET ETUDE D'IMPACT	- 13 -
1.1.4.2. ANALYSES ET ETUDES REALISEES POUR LE CONSEIL REGIONAL DE GUYANE	- 14 -
1.1.4.3. CONSTRUCTION ET CHANTIER.....	- 14 -
1.1.4.4. LES IMPACTS POSITIFS DE LA LIAISON ROUTIERE	- 15 -
1.1.4.5. LES IMPACTS NEGATIFS DE LA LIAISON ROUTIERE.....	- 17 -
1.1.4.6. D'AUTRES PROBLEMES EN SUSPENS	- 18 -
1.1.5. <i>Le foncier en Guyane et dans l'Ouest guyanais</i>	- 18 -
1.2. LA VIE A SPARWINE, BASTIEN ET PIMPIN.....	- 21 -
1.2.1. <i>Organisation spatiale des campous sur le fleuve</i>	- 21 -
1.2.2. <i>Organisation quotidienne autour du fleuve</i>	- 23 -
1.2.3. <i>Enjeux sur la zone de Sparwine</i>	- 23 -
2. MÉTHODOLOGIE	- 25 -
2.1. COMPRENDRE LES DIFFERENTS ACTEURS SUR LA ZONE.....	- 25 -
2.1.1. <i>Les entretiens avec les villageois</i>	- 25 -
2.1.2. <i>Les entretiens avec les acteurs de type institutionnel</i>	- 27 -
2.1.2.1. LE ROLE DE LA REGION	- 28 -
2.1.2.2. LA DAF DE SAINT- LAURENT-DU-MARONI	- 29 -
2.1.2.3. LA CHAMBRE D'AGRICULTURE ET LE PEAFOG	- 29 -
2.1.2.4. L'ONF	- 30 -
2.1.2.5. LA MAIRIE DE SAINT-LAURENT	- 31 -
2.1.3. <i>Observation des modes de vie au village</i>	- 32 -
2.2. LES RELEVES GPS ET LES OBSERVATIONS SUR LE TERRAIN.....	- 32 -
2.3. RESTITUTIONS AUX DIFFERENTS ACTEURS	- 33 -
3. RÉSULTATS : L'ORGANISATION DES ABATTIS ENTRE LES CRIQUES SPARWINE ET SERPENT	- 35 -
3.1. QUI SONT LES SPARWINIENS ?	- 35 -
3.2. LE TERRITOIRE EST MORCELE ENTRE LES CAMPOUS	- 38 -
3.3. LA TRANSMISSION DES TERRAINS ET L'ORGANISATION DES PERSONNES SUR LES TERRAINS.....	- 39 -

3.4. ORGANISATION DES CULTURES SUR LES ABATTIS	- 40 -
3.5. TYPOLOGIE FONCIERE DES HABITANTS DE SPARWINE.....	- 42 -
3.5.1. Les profils BN0 et BN1 : les villageois qui n'ont ni foncier (au sens buhsinengue), ni abattis.....	- 44 -
3.5.2. Le profil BP : ceux qui n'ont pas de foncier (au sens bushinengue) mais qui cultivent un abattis.....	- 44 -
3.5.3. Les profils AN : ceux qui ont du foncier (au sens bushinengue), mais ne travaillent pas d'abattis.....	- 45 -
3.5.4. Le profil AP : ceux qui ont du foncier (au sens bushinengué) et cultivent des abattis	- 45 -
3.5.5. Des cas particuliers : le « Roy » et les gourmands... ..	- 47 -
3.6. LA ROUTE SAINT-JEAN / APATOU : OPINION DES CAMPOUS	- 48 -
4. DISCUSSION.....	- 52 -
4.1. CONTRAINTES RENCONTREES ET LIMITES DE L'ETUDE	- 52 -
4.2. ÉTAT DES LIEUX DE SPARWINE : UN VILLAGE DU FLEUVE UN PEU PARTICULIER.....	- 53 -
4.2.1. Des autorités absentes : la désorganisation de l'autorité coutumière et l'inexistence de l'État.....	- 53 -
4.2.2. La difficulté d'estimer la population de Sparwine	- 53 -
4.2.2.1. LES NOUVEAUX ARRIVANTS (DU SURINAME).....	- 54 -
4.2.2.2. LES RETOURS PREVUS D'ICI 2010 (DE SAINT-LAURENT-DU-MARONI, GRAND SANTI)	- 54 -
4.2.2.3. LES DEPARTS VERS SAINT-LAURENT ET LES RESIDENCES SECONDAIRES	- 54 -
4.2.2.4. LES CONCUBINAGES A DISTANCE OU EN DOUBLE RESIDENCE	- 54 -
4.2.3. Des problèmes de conflits régionalisés de plus en plus fréquents	- 55 -
4.3. L'HISTOIRE RECENTE : LA MODIFICATION DES COMPORTEMENTS DEPUIS L'ARRIVEE DE LA ROUTE	- 56 -
4.3.1. La démographie galopante.....	- 56 -
4.3.2. La situation préoccupante du foncier.....	- 56 -
4.3.3. Les problèmes de communication entre acteurs.....	- 58 -
4.4. ÉBAUCHES DE SOLUTIONS... ..	- 58 -
4.4.1. La révision de certains textes.....	- 59 -
4.4.2. L'aménagement de pistes perpendiculaires à la route Saint-Jean / Apatou.....	- 59 -
4.4.3. L'encouragement de projets agricoles et touristiques, et des régularisations.....	- 59 -
4.4.4. La sensibilisation des Sparwiniens à d'autres voies de développement.....	- 60 -
CONCLUSION	- 62 -
CONTACTS	- 63 -
RÉFÉRENCES	- 66 -
ABRÉVIATIONS.....	- 68 -
DÉFINITIONS	- 69 -
LISTE DES FIGURES.....	- 70 -
LISTE DES TABLEAUX	- 71 -
ANNEXES.....	- 72 -

INTRODUCTION ET PROBLÉMATIQUE

Pour améliorer les conditions de vie à Apatou et dans les villages voisins, la construction d'une route a été entreprise pour désenclaver cette zone et la relier à Saint-Laurent-du-Maroni : il s'agit de la route Saint-Jean / Apatou.

Comme tout nouvel axe de communication de Guyane, cette route risque d'être à l'origine d'un conflit d'intérêt concernant le foncier entre les acteurs suivants : les villageois qui installent leurs abattis depuis de nombreuses années dans cette zone et qui se considèrent comme propriétaires des terrains, la DAF (aidée de la Chambre d'agriculture et du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA)) qui compte attribuer des terrains **à des agriculteurs ayant déposé une demande de terrain**, l'ONF dont la mission est de protéger le domaine privé de l'État, et les squatters qui suivent la route, s'installent à leur guise et spéculent sur les terrains. La présence de la route à moins de deux kilomètres du village de Sparwine, et d'un barreau (axe routier secondaire perpendiculaire à la route) rend la zone d'étude, entre les criques (cours d'eau en Guyane) Sparwine et Serpent, particulièrement propice à ces problèmes de foncier.

Cette étude, commanditée par la DAF de Saint-Laurent et la Chambre d'Agriculture avait pour **objectifs originaux** :

- ✦ De caractériser les zones d'influence des villages en comprenant le fonctionnement foncier des *campous* et en faisant des relevés des abattis existants,
- ✦ De proposer un zonage en termes d'aménagement rural, avec des zones agricoles traditionnelles, des zones agricoles modernes, des zones naturelles, touristiques ou d'artisanat.

Mais les **espaces fonciers libres sont très restreints** et la majorité de la zone d'étude était déjà occupée, avec l'apparition probable de conflits. La **pertinence des objectifs était remise en question** et leur redéfinition a été nécessaire. Ainsi, la demande initiale et le protocole ont été quelque peu modifiés et les **objectifs de l'étude** sont devenus :

- ✦ D'analyser le fonctionnement des villages et hameaux aux alentours de Sparwine, Pimpin et Bastien (agglomération de Saint-Laurent), afin de comprendre les besoins sociaux et fonciers de leurs populations,
- ✦ De caractériser les systèmes agricoles et les zones d'influence de chaque *campou* afin de distinguer les terrains occupés par l'agriculture itinérante des terrains libres sur la zone ; et de proposer une carte de la répartition actuelle de ces terrains (ainsi que des zones conflictuelles) afin d'orienter les attributions par l'État et limiter les problèmes d'ordre foncier,
- ✦ De rassembler toutes les parties ayant un intérêt sur la zone (ONF, ARUAG, DAF, Chambre d'agriculture...)
- ✦ Et si possible, de dégager les perspectives de développement et d'éventuelles ébauches de solutions aux problèmes posés

Ce rapport doit être un outil permettant de contrôler l'occupation des terres en renseignant les autorités de Saint-Laurent (Mairie, DAF, Chambre d'agriculture) et de Cayenne (Conseil régional, ONF, CNASEA) sur l'état des lieux des environs de Sparwine quatre ans après le début des travaux de construction de la route Saint-Jean / Apatou.

1. SPARWINE, UN VILLAGE DE L'OUEST GUYANAIS

1.1. LA GUYANE FRANÇAISE ET L'OUEST GUYANAIS

(Brunetaud, Thouvenot et al., 2005; Comité du Tourisme de Guyane, 2006; Conseil Régional de Guyane, 2005)

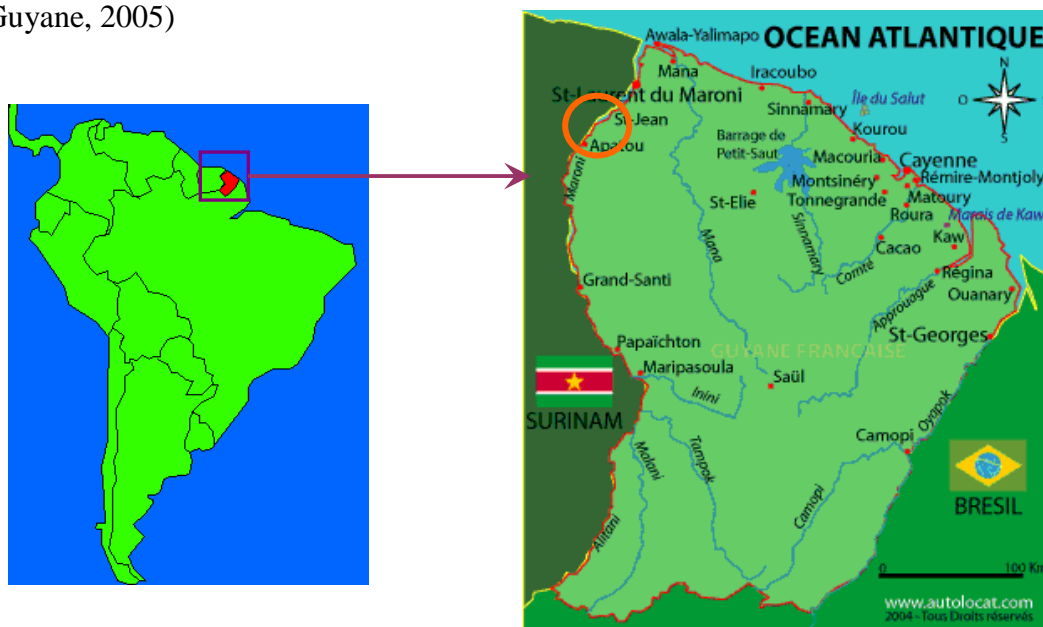


Figure 1: Cartes de la Guyane française en Amérique du Sud et de la zone d'étude en Guyane

1.1.1. La Guyane française

1.1.1.1. Généralités

La Guyane française est le seul département d'outre mer non-insulaire depuis 1946. Comme tous les autres départements de métropole, elle est sous juridiction du droit français, et européen (Hourdin & Dikan, 2001).

Elle repose sur le "Plateau des Guyanes", qui s'étend sur plusieurs pays : le Brésil, le Surinam, la (ou le) Guyana, le Venezuela, et la Guyane française, en Amérique du Sud.

Située entre 2° et 5° de latitude nord, elle est enclavée entre le Surinam (520 km de frontière commune, dont le fleuve Maroni) et le Brésil (la frontière est est constituée par le fleuve Oyapock et au sud, la frontière est constituée des monts Tumuc-Humac). Cette proximité de pays à bas niveau de vie explique en partie l'importance de l'immigration. La Guyane possède des atouts socio-économiques certains et fait donc figure d'îlot de richesse dans un contexte défavorisé (Orru, 2001).

D'une superficie de 84 000 km² (soit l'équivalent de 15 % de la France métropolitaine), la Guyane est à environ 7 000 km de Paris et comptait 157 213 habitants au recensement INSEE de mars 1999 (0,24 % de la population française). En 2006, l'INSEE estimait la population guyanaise à 201 996. La densité est donc faible, mais en fait la population est très inégalement répartie : elle se concentre sur les 320 km de côte atlantique (soit 10 % du territoire). L'agglomération de Cayenne compte 53 % de la population, Kourou 12 %, comme Saint-Laurent du Maroni.

Une grande partie des terrains, notamment dans les zones enclavées appartient au domaine privé de l'État. Les communes ont pour la plupart une très grande superficie (par exemple,

18 761 km² pour les 3 710 habitants de Mana).

1.1.1.2. Population

La population est une mosaïque d'ethnies : Créoles (38 %), Noirs marrons (6 %), Amérindiens (5 %), H'mongs(1 %), Antillais (4 %), et Chinois (4 %) auxquelles on peut ajouter la population métropolitaine (10 %). Le reste est qualifié d'étrangers (32 %) : haïtiens, surinamiens, brésiliens, guyaniens, entre autres.

Les premiers occupants de la Guyane, les amérindiens (Wayapis, Galibis, Arawaks...) représentent 5 % de la population (7 000 environ).

Le taux de natalité est de 2,8 % et le taux de mortalité de 0,36 %. La population est très jeune : la moitié est âgée de moins de 25 ans. La forte croissance démographique pose de multiples problèmes, notamment au niveau du logement, de l'infrastructure et de l'emploi. Le taux de chômage était de 25,7 % en 1997, et à 26,5 % début 1999. Ces chiffres sont anciens, mais il n'y a pas eu de recensement depuis.

1.1.1.3. Végétation

À l'intérieur des terres, c'est la forêt tropicale humide de terre ferme qui domine (94 %), sillonnée d'un réseau hydrographique dense qui en permet l'exploration (le Maroni, la Mana, la Sinnamary, l'Aprouague, l'Oyapock). Sur la côte, on trouve la mangrove sur plusieurs kilomètres. Pour les besoins anthropiques, la bande côtière a subi depuis le XIX^e siècle une forte déforestation et se présente sous forme de savane à présent.

1.1.1.4. Climat

Le climat en Guyane est équatorial. Il existe deux saisons : une saison sèche de mi-juillet à fin novembre et une saison humide, de janvier à fin juin, exception faite des mois de février et mars, (petit « été de mars »). La température moyenne est de 26° C, avec une faible amplitude thermique (24° C à 33° C).

L'humidité est très importante, surtout en saison des pluies. Elle varie de 70 à 95 % environ. Les précipitations sont en moyenne de 2,5 à 5 mètres par an et augmentent d'ouest en est. Les saisons et le vent (toujours soufflant du N.E.) sont sous la dépendance de la Z.I.C. (Zone Intertropicale de Convergence), une zone de basses pressions où les alizés entrent en conflit.

Dans le Bas-Maroni (dont fait partie la zone d'étude) cependant, les précipitations sont plus faibles que la moyenne guyanaise. Entre 1949 et 2005, les moyennes annuelles de précipitations étaient de 2653mm pour Saint-Laurent et 2323mm pour Apatou (Bureau de Recherches Géologiques Minières, 2006).

1.1.1.5. L'agriculture en Guyane

L'agriculture en Guyane ne représente que peu de débouchés face au secteur tertiaire, mais le nombre d'exploitations est en augmentation, en raison de la comptabilisation des cultures sur abattis, même si la SAU reste limitée (0,3 % du territoire guyanais). Un quart des chefs d'exploitation seulement y travaille à temps plein, et la moitié sont des femmes. Les autres ne travaillent sur les exploitations qu'à temps partiel et ont d'autres occupations.

La plupart des produits agricoles en Guyane ont un taux de couverture faible. Mis à part les agrumes (citrons et oranges) et les œufs, beaucoup de produits ont une demande plus forte que l'offre (viande, pastèques, maracujas).

1.1.2. L'Ouest guyanais et le Bas-Maroni

Sur les 50 727 km² constituant l'Ouest guyanais sont réparties huit communes, dont quatre sont situées sur les bords du fleuve Maroni (Apatou, Grand Santi, Papaïchton, Maripasoula). Saint-Laurent est considérée comme faisant partie des communes littorales (Communauté de communes de l'Ouest guyanais), avec Awala-Yalimapo, et Mana. La huitième commune, Saül, est enclavée. Ces communes sont regroupées au sein de la CCOG (Communauté de communes de l'Ouest guyanais). Le Bas-Maroni dans l'Ouest guyanais est une région particulière de Guyane, de par son histoire, son accessibilité (limitée à la pirogue jusqu'à récemment), sa population (essentiellement d'origine *bushinengue*, et plus particulièrement *boni* et *ndjuka* aux environs d'Apatou), sa langue (le *sranan tongo*), son organisation sociale, voire son agriculture (cf. annexe 2).

1.1.2.1. Histoire des populations de l'Ouest guyanais

Sur les rives du Maroni la majorité des habitants sont des *Bushinengues* (« hommes de la forêt » dans la langue *aluku*). Issues de vagues migratoires successives, les populations du fleuve sont souvent liées au Surinam. Du nord au sud, on trouve les *Paramaccas*, les *Djukas* et les *Bonis* (ou *Alukus*). Ils vivent de façon cloisonnée, notamment en raison des sauts qui limitent la navigation sur le fleuve Maroni.

Au XVII^e siècle, les plantations de canne à sucre se multiplient dans les différentes Guyanes, et avec leur essor se développe le transport d'esclaves depuis l'Afrique de l'ouest. Au cours du XVIII^e siècle, les évasions deviennent tellement courantes que ces fuites sont qualifiées de « marronnage », et que les évadés sont appelés « Noirs marrons ». Les trois principaux groupes de Noirs marrons de Guyane hollandaise signent rapidement des traités de paix avec le gouvernement de la colonie de Surinam, mais les autres bandes, illégitimes, finissent par fusionner pour former le groupe des *Alukus*, dirigé par un chef de guerre nommé Boni. Après de nombreuses guerres, les *Alukus* se réfugient dès la fin du XVIII^e siècle en Guyane française sur les bords du fleuve Maroni, puis furent repoussés par les *Ndjukas* vers le sud, où ils fondèrent de nombreux villages dont Sparwine (Cerquiglini, 2002). Une seconde vague de migration causée par la guerre au Surinam entre 1986 et 1992 a amené d'autres *Bushinengues*, qui ont acquis pour certains le statut de PPDS (personnes provisoirement déplacées du Surinam) en 1992 (Ambassade de France pour le Surinam et le Guyana, 2004). Ceux-ci devaient retourner au Surinam après la guerre, mais la plupart sont restés et ont un statut administratif irrégulier. Ce statut les pousse à un certain isolement et à vivre dans des conditions parfois précaires (Yakam-Nana, 2004). La Guyane est très riche comparée à ses voisins (en 2002, le PIB par habitant en Guyane était égal à 213 fois celui du Surinam, un écart qui continue de s'accroître), et la présence d'immigrés continue à faire affluer leurs compatriotes. Malgré l'absence de droits, la Guyane reste pour la communauté surinamienne relativement attractive en raison de ses conditions économiques et sociales, mais aussi de sa facilité d'accès. Saint-Laurent reste donc la porte d'entrée du territoire français (Scetauroute, 2004).

Les *Bonis* ou *Alukus* sont aussi appelés « *Aluku nenge* » par eux-mêmes, ou Noirs marrons. Il est difficile d'estimer leur population exacte du fait de leur répartition diffuse et de leur mobilité (Grenand & Grenand, 2000). Ils parlent le langage des *Alukus*, appelé *sranan tongo* ou « *taki-taki* » par les autres guyanais, un créole du Surinam à base anglaise, hollandaise, portugaise, et de dialectes d'Afrique de l'Ouest (Cerquiglini, 2002). Les jeunes (moins de 20

ans) parlent souvent français (à des niveaux très variables), mais tous communiquent en « *taki-taki* » dans les villages (qu'ils soient français ou surinamiens).

Les immigrés en Guyane représentent 27% de la population, et un tiers de ceux-ci viennent du Surinam. La population est rassemblée autour du fleuve Maroni et circule naturellement entre les deux rives car le fleuve n'est pas considéré comme une frontière, mais comme un cadre de vie (Durand & Niel, 2005). Encore aujourd'hui, les migrations depuis le Surinam ne sont pas uniquement politiques. Les prestations sociales, l'école gratuite ou la possibilité de trouver un emploi sont autant de facteurs qui encouragent les migrants à tenter leur chance pour échapper à la misère (Orru, 2001).

1.1.2.2. Organisation sociale des villages du fleuve

A l'origine, les Noirs Marrons ont une organisation matrilineaire : les enfants étaient **élevés par la mère et l'oncle maternel**. Cependant cette organisation a évolué au cours des dernières années du fait de l'accroissement des ressources, en particulier celles des femmes qui touchent les allocations familiales ou d'autres prestations sociales (Grenand & Grenand, 2000). Celles-ci sont désormais autonomes et élèvent leurs enfants sans besoin d'hommes. Ceci a pourtant un revers car les jeunes n'apprennent plus auprès des anciens et les savoirs se perdent (*tembés*¹, vannerie, sculpture...). La polygamie est courante chez les *Bushinengues*. La femme dans les ménages polygames, qui possède son propre abattis et sa maison, est visitée par son mari fréquemment. Cette société est donc organisée autour des femmes, et leur rôle s'avère très probablement essentiel au sein de la communauté. Elles sont responsables du foyer, de l'éducation des enfants, de la pêche à la ligne et de la culture sur les abattis, tandis que les hommes s'occupent de la chasse, de la pêche au filet, et de la coupe de nouveaux abattis chaque année (Hourdin & Dikan, 2001). Sur le terrain, il s'est avéré que dans des cas de polygamie, les deux femmes d'un même homme pouvaient partager la même maison.

Les Noirs Marrons ont conservé de leurs origines africaines (de l'Ouest) le culte des ancêtres, l'utilisation de tambours, des mots de vocabulaire, des croyances et des pratiques alimentaires (Hourdin & Dikan, 2001). Sculpteurs et artisans, ils sont aussi réputés pour leur maîtrise de la navigation en pirogue.

Du point de vue politique, il apparaît que le *Gran Man* est le chef religieux et spirituel, celui qui possède la plus haute autorité au sein de la communauté, bien qu'il n'ait plus d'influence politique, ayant été peu à peu substitué par les maires. Il représente tout de même sa tribu et assure les relations avec les représentants de l'administration française. Le *Gran Man* détenait le pouvoir exécutif (Moomou, 2004). Chaque ethnie a son propre *Gran Man*. Sous son autorité, il existe des officiers de justice supérieure (porte-parole et consultant) et des officiers de justice inférieure : les *kapiteins*, ou capitaines (en charge d'un village dont ils sont les représentants) et les *bassias* ou lieutenants (les assistants du *Gran Man* et du capitaine, responsables d'un quartier du village, qui annoncent les décisions prises et s'occupe de la gestion des réunions) (Moomou, 2004). Toutes ces personnes forment le conseil des anciens (Hourdin & Dikan, 2001). Chaque village possède donc en théorie des représentants.

Les chefs de famille se chargent de l'attribution des terres. Les anciens abattis à proximité des habitations servent de terrains à bâtir pour les jeunes générations ou les nouveaux arrivants.

1.1.2.3. La présence de l'administration française

La vie s'organise autour du fleuve Maroni, et dans les villages, la présence française est représentée par la gendarmerie, la poste, la douane, l'école ou la mairie (Dénètem, 2003). Les conditions sociales des *Bushinengues* sont meilleures qu'au Surinam, mais cette francisation des populations a aussi un effet négatif puisque désormais les *Alukus* deviennent dépendants de l'administration française et des aides accordées (Orru, 2001). Les prestations sociales sont un des revenus monétaires qui entraînent une modification des habitudes alimentaires des *Alukus*. Certaines productions locales sont remplacées par des produits exogènes, achetées grâce aux allocations familiales, et les enfants sont parfois vus comme un facteur multiplicateur de richesses, un moyen de gagner de l'argent.

De nouveaux problèmes apparaissent avec de nouveaux impacts sur la population : modification des comportements alimentaires, pollution des cours d'eau par les emballages, plastiques et ferrailles issues des produits manufacturés, drogues, émergence de nouvelles maladies...

1.1.2.4. Le Bas-Maroni : Apatou et Saint-Laurent

Le secteur de l'Ouest guyanais qui borde le fleuve entre les terrains communaux de Saint-Laurent et d'Apatou est appelé le Bas-Maroni. Saint-Laurent du Maroni est la sous-préfecture de l'Ouest guyanais. La commune s'étend sur 483 000 hectares et abrite environ 20 000 habitants (c'est la deuxième commune de Guyane la plus peuplée derrière Cayenne). À 270 km de Cayenne, c'est l'extrémité ouest de la route nationale 1 (RN1). Saint-Laurent du Maroni garde des vestiges de l'époque du bagne, comme la sous-préfecture, la gendarmerie ou l'hôpital. Cette ville était appelée autrefois le "Petit Paris", et a fêté ses 50 ans en 1999. On peut y visiter le camp de transportation, ou la rhumerie Saint-Maurice. À partir de Saint-Laurent, il faut compter environ deux heures de pirogue pour atteindre Apatou.

Apatou bourg fut créée au XIX^e siècle, et s'est densifiée au cours des dernières années. Pour l'instant, elle n'est desservie que par pirogue (Orru, 2001). Ce village est devenu un bourg de 964 habitants en 1999 et est en passe de devenir une ville, à cause de sa proximité au littoral (passage obligé vers Saint-Laurent) et au Surinam (immigration) (Orru, 2001). L'absence de liaisons de communication explique probablement les chiffres inquiétants concernant les équipements essentiels pour une commune française (il n'y a dans la commune qu'un médecin, trois infirmières, et le collège est encore en construction, les enfants étudiant à l'heure actuelle dans des préfabriqués...). Pourtant, la population sur la commune d'Apatou croît de plus de 2 % par an depuis 2004, et a même été multipliée par 11,5 entre 1961 et 1999 (cf. tableau page suivante). La population y est très jeune en raison d'un fort taux de natalité, d'un taux de mortalité infantile bas, et de l'accès aux prestations sociales, proportionnelles au nombre d'enfants à charge.

Apatou possède un château d'eau mais l'alimentation en eau potable de la population est insuffisante. Il n'existe pas de système d'assainissement ou de collecte des eaux usées, l'essentiel de la production électrique provient de groupes électrogènes, et les habitants demandent le développement du réseau téléphonique et de la télévision (Scetauroute, 2003). C'est l'absence d'équipements et leur coût élevé de mise en place qui a encouragé la Région à se lancer dans un tel projet. Le peu d'équipements existants et ceux qui devraient être créés grâce à la route favoriseront la sédentarisation des habitants, qui circulent encore énormément tout le long du fleuve Maroni et possèdent des habitations dans plusieurs *campous* pour des raisons de polygamie ou d'abattis (paragraphe 1.1.3.2.).

Population depuis le recensement de 1961						
Région :						
Guyane						
	1961	1967	1974	1982	1990	1999
Saint-Laurent-du-Maroni	3019	5031	5055	6971	13616	19211
Apatou	316	318	453	618	2451	3628

Source : INSEE - Recensements de la Population - Dénombrement (INSEE, 2004)

Tableau 1 :
Tableau des
populations aux
différents
recensements sur les
communes d'Apatou
et de Saint-Laurent-
du-Maroni

1.1.3. Quelques idées de la vie sur le fleuve

1.1.3.1. L'agriculture dans l'Ouest guyanais

Les différents peuples venus s'installer dans l'Ouest (h'mongs, haïtiens, *bushinengues*) sont devenus sédentaires sous l'influence de l'État. La scolarisation des enfants (jusqu'à 15 ans en théorie) et le travail des hommes dans les administrations des communes, du département ou dans les écoles et dispensaires limitent la mobilité de ces populations.

L'abattis (qui dans l'Ouest guyanais désigne l'agriculture itinérante sur brûlis) permet l'autosubsistance des familles et représente 75 % des exploitations agricoles de Guyane (Assemat, Jacolot et al., 2007). Malgré tout, la taille des exploitations reste petite, et l'équipement matériel minimal (souvent, les outils de base comportent : un sabre (coupe-coupe), une ou plusieurs houes, un râteau). Un outil fréquent est aussi la tronçonneuse (« PPK »), retrouvée chez 46,6 % des 54 occupants de terrains interviewés.

La politique actuelle consiste à régulariser des immigrants installés définitivement, et, grâce à une politique d'aménagement et de développement, appuie la mutation de l'agriculture sur abattis vers une agriculture marchande moins anarchique (Assemat, Jacolot et al., 2007). Il existe deux catégories distinctes d'agriculteurs : les agriculteurs à temps plein (qui ne représentent qu'un quart des chefs d'exploitation) et ceux qui ne travaillent sur leur exploitation qu'à temps partiel (Scetauroute, 2004). Ces chiffres sont légèrement différents dans les environs de Sparwine, compte tenu du nombre de fabricants de pirogues et des travaux au noir.

La taille moyenne des exploitations dans l'Ouest guyanais était de 3,5 ha en 2004 (Scetauroute, 2004), et seulement 1,8 ha sur le Maroni (Lejeune, 2007).

Au-delà de l'aspect de subsistance, l'agriculture familiale sur brûlis a une **valeur culturelle** puisqu'elle contribue à l'entretien du lien ancestral entre les populations et la terre et la forêt (relations homme-territoire) (Blancodini & Tabarly, 2005), tout en respectant l'environnement à condition de mettre en jachère. Pourtant, avec l'accroissement des populations, les zones d'abattis s'éloignent des villages et les temps de jachère sont raccourcis.

1.1.3.2. L'abattis bushi-nengué

L'abattis *Bushinengue* est copié sur l'abattis amérindien : des périodes de culture et de jachère s'y succèdent. Il s'agit donc d'un mode de culture itinérant, **tourné vers les cultures vivrières** essentiellement. **L'abattis itinérant est le mode de culture le plus représenté dans l'Ouest guyanais.**

Les emplacements des villages (*konde*) sont fixés par le culte des ancêtres, mais les habitations de culture (regroupées en *campous*) se déplacent en fonction de l'agriculture sur

brûlis. L'emplacement pour un abattis est choisi selon sa proximité au village. Une personne à la recherche d'un terrain va donc préférentiellement aux alentours de son village ou aux abords des voies de communication. Avant la création de la route, les abattis étaient choisis sur des terres longeant les criques car l'accès à l'abattis par pirogue était simple et rapide.

Le défrichage est réalisé par les hommes (la préparation du terrain dure quatre mois), mais les plantations, l'entretien, et les récoltes sont des activités féminines. Un homme doit ouvrir à chaque saison sèche un abattis vivrier pour chacune de ses femmes (s'il est polygame), et dans de rares cas pour sa mère ou sa sœur. La surface des terres cultivées varie de 0,5 à 2ha. On y cultive du manioc amer, de l'ananas, du riz, de l'arachide, des bananes, du maïs, de l'igname, de la patate douce, de la dachine, de la citrouille, des concombres, des pastèques... Mais les productions *bushinengues* (décrites en annexe 3A) sont difficilement commercialisables face aux concurrences surinamienne et brésilienne. L'État subventionne les essais de création de petits élevages avicoles ou les tentatives d'agriculture maraîchère. Dans les villages, on compte aussi des jardins de palmiers et d'arbres fruitiers. Le nombre de terrains mis en abattis augmente, ce qui pose des problèmes de rotations (de plus en plus courtes, ce qui rend les cultures de plus en plus sensibles aux ravageurs, notamment aux fourmis-manioc).

La première année, on cultive sur un abattis les légumes pays à cycles courts (maïs, concombres). La seconde année, ce sont les cultures à cycles moyens (ignames, dachines, gingembre), qui seront à leur tour remplacées par le manioc (voir annexes 3B et 3C). Après les trois premières années, il ne reste que la cueillette de bananes, d'ananas ou de canne à sucre : la faible fertilité du sol pousse à l'abandon des abattis.



Figure 2 : photographie
panoramique d'un abattis
de manioc (juillet 2008)

On pratique alors une **jachère courte** de 2 à 3 ans qui a pour but de laisser reposer la terre (Assemat, Jacolot et al., 2007). Le même terrain est ensuite utilisé par l'occupant ou ses descendants. Les facteurs tels que la surface de culture et la durée des cycles dépendent de paramètres que sont le type de sol, son caractère inondable, la présence de mauvaises herbes (paramètres physiques), la taille de la famille à nourrir, la main d'œuvre disponible (paramètres sociaux), l'existence d'un marché pour les produits, les besoins d'argent (paramètres économiques) (Assemat, Jacolot et al., 2007).

1.1.4. La politique de désenclavement du territoire guyanais : la construction de la route Saint- Jean – Apatou

(Conseil Régional de Guyane, 2005)

Voilà plusieurs années que l'opportunité d'une route entre Saint-Laurent-du-Maroni et Apatou est discutée dans le cadre de **la politique de désenclavement du territoire** par le Conseil régional. Pour ce faire, la Région Guyane a lancé en 2003 les premiers travaux de construction d'une route de 54 kms, simultanément depuis Apatou et Saint- Laurent. Le conseil régional de Guyane est donc le maître d'ouvrage de cette route, et le service concerné est celui du désenclavement. Le maître d'œuvre est l'entreprise Scétauroute. Les opérations de déforestation, de terrassement, les ouvrages d'hydraulique, d'art ainsi que le revêtement des chaussées ont été confiées à des entreprises guyanaises.

1.1.4.1. Avant-projet sommaire (APS) et étude d'impact

Un avant-projet sommaire a été rédigé (il rappelle le but d'une liaison routière entre Saint-Laurent et Apatou (développement d'Apatou), pour comparer les variantes de tracé proposées, en dégager une, préciser les ouvrages d'art nécessaires, préciser le calendrier des opérations, estimer les coûts de construction et d'entretien, définir les barreaux. De nombreuses études ont été réalisées pour appuyer ce document : géotechnique, socio-économique, hydraulique, archéologique (par l'INRAP), écologique, botanique (par l'Herbier de Cayenne), faunistique, acoustique, ainsi qu'une étude des trafics (Scétauroute, 2004). La rédaction de ce dossier a été encadrée par un comité technique (Région Guyane, DDE, maître d'œuvre) et un comité de pilotage (élus, Région Guyane, préfet, communes concernées, communauté de communes (CCOG)).

L'idée d'une route entre les deux villes précédemment citées n'est pas nouvelle. Cette route fait suite à une décision de la Région, adoptée en 2000, qui a reçu l'avis favorable du Conseil d'État en 2002, avant d'être inscrite dans le contrat de plan État-Région 2000/2006 pour la Guyane, qui appuie la nécessité de désenclaver le bassin du Maroni.

Une étude préliminaire (*Réalisation d'une liaison routière Saint- Laurent / Apatou, éléments d'analyse et de réflexion*) a été réalisée en 2001 par l'ARUAG, et un tracé choisi à proximité du fleuve (Scétauroute, 2003) car plus favorable à la fois pour l'environnement et pour le développement local (Scétauroute, 2004). L'enquête publique travaux dite « Enquête Bouchardeau » rédigée par Scétauroute en 2004 regroupe l'étude d'impact ainsi que l'évaluation sociale et économique au titre de la LOTI (loi sur l'orientation des transports intérieurs) (Scétauroute, 2003). Cette étude expose les désirs de chacune des parties (conseil régional, mairies, associations, habitants d'Apatou...) et présente l'état initial du projet, la situation sociale avant le projet, les impacts du projet, les mesures d'insertion et compensatoires, etc.

On peut remarquer quelques lacunes dans cette étude, notamment dans la partie sociologique, car mis à part les intérêts du bourg d'Apatou et de la ville de Saint-Laurent, les villageois des hameaux de ces communes ne paraissent pas avoir été consultés (leur avis n'est pas précisé quant à la création de la liaison routière). Aux dires de l'association *Le Pou d'agouti* (association de protection de la nature et de l'homme) : « *leurs priorités [aux villageois] ne sont pas une route, mais l'emploi, la santé, l'éducation et l'hygiène publique* ». La majorité des habitants de l'intérieur de la Guyane et du fleuve Maroni en particulier, ne

veulent pas de piste ou de route sur leur territoire (Hourdin & Dikan, 2001). Il semble que la dynamique de la route ait été **très peu anticipée**. Les enquêtes menées éclairciront ce point et permettront d'en savoir plus quant aux avis des habitants du fleuve.

1.1.4.2. Analyses et études réalisées pour le conseil régional de Guyane

La finalité des études commandées par les mairies et le conseil régional n'est pas clairement définie. Le maire d'Apatou attendait par exemple de l'étude d'impact de Scetauroute qu'elle lui indique le nombre de places de stationnement à construire à l'extérieur du bourg, alors que de telles données sont impossibles à prévoir. C'est pour cette raison qu'un PLU (plan local d'urbanisme, qui s'appuie sur un diagnostic et un plan stratégique de la situation) a été lancé : le maire voulait des renseignements sur les potentialités, le bâti, sur les activités minières, les activités agricoles et les activités touristiques sur sa commune. Cependant, en raison des dernières élections et de la défaite du maire sortant, ce PLU est en attente de propositions de la part du nouveau maire. N'ayant pas les mêmes projets pour le développement de la commune, les idées intéressantes de l'ancien maire ne seront probablement pas suivies par son successeur.

La consultation de ces documents ainsi que les entretiens avec les décideurs dans les locaux du conseil régional (Cayenne), et à l'ARUAG (Cayenne), au PEAFOG (Saint-Laurent), ou la DAF (Saint-Laurent) ont permis d'y voir plus clair dans l'état d'avancement de cette liaison routière, et dans les différentes positions des administrations. Les discussions ont été enrichissantes et ont permis de préciser le sujet et le contexte de ce stage.

1.1.4.3. Construction et chantier

La liaison routière entre Saint-Laurent et Apatou oscille entre 0 et 85 m d'altitude, et traverse de nombreux sols peu fertiles comparés aux sols du littoral. Les criques sur le tracé ont des pentes relativement faibles et des débits modérés, mis à part la crique Sparwine dont le débit est important (Scetauroute, 2004).

Le budget alloué à ces sept sections de route (ouvrages d'art compris) a finalement été de **58 millions d'euros**, partagé entre la Région (54M€) et le FEDER (4M€). Le projet devrait être terminé en 2009. Par la même occasion, la Région a lancé une étude sur l'analyse, l'évaluation et le suivi des impacts de cette liaison entre Apatou et Saint-Laurent, afin d'anticiper les modifications sociales et économiques qu'un tel équipement peut entraîner, mais aussi afin de préparer les populations à ce désenclavement.



Figure 3: Carte des travaux (Conseil Régional de Guyane, 2005)

La création d'une telle route devrait avoir de **multiples répercussions sur la zone du Maroni**. Une baisse des coûts des services et des approvisionnements est attendue, de plus nombreux investissements publics (voir paragraphe suivant : **1.1.4.4.**), ainsi qu'un rapprochement avec le Surinam voisin.

1.1.4.4. Les impacts positifs de la liaison routière

✱ Pour le bourg d'Apatou

Au-delà du désenclavement d'Apatou (Europe-guyane.fr, 2004), la route va repousser les limites de la périphérie de Saint-Laurent. La ville d'Apatou en particulier devrait être profondément transformée et devenir la porte du Haut-Maroni, et de nombreuses perspectives de développement économiques sont mises en avant.

Grâce à la route, Apatou possède aujourd'hui un office de tourisme, une médiathèque ainsi qu'une salle des fêtes, preuves de la volonté de s'ouvrir au tourisme, qui devrait se développer très rapidement. L'activité bancaire devrait bondir et participer à l'essor touristique (Cerquiglioni, 2002), et les équipements, moins coûteux puisque dorénavant transportés par véhicules, seront possibles. Des activités (exploitations forestière et agricole, tourisme, mines et carrières, commerces et services) devraient être encouragées par le PEAFOG, l'ADIE, la Mairie, pour développer l'économie aux alentours d'Apatou et fixer la population des 20-30 ans de la zone qui, touchée par le chômage, avait tendance à partir sur Cayenne ou Saint-Laurent (Scetauroute, 2004). La commune d'Apatou espère la création d'un bureau d'aide sociale, de nouvelles classes, une agence postale, un système de gestion des déchets entre autres... Un porteur de projet (la SENOG), projette de construire un hôtel touristique sur la commune. Enfin, l'ONF étudie les possibilités de liaison par sentiers de grande randonnée entre Saint-Laurent, les Chutes Voltaire et Apatou. Cette idée devrait encourager le tourisme dans le secteur.

Les travaux ont aussi permis de dégager les secteurs dans le besoin : les établissements scolaires, les formations, l'aménagement urbain (parkings, stations essence), et la création d'un port piroguier (Dénètem, 2003). Les transports devraient bénéficier de cette nouvelle liaison : un gain de temps non négligeable pour les populations, une diversification des

transports et une baisse de leur prix. L'agriculture pourrait être modifiée et muter vers une agriculture de rente (alors qu'il s'agit d'agriculture vivrière en ce moment), conduisant à une plus forte sédentarisation, une diversification des cultures, et probablement à une augmentation de la taille des exploitations. C'est ce but que recherche la Chambre d'agriculture à travers la mission de PEAFOG. Les agriculteurs sont encouragés à se développer et à se diversifier pour pouvoir répondre à la demande en fruits et légumes sur les marchés guyanais.

✘ Pour les écarts (*campous* ou hameaux) du fleuve
(Scetauroute, 2004)

Un certain exode devrait se produire : les habitants des villages isolés pourraient se rapprocher du bourg et des activités économiques, et les habitants du Haut-Maroni désireux de se rapprocher des avantages du réseau routier tout en conservant un mode de vie traditionnel pourraient être attirés par la commune... Des enseignants, des médecins et d'autres métiers du corps médical ou du secteur tertiaire seront susceptibles d'être attirés par le nouveau bourg d'Apatou. Enfin, d'autres populations aux cultures différentes sont susceptibles de s'installer (métropolitains, chinois, autres *bushinengues*...) et de diversifier le peuplement de cette ville. Avec une croissance démographique plus importante, les réseaux d'électricité, de télécommunications seront théoriquement connectés après l'ouverture de la route.

La liaison routière devrait aussi influencer les mouvements de population, proportionnellement au développement du bourg : du Haut-Maroni vers Apatou, d'Apatou vers Saint-Laurent, et du Surinam vers Apatou. Le tourisme qui devrait se développer à Apatou (Scetauroute, 2004) devrait aussi profiter aux hameaux des bords du fleuve, notamment à Sparwine, qui possède un petit restaurant, un hôtel (qui pour le moment ne servent qu'aux ouvriers de la route, ou lors d'occasions spéciales, telles que des fêtes, des événements, des études de stagiaires...), trois bars-épiceries et une boulangerie. Deux types de tourisme existent d'ores et déjà sur le fleuve : un tourisme classique (des excursions à Apatou sur la journée) et un tourisme sportif (remontée du Maroni dans sa totalité, Apatou n'étant qu'une étape). Avec la route, les touristes pourront partir du saut Hermina, et non de Saint-Laurent, et en profiter pour visiter les hameaux du fleuve reliés à la route par des barreaux (Sparwine, Pimpin et La Forestière). Peu d'études ont été faites en ce sens, mis à part l'étude d'impact précédemment citée.

✘ Pour l'ONF

L'ONF est responsable de la gestion des ressources forestières entre les criques Sparwine et Serpent, notamment du côté sud de la route (côté du domaine forestier permanent²), et devrait donc trouver un intérêt dans la réalisation de cette voie d'accès, car une exploitation sylvicole organisée devrait être aménagée et lancée sur le bord sud de la liaison routière (Scetauroute, 2004). Une soixantaine de nouvelles parcelles (de 300ha chacune) devraient être mises en gestion durable (Scetauroute, 2003) rapidement.

- 16 -- 16 -----

² **Domaine forestier permanent (DFP) :**

Le *Domaine forestier permanent* est une zone créée par des décrets successifs (le 1^{er} datant du 04/07/08) dont la fonction est de protéger la forêt en l'aménageant de façon durable. Le DFP est l'équivalent d'une **forêt domaniale de deux millions quatre cent mille hectares**.

1.1.4.5. Les impacts négatifs de la liaison routière

✖ Pour le milieu

Une route est aussi source d'impacts directs ou indirects négatifs. Pour l'environnement, toute la surface utilisée pour la construction de la route constitue une surface forestière perdue, avec une menace certaine pour les écosystèmes de la zone. La route est une rupture dans la continuité de la canopée, et devient une barrière infranchissable pour bon nombre d'espèces terrestres lorsqu'elle présente des andains (enchevêtrements de troncs, de branches et de terre, issus des effets des bulldozers sur la forêt) (Farrugia & Reder, 1999), alors qu'en contrepartie, des espèces allochtones pourront envahir le milieu et de se développer sur les bords de la route.

✖ Pour les communautés humaines

La route devrait aussi, en étant une ouverture sur le monde extérieur, constituer un véritable front pionnier et en apporter la délinquance (Scetauroute, 2004), les crimes et les délits, que j'exposerai à nouveau dans les résultats. La proximité entre la route et le fleuve devrait encourager le développement de différents trafics de marchandises en provenance du Surinam (contrebande et immigrations illégales), même si ceci n'est pas vérifiable à l'échelle de mon étude.

Aussi, le phénomène dit de déstructuration sociale risque de toucher les villages entre Saint-Laurent et Apatou : le mode de vie traditionnel, avec ses coutumes et ses croyances, risque d'être dénigré face aux modes de vie des villes (Scetauroute, 2004). Ceci sera à creuser lors de cette étude.

✖ Pour l'État

La construction d'un axe routier est aussi un moyen pour de nouvelles populations humaines de s'installer : il est plus simple de créer son abattis au bord d'une route (Mengin-Lecreulx, 1999), et pouvoir ainsi profiter des voies de communications pour se rendre en ville, ramener les récoltes au village, ou chasser. Sur le terrain, force est de constater que de nombreux abattis ont été installés de chaque côté de la route entre Saint-Laurent et la crique Serpent. Au-delà de celle-ci, et jusqu'à la crique Sparwine, les abattis sont moins nombreux et la plupart est déjà ancienne : il s'agit d'abattis créés par les villageois de Sparwine et d'autres villages du fleuve. L'installation de nouveaux abattis est limitée par les interventions de l'ONF qui confisque le matériel des personnes contrevenantes ou en cas de multiples récidives, peut aller jusqu'à brûler les carbeta de passage (des abris de bois et de feuilles qui protègent de la pluie et du soleil lors des journées de travail sur l'abattis et servent parfois à abriter une partie de la récolte). Lors de ma première rencontre avec un des agents de l'ONF, celui-ci m'a confié avoir chassé un couple de vieux *Bushinengues* du bord sud de la route (sur le DFP de l'État) deux jours auparavant.

Au-delà de Pimpin et de la crique Serpent, on entre dans la zone de droit d'usage collectif des *Bushinengues* : la zone est protégée pour la pratique de la chasse, de la pêche, de la cueillette et de l'agriculture de cette population (Lejeune, 2007). Sur le terrain, il semble que les *Bushinengues* n'aient appris que récemment (depuis un an environ, soit vers 2007) leurs droits. Or, l'installation d'abattis sur cette zone de la route a pu se faire dès le début des travaux. La liaison routière entre Apatou et Saint-Laurent est donc bordée d'abattis et de panneaux indiquant « terrain privé » ou « propriété privée » alors que les personnes installées n'y ont aucun droit. L'essor de cette occupation a pu être mis en évidence au cours des 4 mois de phase de terrain de ce stage. Des habitants de Saint-Laurent ont été surpris coupant de nouveaux abattis à l'ouest de la crique Serpent.

Avec ces installations incontrôlées, les pressions sur le foncier, mais aussi sur les ressources forestières et cynégétiques sont à leur tour amplifiées (Scetauroute, 2004). Le tourisme pourrait aussi constituer une menace pour les ressources environnementales

(pollutions, pressions sur le bois pour construire davantage de carbets, chasse) et exercer une pression non négligeable, mais aussi apporter de nouveaux emplois dans les villages.

1.1.4.6. D'autres problèmes en suspens

Beaucoup d'autres impacts peuvent être envisagés, plus ou moins fondés. Mais la construction de la liaison routière entre Saint-Laurent et Apatou soulève de nombreuses interrogations. Ce nouvel axe routier ne va-t-il pas être à l'origine de nouveaux flux migratoires ? Comment la situation foncière va-t-elle évoluer entre le Maroni et la route ? Les villageois entre les criques Sparwine et Serpent perçoivent-ils ces futurs problèmes ? Et pour les villages des environs, que va-t-il se passer, et comment les petits villages, probablement moins aidés, vont-ils faire face à cette mutation économique et sociale ? Cette étude pourra apporter des réponses à une partie de ces questions.

Bien que la route ne soit (théoriquement) pas encore ouverte à la circulation, des dizaines de voitures l'empruntent chaque jour sans autorisation. La route a déjà modifié le comportement et le quotidien des habitants du Bas-Maroni, à Apatou, mais aussi sur les *campous* de Sparwine.

1.1.5. Le foncier en Guyane et dans l'Ouest guyanais

Sur le Maroni comme dans toute la Guyane, toutes les terres vacantes et sans maître font partie du domaine privé de l'État (décret du 15 novembre 1898), et la majorité des agriculteurs sur le Maroni n'a pas de titre de propriété. Par exemple, la commune de Saint-Laurent-du-Maroni est étendue sur 483 000 ha, dont plus de 425 000 appartiennent à l'État.

Avec l'ordonnance foncière du 2 septembre 1998 (en annexe 1B), dont l'application s'est achevée au 31 décembre 2006, une politique volontaire de distribution de terrains avait été mise en place, pour régulariser gratuitement les occupants sans titre installés avant la date de l'ordonnance et qui ont conservé la mise en valeur agricole du terrain pendant au moins cinq ans. Cependant la jachère pratiquée lors des abattis traditionnels n'était pas reconnue comme une mise en valeur agricole et a donc peu concerné les agriculteurs *bushinengues* de l'Ouest guyanais.

Aujourd'hui, il existe 4 types de titres fonciers pouvant être accordés à un agriculteur en Guyane sur le domaine privé de l'État :

✦ **La concession agricole** : elle est définie par le Code du domaine de l'État, le demandeur doit détenir un titre de séjour de 10 ans ou être de nationalité française. Comme son nom l'indique, elle est dédiée aux agriculteurs et à l'activité agricole : le demandeur doit être ou devenir agriculteur à titre principal. La demande comprend un projet qui détaille le type de mise en valeur agricole envisagée, les moyens nécessaires (humain et matériel), le financement correspondant. Le demandeur doit avoir un diplôme ou une expérience en agriculture en cohérence avec son projet. L'expérience familiale est reconnue et constitue dans de nombreux cas la seule qualification agricole des demandeurs.

La surface de la concession est limitée à 5 ha. Le concessionnaire a 5 ans pour réaliser la mise en valeur prévue. Cette durée est prolongeable 5 ans soit 10 ans maximum pour la durée

totale. Pendant cette durée le concessionnaire paie un loyer annuel égal à une fraction de la valeur vénale du terrain. A partir de la cinquième année, le concessionnaire peut demander la cession gratuite des surfaces mises en valeur de sa concession. Il demande alors une enquête de mise en valeur qu'effectue la DAF. Dans les faits, le concessionnaire peut très largement s'éloigner de la mise en valeur prévue pourvu que ses terrains soient en production. La jachère n'est pas considérée comme une mise en valeur.

✦ **Le bail emphytéotique agricole.** Également défini dans le code du domaine de l'État. Les conditions requises sont les mêmes que pour la concession agricole. Le bail emphytéotique n'est pas limité en surface et cumulable avec une concession agricole. La surface sera donc déterminée par le projet agricole. La durée du bail est de 30 ans par convention. Depuis la loi de modernisation agricole (LMA) de 2006 (article 100, en annexe 1A), l'emphytéote peut demander tous les 10 ans la cession gratuite des terrains mis en valeur sous les conditions similaires à la concession.

✦ **La concession agricole pour culture itinérante.** Ce type de titre a été créé par la LMA de 2006 et son décret de 2007. Elle n'est pas encore mise en application en Guyane. Il s'agit d'une concession agricole modifiée afin de permettre l'acquisition de foncier aux agriculteurs sur abattis incluant des jachères longues dans leur mode de culture, c'est-à-dire essentiellement les amérindiens et les *bushinengues*. Les modifications portent sur trois points essentiels : la jachère est reconnue comme une mise en valeur du terrain, la taille maximale du terrain est de 20 hectares et la durée de 20 ans. De plus, le concessionnaire peut demander la cession gratuite des parties mises en valeur tous les 5 ans. Ces titres ne pourront être accordés que dans certaines communes de Guyane et dans des zones définies par arrêté préfectoral en accord avec les communes concernées.

✦ **La cession onéreuse,** c'est-à-dire la vente : elle est définie dans le code général de la propriété des personnes publiques. Textuellement il n'y a pas de condition requise particulière sur le demandeur et la cession n'est pas limitée en surface. Dans les faits, et par convention elle est limitée à 2 ha pour les non-agriculteurs (en zone agricole) et aux personnes de nationalité française ou ayant un titre de séjour de 10 ans. La limitation de la surface répond à la nécessité, d'une part, de limiter les « pertes » de terrain pour l'activité agricole proprement dite, et d'autre part d'éviter un morcellement trop important des terrains en zone rurale.

Ces demandes de foncier en Guyane passent par le dépôt d'un dossier contenant un projet agricole et sa présentation à différentes commissions (dépendantes des DAF, Services de domaine de la trésorerie générale, Chambre d'agriculture, Mairie...) ainsi que par la réalisation d'une enquête avant signature et attribution d'un terrain. Cette démarche est relativement compliquée, longue et sa bonne fin n'est pas garantie. Le temps moyen d'instruction des titres signés de 2004 à 2007 était de quatre ans et demi. Des améliorations ont été apportées à la procédure, qui est aujourd'hui sous la responsabilité de la trésorerie générale, mais tardent à être mises en application.

L'accès au foncier dans l'Ouest guyanais est encore plus compliqué puisque ce territoire est éloigné des administrations gérant le foncier, EPAG et services des Domaines, qui se situent à Macouria et à Cayenne. On peut noter qu'en 2004, sur tout l'Ouest guyanais, seuls trois concessions et un bail emphytéotique ont été attribués. Le cadre légal trop complexe, trop long et méconnu des demandeurs potentiels est donc très souvent abandonné au profit de moyens plus détournés pour obtenir des terres (Durand & Niel, 2005). La création de postes de médiateurs avait été suggérée en 2005 (Durand & Niel, 2005) pour aider les populations du

fleuve à demander la légalisation de leurs terrains mais il semble que ce conseil soit resté sans suite.

Par ailleurs la vision de la propriété foncière par les *Bushinengues* autre que celle des Français de métropole. Dans certaines communes du Maroni, les détenteurs de titres fonciers légaux (au sens de l'Administration française) qui n'appartiennent pas à la communauté locale ont parfois des déboires avec celle-ci, dont les traditions et les coutumes ne reconnaissent pas les droits des étrangers au village (Durand & Niel, 2005). Traditionnellement, le foncier sur le Maroni est géré par le *Gran Man* (cf. paragraphe 1.1.2.2.) et le *Fiscali* (officier de justice supérieure), arbitre de la terre connaissant les terres accordées aux populations (Moomou, 2004).

La précarité sociale, la crise du logement dans les villes, un taux de chômage élevé, un statut parfois illégal, la pauvreté, sont autant de facteurs ayant contribué à l'installation sauvage de populations pratiquant l'abattis. Les occupations illégales sont de plus en plus courantes aux abords des routes ou des pistes forestières. Certains squatters défrichent pour créer leur abattis, mais un autre phénomène est en plein essor : d'autres défrichent uniquement dans une optique de spéculation foncière. Au sud de Saint-Laurent, ces occupations ont pour objectif la revente de terrains sans droit de propriété. Après Saint-Jean, il s'agit essentiellement de recherche de terrains agricoles. Ces installations suivent le même mode : dissimulation derrière la forêt, brûlage, plantation de l'abattis, construction d'un carbet puis d'une habitation plus durable. Puis, l'abattis s'étend chaque année et atteint après quelques années plusieurs hectares difficilement contestables (Durand & Niel, 2005). Par la suite, lorsqu'ils sont assez nombreux, certains réclament le rattachement aux réseaux.

Ces installations sont très difficiles à contrôler et l'État éprouve des difficultés pour stabiliser leur nombre et les organiser. Il est inconcevable de penser qu'on pourrait limiter ces occupations par la répression vu leur nombre. Ce qui est envisagé par la DAF et la Chambre d'agriculture est de céder les terrains définitivement en nombre limité et d'encourager l'installation d'exploitants réguliers (annexe 1C).

Ce type de problèmes a déjà été rencontré lors de la construction d'axes routiers (vers Javouhey ou Saint Georges), mais à chaque fois, il semble que des décisions ne puissent être prises qu'en urgence.

1.2. La vie à Sparwine, Bastien et Pimpin

1.2.1. Organisation spatiale des campous sur le fleuve

Les communes de Saint-Laurent et d'Apatou sont séparées par la crique Sparwine (annexe 4). Situé sur le fleuve Maroni, Apatou bourg est le premier village vraiment isolé après Saint-Jean. La population y est constituée majoritairement de *Bonis* (appelés aussi Noirs marrons ou *Alukus*). Actuellement, on compte plus de 5 500 habitants sur la commune d'Apatou, avec les *campous* (villages) avoisinants le bourg (recensement INSEE 2005). Le seul moyen d'accès est le fleuve Maroni, véritable autoroute reliant les villages du fleuve à la bande côtière

Les villages de Sparwine, Bastien et Pimpin se trouvent sur le Maroni en descendant le fleuve sur une quinzaine de kilomètres, depuis Apatou bourg vers Saint-Laurent (donc en allant vers le nord). Chacun de ces villages est en fait composé de plusieurs hameaux. Entre Apatou et Saint-Laurent, on compte une trentaine de hameaux (dont la plupart compte, d'après les données INSEE (1999), moins de 50 habitants). Les villages et les écarts de la zone d'étude appartiennent à la commune de Saint-Laurent, mais une demande a été faite pour que les hameaux entre les criques Sparwine et Serpent soient rattachées à la commune d'Apatou, leur mode de vie étant plus proche du bourg et du fleuve que de la ville littorale (par exemple, les enfants sont scolarisés à Apatou de la primaire au collège). Une modification du cadastre pourrait avoir lieu dans les années à venir.

Néanmoins, depuis la crique Sparwine vers la crique Serpent, on a à ce jour la répartition spatiale suivante :

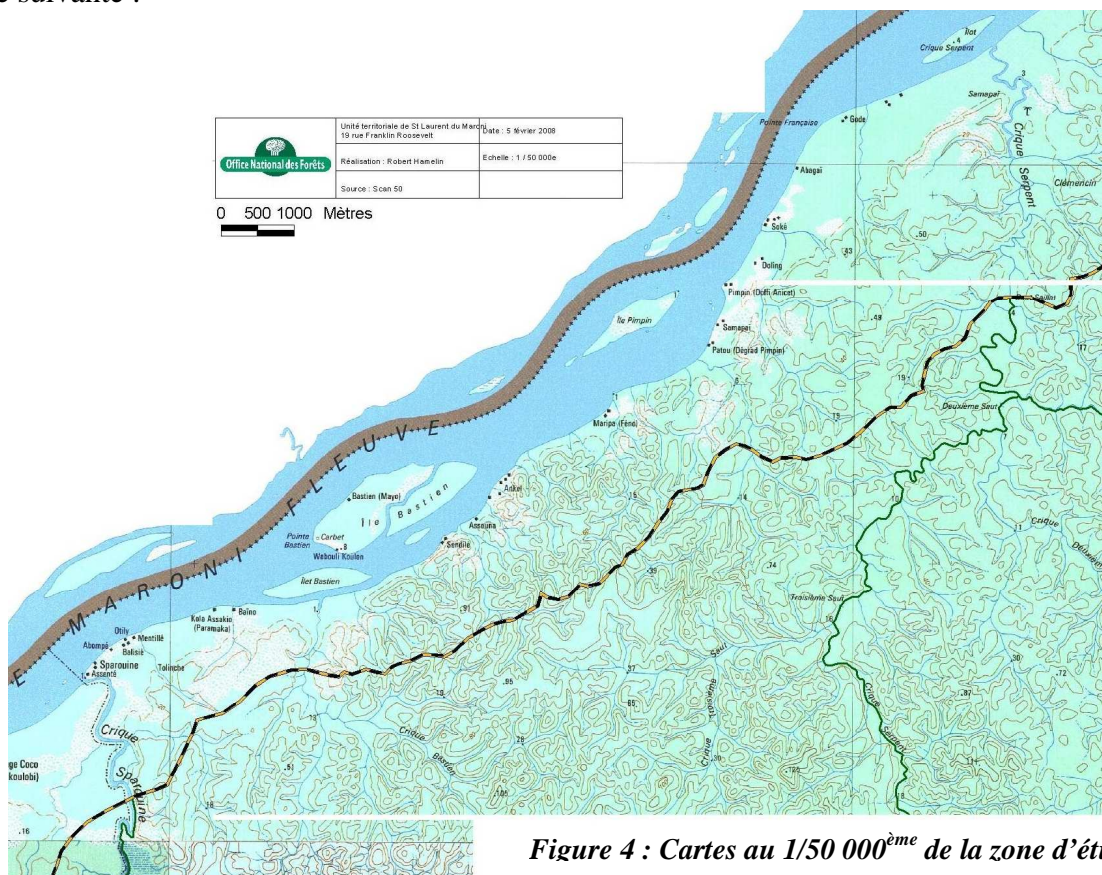


Figure 4 : Cartes au 1/50 000^{ème} de la zone d'étude

Autour de Sparwine (estimation: 500 habitants) se situent :

- ✘ **Sparwine**
- ✘ Banane *campou* (appelé « Tolinche » sur les cartes IGN)
- ✘ Stoong *campou* (New Libi), appelé « Baïno » sur les cartes IGN

Puis en descendant le fleuve, on rejoint l'île Bastien (estimation : 140 habitants)

En aval se trouvent les *campous* de Pimpin (~260 habitants) qui comprennent :

- ✘ Assédassé *campou* (Pimpin n°1) appelé « Ankel » sur les cartes IGN
- ✘ Patoos *campou* (Pimpin n°2) appelé « Maripa » sur les cartes IGN
- ✘ Sohio *campou* (Pimpin n°3) appelé « Patou » sur les cartes IGN
- ✘ **Pimpin** *campou* ((Pimpin n°4) appelé « Doffi Anicet » sur les cartes IGN
- ✘ Mofina *campou* (Pimpin n°5) appelé « Soké » sur les cartes IGN

Les estimations de population sont très incertaines au vu de la démographie particulière de ces villages et l'impossibilité de dénombrer exactement les habitants (voir 4.1.). On estimait la population entre les dégrads (embarcadères, par extension tout lieu où un bateau peut accoster) de Sparwine et de Pimpin à environ 650 habitants en 2004 (Scetauroute, 2004), contre plus de **870 aujourd'hui**. Les estimations données précédemment sont établies à partir de l'échantillonnage des villageois qui a permis de déterminer un nombre moyen d'habitants par foyer (4,64, valeur censée être une approximation plancher), qu'on a multiplié par le nombre de foyers dans chaque village (définis à Sparwine, Banane *campou*, Mofina *campou* et Patoos *campou*, et estimé par recoupement des dires des villageois et des images satellites pour les autres *campous*).

<i>taille moyenne d'un foyer : 4,64 personnes</i>		nombre estimé de foyers:	population approximative par villages:
	Sparwine	80	371
	Bastien campou (île)	30	139
	Banane campou	9	42
	Stoong campou (New Libi)	9	42
	Assédassé campou (Pimpin 1)	10	46
	Patoos campou (Pimpin 2)	13	60
	Sohio campou (Pimpin 3)	15	70
	Pimpin campou (Pimpin 4)	18	84
	Mofina campou (Pimpin 5)	2	9
	Manpoe campou	1	5
	Baïno maison	1	5
	<u>TOTAL :</u>	188	872

Tableau 2 : Estimation du nombre de foyers et du nombre d'habitants sur la zone d'étude

1.2.2. Organisation quotidienne autour du fleuve

Le Maroni à hauteur de Sparwine est sous influence des marées, mais seul le niveau du fleuve est modifié: le courant ne s'inverse pas. Le rôle du fleuve est prépondérant dans ces communautés puisqu'on y puise l'eau pour se laver, laver la vaisselle, boire ou cuisiner, évacuer les détritiques... Pour l'alimentation, l'eau de pluie est parfois récupérée dans des Tuff Tanks (réservoirs de capacité d'environ 1000L) et depuis 2002, le village possède deux pompes à bras (malheureusement placées à proximité l'une de l'autre dans le village, et utilisées par 15 foyers uniquement). Bien que Sparwine soit un « site isolé » car ne possédant pas de moyens de communication propres, ce village possède quatre épiceries (bars), une boulangerie et un restaurant. L'électricité est présente grâce à l'installation de panneaux photovoltaïques (trois sur Sparwine *campou*) et surtout grâce à des groupes électrogènes privés. Les déchets sont amassés puis brûlés ou seront emportés par le fleuve lors des crues du Maroni (Bureau de Recherches Géologiques et Minières, 2006). Grâce à l'apparition de pompes, de Tuff Tanks, mais aussi de machines à laver et de maisons en dur, le village de Sparwine est en plein essor et la présence de la route devrait encore accroître cet effet.

Les **activités traditionnelles** ponctuelles sont l'agriculture de subsistance, la chasse, la pêche, la cueillette, l'orpaillage, l'artisanat...

En ce qui concerne les activités des *Bushinengues*, l'artisanat a un rôle prépondérant : les hommes fabriquent des tabourets, des pagaies, des peignes, des pirogues en bois, et les femmes décorent les calebasses. La chasse, la pêche, la cueillette sont des activités toujours importantes pour la subsistance (les protéines dans l'alimentation des peuples du Maroni provient essentiellement de la pêche et de la chasse, l'élevage étant peu développé (Scetauroute, 2004)), et représentaient en 2000 respectivement 5 %, 10 % et 1 % de la provenance du régime alimentaire Aluku, contre 64 % pour l'agriculture. Ces activités traditionnelles sont en pleine mutation avec l'apparition de nouvelles armes de prédation (fusil, filets de pêche, moteurs sur les pirogues, lampes électriques...) (Orru, 2001). Par contre, la consommation de produits manufacturés est en augmentation et atteignait déjà 20 % des produits consommés par les habitants du Bas-Maroni en 2000, avant la construction de la route.

Enfin, certains ont des emplois fixes dans les villages (employés de bureau à la mairie, à la poste, instituteurs, infirmiers, agents techniques...) ou en dehors (orpailleurs, piroguiers). Mais dans la zone étudiée, la réussite et l'insertion professionnelle non agricoles sont très difficiles, à cause de l'enclavement du site, mais aussi du taux de scolarisation dans le pays d'origine, de l'âge d'arrivée en France, de la qualité du système scolaire à proximité... Près de 43% seulement des moins de 25 ans surinamais issus de l'immigration étaient scolarisés en 1999. Dans le village de Sparwine, **la préparation du couac et la fabrication de pirogues sont les activités principales.**

Quelques abattis sont cultivés à l'extérieur du village, et quelques volailles sont élevées pour la consommation (Bureau de Recherches Géologiques et Minières, 2006).

1.2.3. Enjeux sur la zone de Sparwine

L'un des objectifs de ce stage était d'évaluer le potentiel foncier de la zone d'étude, en recensant les terrains sur les abords de la route (**qui constituent l'offre et qui ne sont pas cadastrés la plupart du temps**) et en distinguant clairement les zones agricoles libres d'occupation (susceptibles d'être attribuées) des zones déjà occupées par les villageois entre

les criques Sparwine et Serpent. Les personnes ayant un abattis entre ces deux criques font très souvent partie des populations habitant les *campous* alentours. Une telle démarche a pour but de diminuer les injustices entre les personnes qui s'installent impunément et celles qui formulent leurs demandes à l'administration. Les demandeurs de terrains seront installés suivant une organisation décidée par la DAF qui tiendra compte des terrains déjà répertoriés autant que possible. En plus, les services concernés peuvent décider des zones à conserver, si celles-ci présentent un intérêt écologique très important et doivent être protégées par exemple, ou des zones à mettre en valeur pour le tourisme.

Dans le cas précis de la route Saint-Laurent / Apatou, les installations seront contrôlées autant que possible. L'ONF limite pour l'instant les installations de nouveaux abattis du côté du domaine forestier permanent (DFP) (sud de la route). Après cette étude, **la DAF devrait décider des personnes qui, parmi les demandeurs de terre et parmi les habitants du fleuve déjà installés auparavant, bénéficieront des concessions du bord nord de la route.**

Pourtant, nous avons eu la surprise de découvrir que la zone d'étude, traversée par la route, est d'après le POS (plan d'occupation des sols), une zone protégée, une **zone « ND »**, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une « zone destinée à être protégée en raison de la qualité esthétique, touristique ou écologique des sites, des milieux naturels et des paysages, mais aussi de par l'existence de risques naturels ou de nuisances » (Scetauroute, 2004).

Toute construction y est prohibée, à l'exception des constructions liées à la mise en valeur du site ou à l'écotourisme sont autorisées (carbets de passage, sentiers de randonnée, écomusée...). Ce classement en zone « ND » empêche bien sûr toute cession de terrain et devrait être revue dans les prochains mois.

2. MÉTHODOLOGIE

Pour mes enquêtes de terrain, j'ai eu la possibilité de loger à Sparwine. Pour les recherches bibliographiques, la consultation de documents de la Chambre d'agriculture, les entretiens avec les institutionnels de Cayenne et de Saint-Laurent, ainsi que pour une partie de la rédaction de ce rapport, je travaillais sur le site de l'UMR Ecofog à Kourou.

L'objectif de cette étude est proche d'un aménagement foncier.

À ces fins, j'ai suivi le protocole décrit par la suite. Il faut comprendre les acteurs en allant les rencontrer sur le terrain en réalisant des enquêtes. Les entretiens apportent de nombreuses données sur les villageois, qui seront recoupées avec les données GPS, les données extraites des photos aériennes, ainsi que de la bibliographie.

2.1. Comprendre les différents acteurs sur la zone

2.1.1. Les entretiens avec les villageois

Le contact avec les populations est indispensable pour une étude de ce type. Si l'étude de clichés aériens permet un repérage des zones cultivées, elle ne permet pas de discerner les terrains des différents foyers, ce qui s'avère essentiel pour la Chambre d'agriculture et la DAF pour l'attribution des terrains. Un entretien avec chaque chef de foyer a l'avantage de cerner les techniques utilisées, de comprendre les volontés et les projets de chacun, de mettre en lumière les désaccords et les zones conflictuelles, et d'ainsi anticiper l'évolution des villages et de leurs zones d'influence au cours des prochaines années.

Au départ, je ne comptais rencontrer que les personnes « propriétaires » de terrains ou d'abattis, mais je me suis rapidement rendu compte qu'il était aussi important de rencontrer les autres personnes du village pour avoir une vue d'ensemble du problème, définir les disparités entre villageois et en connaître les raisons. Des rendez-vous étaient fixés avec **chaque chef de foyer** (par la technique dite « du porte-à-porte ») pour visiter les terrains et les abattis, ainsi que pour discuter plus longuement du foyer, du travail, de la place de l'abattis dans la vie quotidienne, des perspectives d'avenir... La plupart des entretiens durait 30 minutes, auxquelles était ajouté le temps nécessaire pour faire le tour du terrain et voir quelques abattis.

Le déroulement des entretiens (semi-directifs) était réalisé à l'aide d'un guide d'entretien placées en annexe 5 et réalisées à l'aide de manuels de taki-taki (Maïs, 2002) et de la bibliographie. Un interprète de 10 ans, Desmond Misiedjan, m'accompagnait lors des entretiens durant toute la période des vacances scolaires, et deux interprètes (Gaëlle et Milie) ont été employées lors du module FTH de la troisième semaine de septembre. Le module FTH (forêts tropicales humides) est un module dont l'objectif est d'initier des étudiants en 2^e année de master ou en thèse à la forêt tropicale, à la recherche et à la Guyane.

Le rythme de vie des acteurs locaux étant très éloigné de celui du littoral, la réalisation des entretiens, leur déroulement, leur durée et leur nombre dépendent en grande partie de la disposition et du bon vouloir des villageois. Au cours de la phase terrain, une partie des questions a évolué. Par exemple, des questions à propos des techniques de culture ont été

posées, dès qu'il a été clair que **tous ne suivaient pas les mêmes pratiques agricoles**. Ces techniques sont détaillées en annexe 12 et au paragraphe 3.3, figure 19.

En **visitant les terrains**, il devenait possible de voir les techniques utilisées, l'état des abattis (mis en valeur ou abandonné), la surface mise en valeur, la taille du terrain, les limites naturelles avec les voisins (criques, gros arbres)... Les surfaces d'abattis mises en valeur au cours de dernières années (jusqu'à 4 ou 5 ans) et la surface totale du terrain étaient mesurées au GPS. Lors de ces visites, d'autres questions étaient posées pour préciser les entretiens. En moyenne, le temps consacré à un chef de foyer était d'environ trois heures. Une retranscription des entretiens était difficilement réalisable, compte tenu de la rapidité des entretiens (beaucoup de personnes ne m'accordaient que peu de temps, étaient rapidement fatiguées ou lassées, ou bien sur le terrain, la prise de notes intégrale était compliquée). Bien sûr, quelques maisons étaient inoccupées, certains villageois étaient absents durant trois mois, d'autres récalcitrants voire hostiles, mais la majorité du village-même de Sparwine a été rencontré (77 foyers). Ensuite, les *campous* des alentours ont été prospectés au maximum, mais les difficultés pour s'y rendre ont souvent limité les rencontres, en particulier sur Bastien (27 foyers visités) et Pimpin (seulement 10 sur une cinquantaine de foyers). Certains villageois, porteurs de projets aboutis ou susceptibles de développer le site, ont été rencontrés à plusieurs reprises. D'autres étaient recroisés sur les villages ou dans la forêt, et engageaient naturellement de nouveau la discussion. Enfin, lors du **module FTH 2008**, un groupe de quatre étudiants est venu me prêter main forte et a réalisé de nouveaux entretiens avec des villageois déjà rencontrés ou non.



Figure 5: La présence d'un jeune interprète (à gauche sur la photographie) a facilité grandement le travail et la communication avec les villageois.

Les semaines de terrain ont été réalisées suivant le calendrier placé en annexe 6. On y constate que des phases de terrain de trois semaines en moyenne étaient suivies d'une semaine à Kourou (ce qui a permis de coder les données sous format informatique). Durant trois semaines par mois, je vivais à Sparwine même (dans l'hôtel puis dans la base de vie prêtée par la société Ribal) et j'ai pu faire partie de cette communauté. Les *campous* voisins : Banane *campou*, Stoong *campou*, Bastien ou les *campous* de Pimpin ont été démarchés par le bouche-à-oreille depuis Sparwine. La mise à disposition d'un véhicule 4x4 durant les quatre dernières semaines de terrain a permis de multiplier les entretiens et surtout de pouvoir visiter des abattis distants des *campous*.

Les premières semaines ont été réservées à **l'immersion dans le village**, et ont permis de déterminer le **zonage de chaque village**, mais aussi d'apprendre des informations relatives à

l'histoire, l'organisation sociale, les traditions, les coutumes et les habitudes foncières des populations. Le reste de la phase de terrain a été consacrée aux détails, avec l'entretien de chefs de famille et de chefs de foyer. Après une phase d'adaptation et quelques déboires dus en grande partie à la non-maîtrise du *sranan tongo*, chaque foyer de Sparwine a été approché. Mon logement étant situé sur ce *campou*, un trajet en pirogue était nécessaire pour aller sur les zones de Bastien et Pimpin, qui ont donc été moins bien inventoriées. Par contre, pour les hameaux aux alentours de Sparwine (Banane *campou* et Stoong *campou*), la marche (30 à 45 minutes) était privilégiée.

Les questionnaires initiaux des entretiens sont situés en annexes 7A et 7B. Ils ont été inspirés d'autres mémoires (Alladounngar, 2000; Sordet, 1997), et appuyés par les questions de l'annexe 5 en *sranan tongo*. Ces questions ne constituaient qu'une trame aux entretiens, et de nombreuses questions plus variées étaient posées, suivant l'évolution de la discussion, les intérêts de l'interlocuteur, ses idées, ses compétences, la cohérence de ses idées.

L'un des buts était d'identifier les propriétaires sans titre des zones étudiées, afin de faciliter le travail de la Chambre d'agriculture et du CNASEA. Or, bon nombre de chefs de foyer n'ont qu'un titre de séjour d'un an (parfois périmé), ou n'ont aucun titre de séjour ou carte d'identité (cas de personnes nées en France mais jamais déclarées). Il a donc fallu identifier des français majeurs au sein de ces familles, qui devront faire les demandes de terrain à leur nom (ce sont souvent les enfants ou les petits frères et sœurs).

Une partie des données n'a pu être récoltée que grâce à **l'observation directe** dans le village. Bien que la majorité des villageois aient compris que je venais faire une étude pour la DAF visant à faciliter la régularisation du foncier sur la zone, quelques interlocuteurs ont tenté de me manipuler (car je représentais pour eux l'État, et que j'étais susceptible d'installer des personnes sur les terrains libres, ou de donner du terrain à certains plus qu'à d'autres, ce que j'ai pourtant démenti), et il a fallu prendre les réponses avec distance puisqu'il y a des luttes d'influence entre familles en faisant des recoupements entre les témoignages. Par exemple, on m'a présenté le jour de mon arrivée un capitaine, qui en fait n'est reconnu que par une des dix grandes familles du village. On m'a aussi présenté un terrain comme ayant été coupé alors que les voisins de ce terrain le déclaraient libre et que la forêt y semblait n'avoir jamais été coupée. Certains terrains m'étaient présentés par deux ou trois personnes différentes (ces zones ont été décrites comme des zones conflictuelles). Enfin, on me mentait sur des relations et des liens de parenté, ce que je ne m'explique pas vraiment.

2.1.2. Les entretiens avec les acteurs de type institutionnel

La phase de recherche bibliographique entamée en métropole n'a pas été très instructive faute de documents sur la zone d'étude et de disponibilité d'études comparables à ce projet de route longeant un fleuve frontière.

Néanmoins, cette phase a été nettement **améliorée** sur Kourou (Guyane française) durant trois semaines au mois d'avril, grâce aux entretiens séparés (réalisés à l'aide du questionnaire en annexe 8) avec les institutions de la DAF, de la chambre d'agriculture, du Conseil régional et de l'agence d'urbanisme (ARUAG). Les documents (textes, cartes et rapports) mis à disposition par ces institutions ont permis de cerner le sujet plus précisément, de définir des objectifs plus clairement, d'apprendre sur la construction de la liaison routière dorénavant quasiment achevée, ainsi que sur les modes de régulation du foncier en Guyane.

Les interlocuteurs rencontrés au cours de ce stage ont été rassemblés en annexes 9 et 10. Ils n'ont pas été rencontrés en même temps, vu l'emploi du temps chargé des interlocuteurs, et la présence des vacances scolaires au milieu du stage.

2.1.2.1. Le rôle de la Région

L'entretien avec le chef du département désenclavement du conseil régional de Guyane (Luciana Alier) a précisé le rôle de celui-ci dans le projet. Le conseil régional a un rôle d'impulsion et de dynamisme vis-à-vis du projet de route entre Saint-Laurent-du-Maroni et Apatou (qui, au départ, devait se prolonger jusqu'à Maripasoula).

Le conseil régional de Guyane, financeur de la route, doit aussi soulever les problèmes potentiels lors d'« ateliers », qui, aux mois de mai et juin 2007, ont réuni 80 personnes, représentant les différents acteurs : collectivités, chefs coutumiers d'Apatou, services de l'État, chambres consulaires, forces armées et forces de l'ordre, associations, services au public, organismes de formation et autres organisations..., ainsi que de prévoir des solutions. Les cinq problématiques suivantes (Guirado, 2007) y étaient développées :

- ✦ Les mutations sociales (évolution des modes de vie, nouvelles activités, tradition / modernité...)
- ✦ L'aménagement du territoire (urbanisation, foncier, équipements...)
- ✦ La formation, l'emploi, l'éducation
- ✦ Le développement économique (agriculture, forêt, tourisme, mines...)
- ✦ Les transports et déplacements (transports fluviaux, ports, sécurité routière, transport de marchandises...)

Ces discussions avaient pour but de préparer les populations à l'arrivée de la route, d'étudier les incidences socio-économiques de l'ouverture de celle-ci, et d'élaborer des pistes pour comprendre les besoins de chacun. Elles ont permis de faire ressortir les inquiétudes et attentes principales des habitants du fleuve :

- ✦ La répercussion du développement du trafic automobile sur le trafic fluvial et le transport par pirogue
- ✦ La peur de mutations trop rapides dues au désenclavement soudain des villages
- ✦ Un désir prononcé d'accompagnement, notamment concernant la problématique des équipements dans les villages

Un second entretien avec le chargé de mission au service aménagement du territoire (Laurent Labarthe) a permis de souligner le rôle de l'agence d'urbanisme (ARUAG) et de préciser l'existence de réunions consultatives avant et pendant les travaux.

Des inventaires ainsi qu'une étude sociologique ont été lancés, mais rapidement stoppés, à cause de l'absence de certains interlocuteurs (la chambre du commerce et de l'industrie, le département, les transporteurs fluviaux), ainsi que du changement de maire à Apatou, qui a remis en question la politique d'aménagement appliquée jusqu'alors... L'étude socio-économique évoquée par L. Labarthe consistait à réaliser un diagnostic sur zone et à considérer les mutations et les modes d'occupation futurs. Cette étude n'a pas encore été publiée puisqu'elle avait été retardée. Avant les élections, les gens n'osent pas parler et s'exprimer, donc il était difficile de prévoir leurs attentes.

Malgré tout, il a été possible d'avoir accès à la note de réflexion introductive de cette étude. Après une rapide description du rôle de coordination de l'ARUAG et un rappel du programme prévu de mise en service, de fin des travaux, et de petites modifications de tracé, le document est présenté sous forme de problèmes soulevés. Il aborde les cinq thématiques exposées précédemment, prépare aux discussions des ateliers ayant eu lieu en mai et juin 2007 et envisage des collaborations pour analyser et suivre les mutations liées à l'ouverture de la

route (Guirado, 2007). Le conseil régional a été également d'une grande aide en ce qui concerne la consultation des dossiers d'APS et d'étude d'impact.

D'après la responsable à l'ARUAG du plan local d'urbanisme (PLU) de Saint-Laurent (Claire van den Abeele), le secteur étudié est peu connu et il n'existe que peu de données relatives à cette localité. Le zonage autour des villages du fleuve (Apatou, Sparwine, Pimpin) devrait envisager la mise en réserve de lieux pour le développement d'un éventuel écotourisme. Les projets qui seront encouragés et aidés par le conseil régional autour des villages devraient rester liés à l'agriculture (ex : projet de culture de vanille) afin d'assurer un garde-fou si le tourisme ne se développe que pauvrement.

Le PLU de la commune de Saint-Laurent a été révisé en mars 2002 (Scetauroute, 2003), tandis que la commune d'Apatou a lancé le sien seulement en 2007, et celui-ci risque d'être remis en question avec l'élection du nouveau maire. La commune d'Apatou ne possède qu'une carte communale datant de 1998 pour appuyer les discussions et planifier son développement (Scetauroute, 2004).

L'élection du nouveau maire d'Apatou, dont la politique est visiblement distincte de la politique de l'ancien maire, a entraîné un ralentissement de cette même étude. L'ancien maire (M. Gérard Amayota) voulait développer seulement les gros villages vers Mayman (ou Maïman), y apporter l'électricité, le téléphone, et y rassembler la population, afin de se débarrasser de tous les petits bourgs, mais la position du nouveau maire (M. Paul Dolianky) est autre.

2.1.2.2. La DAF de Saint- Laurent-du-Maroni

La DAF pilote les attributions de terrains et les subventions aux agriculteurs, grâce à sa collaboration avec les services de la Chambre d'agriculture (qui aide les agriculteurs à s'installer) et du CNASEA (qui a repris le rôle anciennement tenu par l'EPAG de guichet foncier dans l'Ouest guyanais, concernant les attributions collectives de parcelles autour de pistes existantes selon des périmètres d'attribution simplifiée : PAS).

La DAF de Guyane compte attribuer les terrains sur le bord nord de la route à des agriculteurs ayant réclamé des terres pour l'agriculture (demande de dossiers à la DAF de Saint-Laurent). **Le titre foncier serait constitué de concessions pour cultures itinérantes attribuées dans un périmètre défini en accord avec la Mairie.**

En théorie, la DAF n'a pas le droit de demander à des personnes de s'installer, mais il s'agit d'éviter les installations illégales. Quant aux terrains du côté sud de la route, ils sont gérés par l'ONF et seront mis en exploitation par la création de pistes forestières.

2.1.2.3. La Chambre d'agriculture et le PEAFOG

Le Plan d'encadrement de l'agriculture familiale de l'Ouest guyanais (PEAFOG) dépend de la Chambre d'agriculture. Il s'agit d'un partenaire privilégié de la DAF. Grâce au PEAFOG, les associations d'agriculteurs et les personnes désirant monter leur exploitation sont subventionnées ou peuvent profiter de formations ou de matériel agricole à moindre frais.

Lors d'une permanence à Apatou avec Samuel Assemat, j'ai pu profiter d'un rappel sur les démarches nécessaires pour parvenir au statut d'agriculteur, et constater les actions et la coopération du PEAFOG et des associations d'agriculteurs.



**Figure 6 : Salle de la mairie
d'Apatou lors de la permanence du
PEAFOG le 25 juillet 2008.**

Le PEAFOG accompagne les projets de développement agricole. Une personne qui désire vendre les produits de son terrain sur les marchés a tout intérêt à devenir exploitant agricole. Dans un premier temps, la personne doit être régularisée sur son terrain. Elle fait donc une demande de terrain et fournit un plan de la zone mise en valeur ou désirée (voir l'annexe 11).

Les demandes de foncier sont classées en différentes catégories par la mairie et le PEAFOG. Le devenir d'une demande dépendra du nombre de terrains à distribuer, du nombre de demandes, et du statut du demandeur. Si le demandeur est un agriculteur déclaré à l'AMEXA, s'il s'agit d'un habitant français qui veut régulariser les abattis qu'il a mis en valeur, s'il s'agit d'une personne exploitant une parcelle mais qui désire changer de place et se rapprocher de la route...

Le profil du demandeur déterminera en partie l'issue de sa demande. Puis, elle remplit un dossier d'affiliation à l'AMEXA³, demande un numéro de SIRET à la Chambre de commerce.

Chaque année, l'exploitant devra préciser sa situation et pourra faire des demandes de subvention. Au-delà de 2 hectares de surface, un abattis n'est plus considéré comme abattis de subsistance, mais comme un abattis agricole, dont l'une des fonctions est la vente de produits. Pour obtenir une surface supérieure à 10 hectares (attribution de départ), une personne devra se déclarer exploitant agricole et renouveler sa demande pour augmenter sa surface selon les disponibilités des alentours.

2.1.2.4. L'ONF

Les points de vue de l'ONF (à Cayenne et Saint-Laurent), de la mairie de Saint-Laurent (dont dépend la zone d'étude) ont aussi été d'une grande aide pour saisir les volontés et les actions de chacun.

De telles rencontres ont permis de comprendre le régime forestier appliqué aux forêts de Guyane. Le domaine forestier permanent (DFP), qui sera mis en place dès le vote d'une série de décrets et dont la limite est située sur la route Saint-Jean / Apatou, a pour but de protéger la forêt guyanaise, de définir le domaine forestier de l'État qui sera aménagé par l'ONF, et de limiter son morcellement par les populations.

Le rôle de l'ONF est la gestion des surfaces boisées et plus spécifiquement du DFP lorsqu'il sera créé. L'ONF a donc un rôle de police à l'encontre des gens qui déboisent sans

- 30 -- 30 -----

³ **AMEXA** : Assurance maladie des exploitants agricoles qui, pour 44€ par mois, permet aux agriculteurs d'être couverts contre les accidents du travail, d'être assurés, de cotiser pour leur retraite (Caisse générale de sécurité sociale, 2004)

autorisation. Sur la route Saint-Jean / Apatou, l'Office confisque les tronçonneuses et joue son rôle de police pour limiter les installations sur le bord sud de la route. Cette route est « *un nouveau front* ». Mais le rôle de l'ONF n'est pas non plus d'empêcher les gens de se nourrir et de pratiquer leurs cultures sur abattis. Le DFP peut être ajusté sur un secteur, peut être reculé pour des raisons de développement urbain, pour le développement de l'agriculture, ou peut-être pour des projets d'écotourisme solides : des projets réalistes et organisés. Toutefois, ces évolutions ne pourront se faire que rarement, et qu'à condition que les surfaces libérées soient aménagées au mieux pour limiter les gâchis de surface.

L'ONF prévoit aussi de créer des sentiers de randonnées dans un triangle entre Saint-Laurent, les Chutes Voltaire et Apatou. Une partie du tracé du sentier passerait alors à proximité de Sparwine et de l'île Bastien.

2.1.2.5. La mairie de Saint-Laurent

La rencontre avec Mme Hainaut des services urbanisme et foncier de la mairie de Saint-Laurent a contribué à déchiffrer la position de la mairie, aménageur de la commune, face à de telles occupations, et d'envisager les projets de l'État sur la zone. La mairie souhaiterait, comme toutes les institutions, que le foncier de Saint-Laurent soit régularisé dans son ensemble et qu'il n'y ait pas de spéculation foncière.

La Mairie a d'ores et déjà donné son accord pour que le CNASEA réalise un zonage entre Saint-Laurent et la crique Serpent. Au-delà de la crique Serpent, un repérage a été lancé et apparaît sur la carte suivante. L'étude du territoire au-delà de cette zone (zone d'étude) n'est pas encore réalisée.

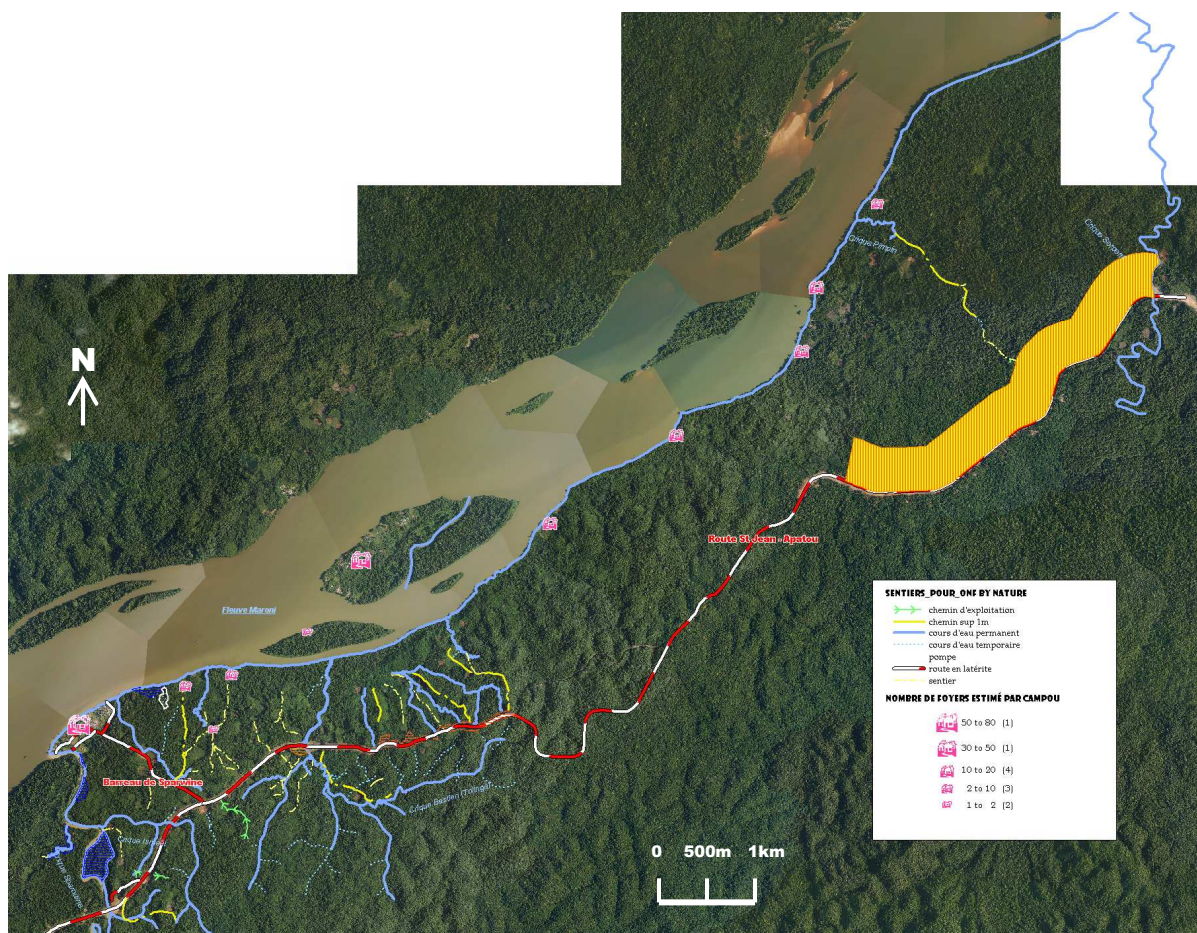


Figure 7 : Carte de la zone attributions foncières prévues par le CNASEA (en jaune)

Les terrains définis le long de la route seront attribués à des agriculteurs ou placés en réserves agricoles. Entre les criques Sparwine et Serpent, le CNASEA sera mandaté pour servir de géomètre et cartographier la zone.

Les personnes possédant un titre de séjour de 10 ans ou une carte d'identité française sont les seuls à pouvoir prétendre à l'attribution de foncier. Elles doivent faire une demande de foncier agricole pour le terrain qu'elle désire. Mais comme il n'y a aucun historique des occupations, le premier à demander un terrain sera le seul à l'obtenir. La gestion du foncier doit passer par une responsabilisation des villageois, qui pourrait consister en la nomination d'un chef coutumier et la cotisation des villageois.

Malgré tout, une autorité institutionnelle n'a pu être rencontrée. Sur les *campous* de Sparwine et des environs, il semble qu'une crise frappe les autorités traditionnelles. Après avoir rencontré un prétendu capitaine, je suis parvenue à la conclusion qu'il n'y a aucune autorité traditionnelle reconnue par la totalité du village. Cette absence est déplorable et est source de conflits et de tensions au sein de la communauté.

2.1.3. Observation des modes de vie au village

C'est l'observation du village, des relations entre les gens (spatiales et familiales), la discussion hors entretiens qui m'ont permis de mieux comprendre cette société sparwinienne et ses attentes en matière de développement, d'obtention de papiers et de titres de propriété ou de foncier.

2.2. Les relevés GPS et les observations sur le terrain

Le choix d'aller relever directement les coordonnées GPS des abattis plutôt que de se contenter de l'analyse de photos aériennes (de campagnes de 1987, 2001 et 2006), a permis de souligner l'existence d'une différence entre les notions « d'abattis » et de « terrain » (cf. annexe 15). Si certains n'ont pas d'abattis à me présenter (par exemple les femmes célibataires enceintes ou les hommes travaillant pour les chantiers Ribal), ils ont parfois tout de même un terrain.

La surface d'abattis est la surface mise en valeur à l'heure actuelle (juillet 2008). Pour la majorité des chefs de foyer interrogés, cette surface correspond aux abattis coupés il y a trois ans au plus, et toujours utilisés. Le terrain, en contrepartie, est la surface qu'une personne considère comme étant la sienne. Un villageois n'est pas censé couper d'abattis en dehors de son terrain (même si quelques exceptions existent, telles que l'utilisation du terrain de la sœur ou de la mère, l'utilisation du terrain d'une tante qui vit plus souvent à Saint-Laurent qu'à Sparwine...). Traditionnellement à Sparwine, si une personne veut plus de terrain que ce qu'elle possède déjà, il lui faut trouver une place non occupée, un terrain qui n'a jamais été coupé, ou bien il lui faut demander du terrain à un plus grand propriétaire. Or, sur la zone d'étude, le manque d'espace est flagrant. Beaucoup de villageois recherchent du terrain aux abords de la route et n'en trouvent pas. Certains vont jusqu'à 5 km sur la route alors qu'ils n'ont pas de voiture pour couper un abattis.

Je demandais aux chefs de foyer de m'emmener voir leurs abattis. Généralement, leur choix était de me montrer des sites coupés en 2007 ou début 2008, en 2006, voire en 2005, et toujours mis en valeur. J'en faisais le tour et la mesure. Parfois, ils m'indiquaient le terrain qu'ils allaient couper cet été. Enfin, je leur demandais s'il était possible de faire le tour de leur

terrain. Ces mesures ont été réalisées pour connaître les besoins de terrain d'une famille moyenne, de connaître l'évolution des abattis et des terrains au cours du temps, et préparer le travail de régularisation foncière des services de l'État.



Figure 8 : Vue panoramique d'un abattis du village de Sparwine (juin 2008)

Aller sur les abattis et les terrains a permis d'établir précisément les limites entre voisins (souvent des criques ou de très gros arbres conservés comme marqueurs fonciers). Ce travail sera utilisé par la DAF pour l'attribution des terrains, et a été accueilli positivement par les villageois au vu des problèmes de foncier survenant sur la zone au cours des dernières années. Les populations ont accueilli ces délimitations comme la prise en compte de leurs existences, comme un intérêt qu'on leur porte, ce qui les a ravis. Et puis, en allant visiter les abattis, j'ai pu constater les zones de conflits, comme des abattis annoncés par deux familles différentes. En discutant avec les intéressés, il était facile de mettre à jour des rancœurs entre les familles, qui aboutissent malheureusement de plus en plus à des règlements de compte violents.

2.3. Restitutions aux différents acteurs

Une restitution était prévue dans les villages, afin de préciser aux habitants de la zone d'étude les problèmes auxquels ils risquent de devoir faire face dans les prochaines années. Mais le manque de temps, les restitutions aux institutions de Cayenne et de Saint-Laurent, la récolte de nouvelles données lors du module FTH, l'impossibilité de rassembler tous les villageois vu les tensions entre certaines familles, ainsi que les problèmes qui auraient pu être soulevés entre les familles concernant les relevés de terrain (relativement aux zones de conflit ou à l'hétérogénéité des dimensions des terrains) n'ont pas permis d'effectuer une restitution générale. Par contre, les villageois ont été prévenus lors des entretiens qu'il leur faudrait faire les démarches pour acquérir le foncier qu'ils occupent actuellement, qu'ils serait bon pour eux d'être régularisés avant l'ouverture de la route, et que les mesures prises seraient confiées à la DAF et au PEAFOG.

Concernant les acteurs institutionnels, une première restitution a eu lieu le mercredi 24 septembre à l'UMR Ecofog, et une seconde le 25 septembre à la mairie de Saint-Laurent. Étaient invités à la première restitution les représentants du Conseil Régional, de l'ONF (institutionnels de Cayenne) ainsi que les chercheurs de l'UMR. Lors de la seconde restitution étaient présents l'ONF de Saint-Laurent, la DAF et la responsable des services urbanisme et foncier de la Mairie de Saint-Laurent.

Malgré la prise de rendez-vous de longue date par le responsable de la DAF dans l'Ouest lui-même, et une confirmation de la Mairie la veille de cette restitution, aucun élu de la Mairie n'était présent. Il est regrettable de n'avoir eu aucun retour de la part des élus de l'autorité

administrative responsable de l'aménagement de la zone d'étude sur ce travail et ses premières conclusions.

Si Mme Hainaut, responsable des services foncier et urbanisme de la Mairie, était la seule représentante présente lors de cette réunion, elle n'a que peu de liberté d'initiative dans l'exercice de ces prérogatives, puisque l'ensemble des décisions concernant l'aménagement en général et la route en particulier était décidé par les élus.

Les entretiens et les relevés GPS obtenus ont permis de rassembler des résultats sous Excel et sous SIG, présentés dans le chapitre suivant, et qui permettent de mieux comprendre les problèmes auxquels l'État et la Mairie devraient être confrontés dans les prochaines années sur ce territoire.

3. RÉSULTATS : L'ORGANISATION DES ABATTIS ENTRE LES CRIQUES SPARWINE ET SERPENT

Des cartes de la zone sont jointes en annexes 13 et 14, représentant respectivement les abattis mis en valeur et mesurés au cours de cette étude, et leur classement selon leur âge (si les abattis ont été coupés avant 2006 ou après par exemple). Ces cartes donnent une vision assez précise du morcellement actuel de la zone.

3.1. Qui sont les Sparwiniens ?

Les habitants de la zone d'étude (appelés « Sparwiniens »), sont des *bushinengues* dont les pratiques ont légèrement changé pour plusieurs raisons : l'apparition des aides sociales, la proximité aux bourgs (St Laurent et Apatou), l'absence d'une autorité traditionnelle, la multiplicité des ethnies dans les villages.

Les entretiens avec les différents chefs de foyer ont permis de mieux cerner les habitants des *campous* de Sparwine à Pimpin. Les habitants de Sparwine n'ont pas tous de papiers, mais souvent un membre du foyer (un des enfants) en a. C'est au nom de cette personne que sera faite la demande de foncier. Dans le cas où il n'y a pas d'enfant de nationalité française ou avec un titre de séjour, c'est le concubin, ou un membre de la fratrie qui fera une demande. En maximisant le nombre de personnes ayant des papiers dans les foyers, on parvient aux valeurs présentées en figure 9. Plus de 50% des foyers pourront ainsi être régularisés vis-à-vis de leur terrain s'ils en font la demande et que celle-ci n'est pas rejetée.

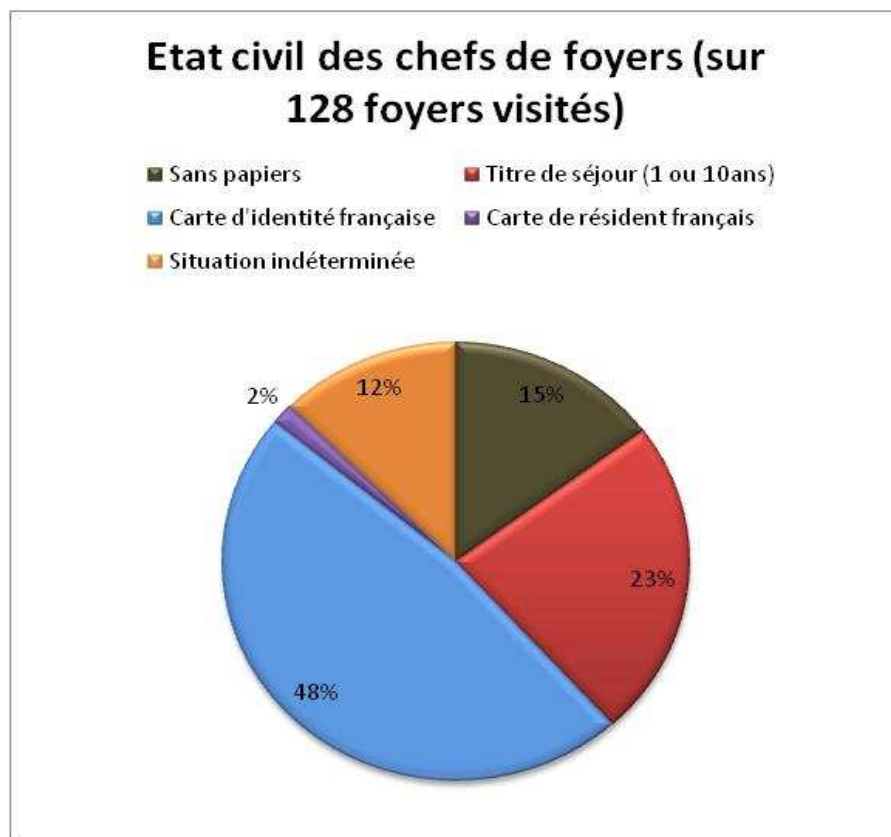


Figure 9 : État civil des chefs de foyer interrogés de la zone d'étude

Majoritairement d'origine Djuka, avec quelques familles Paramacca et Boni, les habitants de Sparwine et des *campous* voisins sont tous liés puisque descendants de trois familles : les Cantou, les Mantie, les Apolie. 90% des villageois sont liés par le sang. Les familles sont très grandes et les concubinages se font parfois entre cousins ou entre neveux et tantes. On ne peut pas parler de mariage, mais de concubinage car le mariage civil n'existe pas, et les mariages *bushinengues* ont été abandonnés depuis plusieurs années. De plus, la polygamie est monnaie courante chez les hommes assez âgés (mais pas la polyandrie, même si les jeunes femmes changent souvent de concubin : un cas recensé de 21 ans ayant 6 enfants de 6 pères différents). L'apparition des aides sociales profite aux concubins qui préfèrent déclarer deux parts pleines de RMI. Le statut marital des villageois est donc le suivant.

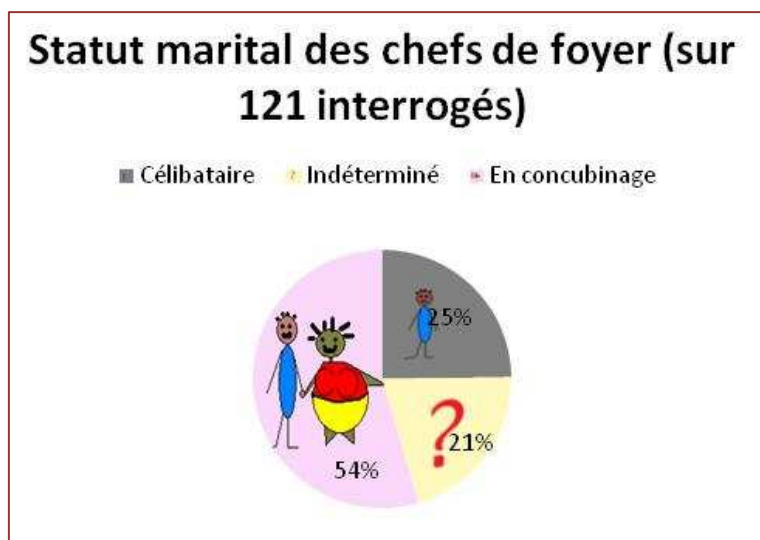


Figure 10 : Situation maritale des chefs de foyer de la zone d'étude

Dans de nombreux foyers les revenus sont issus des prestations sociales : les parents touchent le RMI ou les ASSEDIC (s'ils ont travaillé pour l'entreprise RIBAL T.P. lors de la construction de la route par exemple), et chaque enfant est source de revenus grâce aux allocations familiales.

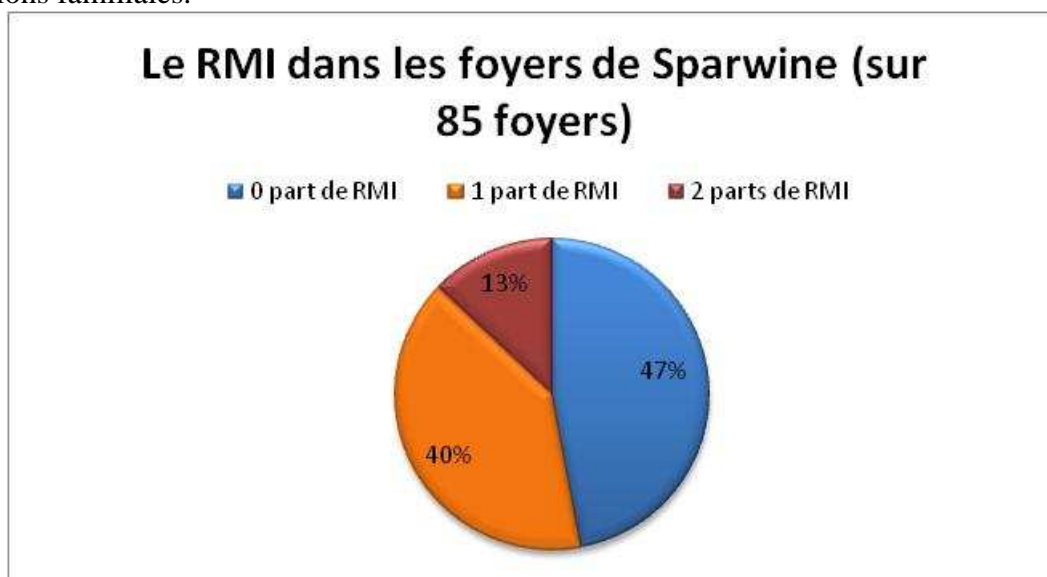


Figure 11 : Parts de RMI dans les foyers recensés. Il faut compter dans les 47 % de personnes n'ayant pas le RMI tous ceux qui n'ont pas de papiers ou des titres de séjour d'un an, ainsi que tous les chefs de foyer de moins de 25 ans. Ceux-ci touchent généralement les allocations familiales.

Les prestations sociales rendent les villageois dépendants et peu entreprenants. Rares sont ceux qui ont des projets de travail, et beaucoup se contentent du RMI et des allocations. Vu le nombre d'enfants moyen par foyer, il est évident que faire des enfants est devenu « un business » pour certaines (qui l'admettent).

Calcul des revenus dans le cas de 2 foyers de Sparwine						
					Père	Mère
2 parents avec 2 maisons					1 RMI sans enfant	1 RMI avec 4 enfants
2 RMistes avec père piroguier pour l'école				RMI	450	1164
				Alloc		582
4 enfants à charge				piroguier	400	
					Revenus du foyer :	2596 €
					Père	Mère
mère célibataire					absent	1 RMI avec 7 enfants
RMiste				RMI		1701
7 enfants à charge				Alloc		890
					Revenus du foyer :	2591 €
					Père	Mère
2 parents					1 RMI sans enfant	allocations 3 enfants
père constructeur de pirogues non déclaré et RMiste				RMI	450	0
mère sans papiers				Alloc		428
3 enfants français				construction de pirogues	666 *	
					Revenus du foyer :	1544 €
					* les piroguiers non déclarés vendent en moyenne 2 à 3 pirogues par an, de 1500 à 6000 euros pièce, selon la taille (~150 euros/m)	
					À 4000euros la pirogue moyenne, si le père en fait 2 dans l'année, il touche en moyenne : 666euros/mois	

Tableau 3 : Exemples de revenus de foyers à Sparwine

Il faut ajouter aux revenus sociaux les revenus issus de la pêche, du transport en pirogue pour l'école, de la vente du surplus de production issu de l'abattis.

En ce qui concerne les classes d'âge au village, bien que 62% de la population recensée ait moins de 20 ans, l'âge des chefs de foyer est très variable : toutes les classes d'âge sont représentées, et de façon relativement linéaire.

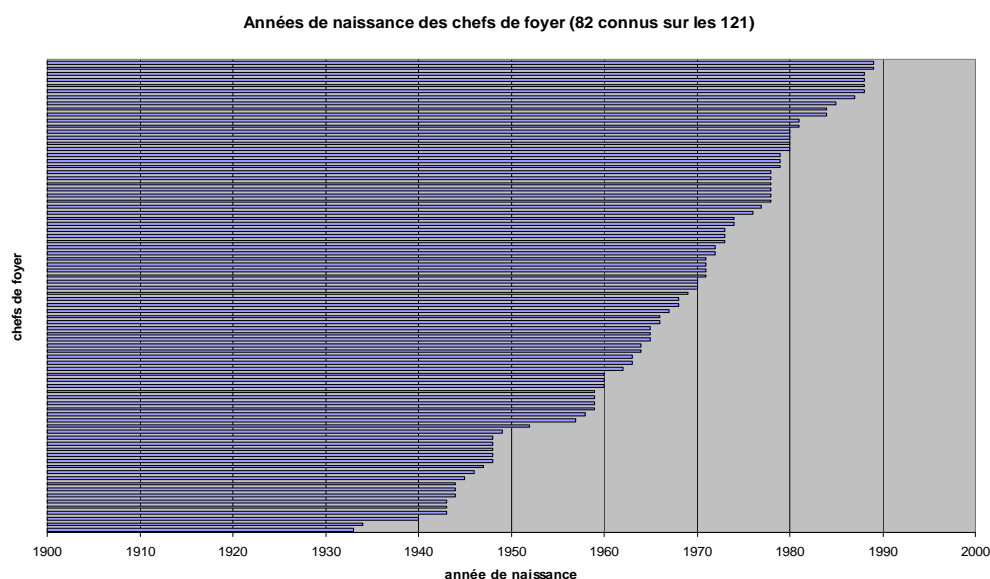


Figure 12 : Répartition des chefs de foyer selon leur année de naissance.

Pourtant, si tous les jeunes restaient à Sparwine, il devrait y avoir plus de chefs de foyer de 30 ans et moins (puisque le nombre d'enfant par femme est supérieur à 4). La plupart des jeunes quitte le village pour s'installer à Saint-Laurent (proximité des infrastructures), faire des études ou trouver un travail.

3.2. Le territoire est morcelé entre les *campous*

Les abattis sont utilisés par les populations de Sparwine, mais depuis l'apparition des aides sociales, la place de l'abattis pour les familles a été modifiée. Aujourd'hui, les populations ne sont plus dépendantes des récoltes. Elles apprécient d'avoir un abattis, mais peuvent s'en passer. Dans le village, les femmes célibataires ayant la nationalité française avec plus de 5 enfants se contentent des aides (RMI), des allocations, et ne recherchent même pas de terrain. Faire des enfants devient un avantage économique non négligeable, car ceux-ci rapportent les allocations, et constituent la main d'œuvre principale sur les abattis dès 10-12 ans.

Les *campous* ont une sphère d'influence le long du fleuve qui varie en fonction de la proximité des autres *campous*, du fleuve, des criques et de la nouvelle route.

En interrogeant les chefs de foyer, il était possible de déterminer leur *campou* de vie. On pouvait ainsi dégager de grandes zones et les domaines de chaque *campou*, tels qu'ils sont présentés sur la carte suivante :

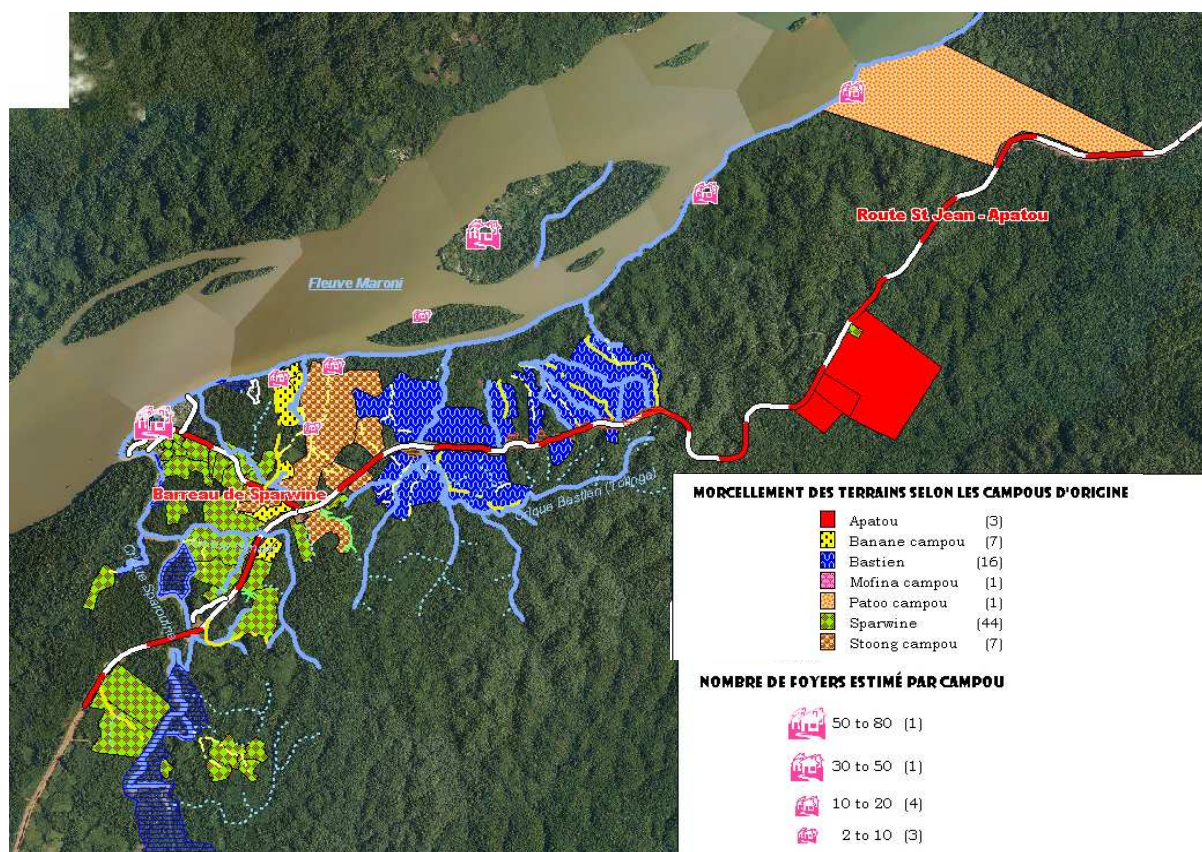


Figure 13 : Carte des terrains en fonction du campou d'origine des chefs de foyer (carte partielle de la zone d'étude)

Vue la démographie actuelle dans les villages entre Sparwine et Pimpin, il n'est pas étonnant de supposer que les terrains manquent en certains endroits. La surface moyenne des terrains est très différente selon le *campou* d'où vient le chef de foyer. En effet, on constate

que la surface de terrain par habitant de Sparwine est de 1,49ha, alors que les habitants de Bastien ont en moyenne 3,44ha. Une surface plus faible par habitant, corrélée à une demande de terrains de la part de nombreux habitants (une quinzaine à Sparwine) confirment qu'il y a un manque de terrain sur les *campous* de Sparwine et Banane.

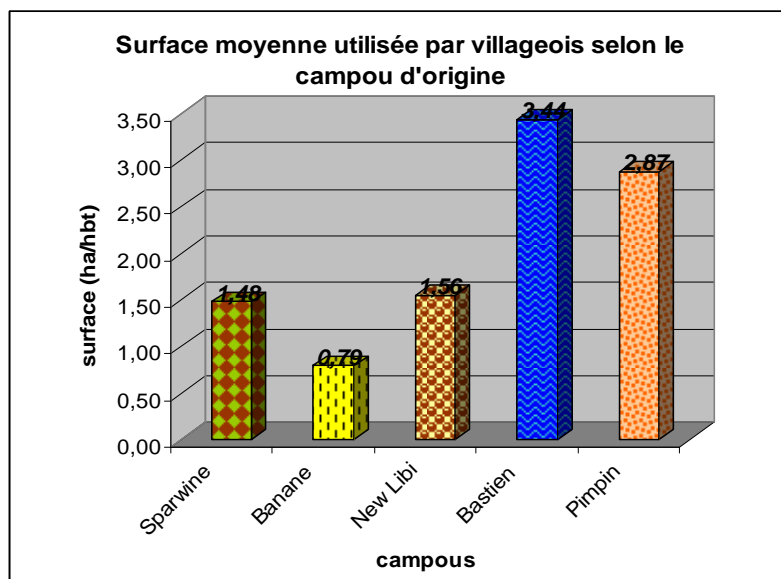


Figure 14 : Graphique des surfaces moyennes par villageois selon le campou d'origine du chef de famille

Par contre, la surface d'un abattis varie peu entre *campous*. Les abattis mis en valeur ont une taille moyenne de 2,0019 ha (avec 0,6569 ha consacrés aux cultures multiples : légumes, maïs, riz, dachine, ananas, bananes... et 1,3450 ha au manioc).

3.3. La transmission des terrains et l'organisation des personnes sur les terrains.

Traditionnellement, un terrain a un seul « propriétaire ». Un « propriétaire » au sens où l'entendent les *bushinengues*, est la personne (ou le descendant de la personne) qui a coupé la forêt la première fois. Le premier coupeur d'un abattis a tous les droits dessus. Bien entendu, cette forme de « propriété » n'est pas reconnue par la législation française.

Il existe de nombreuses variabilités en ce qui concerne la transmission du foncier sur les *campous* étudiés. Ces variabilités ne dépendent pas des ethnies d'origine des chefs de foyer, mais dépendent des familles et de leur taille. Couramment, il a été observé au cours de cette étude qu'un terrain « appartient » à un chef de famille (homme ou femme), qui utilise ce terrain pour nourrir ses enfants (qui font partie de son foyer ou d'un foyer voisin si ce sont ses aînés).



Lorsque les enfants sont assez âgés (en général, lorsqu'ils ont au moins deux enfants et un concubin fixe), le chef de famille prête une partie de son terrain. On a alors 2 foyers qui font des abattis distincts sur un même terrain.

Figure 15 : Photographie des cinq huitièmes d'une fratrie dans le village de Sparwine (2 juin 2008)

Hélène FEUILLY

Mémoire de stage GEEFT 2007-2008

Désenclavement de villages du Maroni : impacts sur le foncier agricole et forestier

Cette rétrocession (sous forme de prêt) est effectuée pour chacun des enfants. Mais lorsque le chef de famille devient trop âgé (ou lorsque tous ses enfants sont adultes et qu'il n'y a plus de main d'œuvre), celui-ci transmet son terrain à ses descendants.

Soit un descendant reçoit tout le terrain (il peut décider d'en donner à ses frères et sœurs ou leur demander de trouver un autre terrain), soit le chef de famille morcelle lui-même son terrain entre ses enfants et en garde une petite partie. Le chef de famille se repose alors sur ses descendants et leurs familles pour manger s'il reste au village, ou bien il déménage vers Saint-Laurent, plus confortable pour les personnes âgées.

Si un chef de foyer possède un grand terrain, celui-ci peut être en partie prêté à un membre de la famille. Des cas de prêts de terrain (d'une année ou plus) ont été observés dans les cas où le chef de foyer partait pour une durée plus ou moins longue sur Saint-Laurent (par exemple pour la scolarisation de ses enfants au lycée). Il confiait son terrain à un membre de sa famille : frère, sœur, nièce... jusqu'à son retour. Si la route apporte potentiellement de nouveaux terrains à couper, cette offre des terrains de l'État est limitée par le fait que la plupart des abattis autour de Sparwine atteignaient voire dépassaient préalablement la route, et par le fait que l'ONF chasse les nouvelles occupations sur le bord sud de la route.

3.4. Organisation des cultures sur les abattis

Chaque famille a pour ainsi dire une technique qui lui est propre, héritée des ancêtres, et adaptée à la vie du foyer (une coupe sera décalée en fonction des vacances scolaires par exemple ou une récolte attendra après la naissance du petit dernier...). Habituellement, on coupe un nouvel abattis par an, mais certains ne coupent pas en cas de maternité, de problèmes de santé (généralement de dos). D'autres en coupent deux dans la même année (puisque'il y a deux saisons sèches), lorsque la récolte principale n'est pas suffisante. La taille moyenne d'un abattis est de 2,0019 hectares. Pour les abattis de manioc, la variance est de 0,2764 ha, et pour les abattis de cultures variées, elle est de 0,0699 ha.



Figure 16 : Le travail des femmes et des adolescentes sur l'abattis familial (19 mai 2008)

Les villageois choisissent l'emplacement de leur abattis sur un terrain en fonction de la taille des arbres qu'il y a sur le site (temps écoulé depuis le dernier cycle), en fonction de sa proximité au village, et de la nature du sol.

Les habitants de Sparwine n'aiment pas cultiver sur les sols humides, peu propices à la culture de manioc. Ils préfèrent les terrains surélevés. Beaucoup ne trouvent aucun intérêt aux sols plus marécageux, et rares sont ceux qui savent qu'ils peuvent les utiliser pour le riz, la récolte de palmiers wasaï (palmier pinot) ou pour l'élevage par exemple. Les connaissances en agronomie ne sont pas réellement poussées. Le mode opératoire pour trouver un bon

terrain est souvent de « *tester un an, et si ça pousse bien on recommence, sinon, on change d'endroit* ». Les conditions climatiques ne sont jamais prises en compte : seul le sol est tenu pour responsable de la qualité d'une récolte à Sparwine. Un autre motif de non-réutilisation d'abattis peut être l'invasion de ravageurs, en l'occurrence les pakiras (cochons sauvages), qui se nourrissent des tubercules de manioc, et qui peuvent entamer sérieusement une récolte. Les villageois chassent pour plus de la moitié, mais n'ont pas souvent les résultats escomptés : la population de pakiras n'est pas régulée, et certains prennent des méthodes plus radicales et plus dangereuses pour protéger leurs récoltes (un habitant de Stoong *campou* pose des fusils chargés dans la forêt).

Les *Bushinengues* utilisent peu d'intrants. L'élevage est rare donc les lisiers et fumiers ne sont jamais employés. Ceux qui ont les moyens d'acheter des engrais sont rares, et on privilégie les herbicides (figure 17) pour venir à bout des lianes rasoires qui poussent sur les abattis de 2 ans.

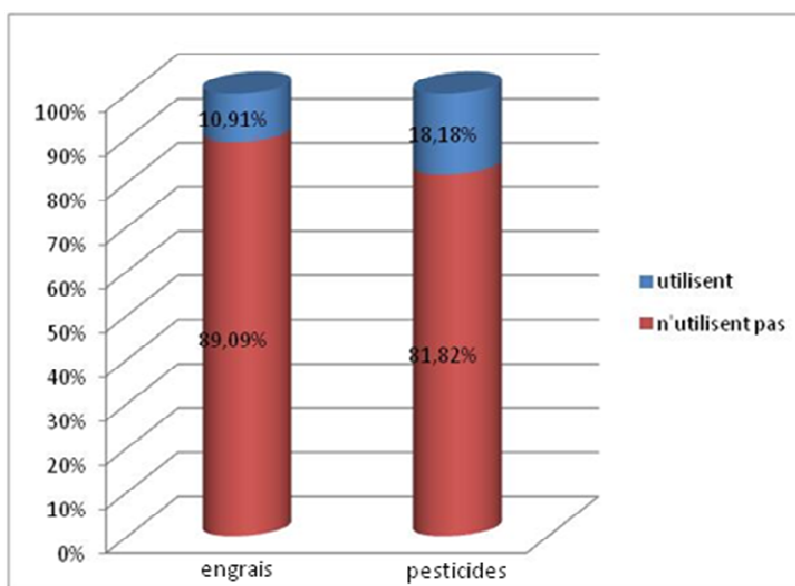
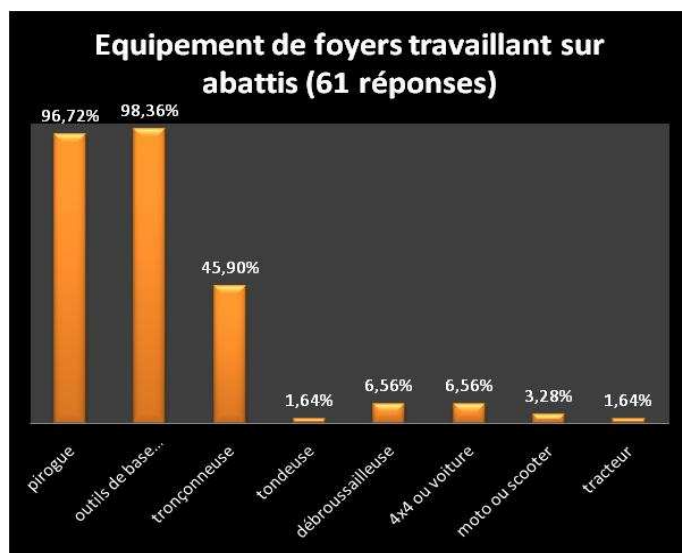


Figure 17 : Graphique représentant le pourcentage de personnes utilisant des engrais et des herbicides (sur 61 personnes interrogées)



Le matériel utilisé par les foyers sur les abattis varie en fonction de la richesse de la famille. Si tous (ou presque) possèdent une pirogue et des outils de base (houe, râtelier, coupe-coupe...), seulement la moitié a une tronçonneuse (généralement prêtée aux autres familles). Les autres outils (débroussailluse, tondeuse, 4x4) sont plus des indicateurs de richesse, à la portée de quelques habitants seulement (figure 18).

Figure 18 : graphique de l'équipement matériel des foyers

Concernant les cycles culturels, j'ai pu distinguer sur la zone d'étude cinq ensembles de techniques différentes. Ces techniques diffèrent selon le nombre de cycles réalisés (cycle x), la présence de jachère courte (J), de jachère longue (R+x). Elles sont présentées en annexe 12.

La première technique est la plus souvent utilisée (cf. graphique de la figure 19). Mais elle a des variantes notamment du point de vue de la répétition des cycles, ou de durée des jachères. Cette technique est partagée par de nombreuses familles, tandis que les autres techniques correspondent souvent à des foyers liés par les liens du sang (fratries, parents...).

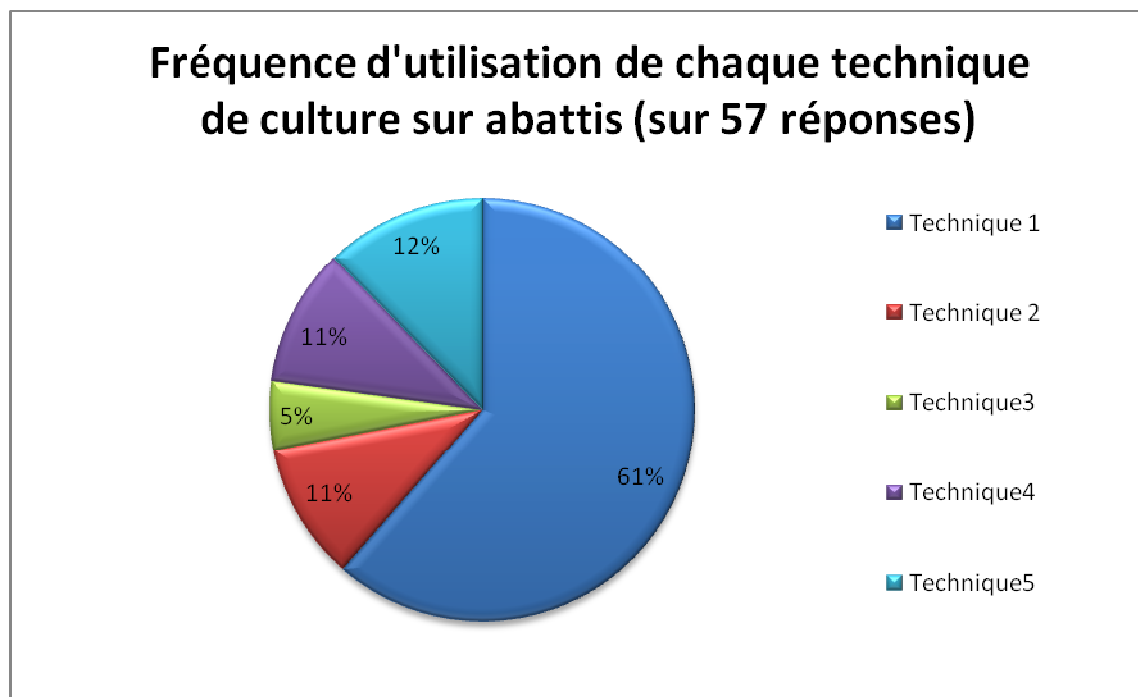


Figure 19 : Graphique représentant le pourcentage d'abattis par technique de culture utilisée.

Technique 1 : succession sur 6 parcelles de cycles de culture de 3 ans (1 an de cultures maraîchères, 2 ans de manioc) pendant 15 à 20 ans ; Technique 2 : succession de cycles de 3 ans (1 an de cultures maraîchères, 1 an de manioc, 1 an de jachère) sur 3 parcelles ; Technique 3 : Rotation sur une parcelle retournée chaque année ; Technique 4 : Réutilisation d'une parcelle unique sans jachère ni intrants ; Technique 5 : Changement de parcelle chaque année, avec division de l'abattis en 2 parties, l'une pour le manioc, l'autre pour les cultures maraîchères.

Les jeunes générations n'innovent pas et suivent les modes cultureux de leurs parents. Il existe tout de même des personnes aux idées novatrices, des porteurs de projets, décrites dans le chapitre suivant (3.5.4.). Il est aussi à noter que les *bushinengues* ne travaillent pas dans la forêt le vendredi : il est interdit par tradition (dont l'origine reste floue) de cueillir quoi que ce soit sur l'abattis, de couper un arbre ou de chasser ce jour-là.

3.5. Typologie foncière des habitants de Sparwine

Les villageois des *campous* entre les criques Sparwine et Serpent peuvent être répartis entre divers groupes, au sein de la typologie suivante :

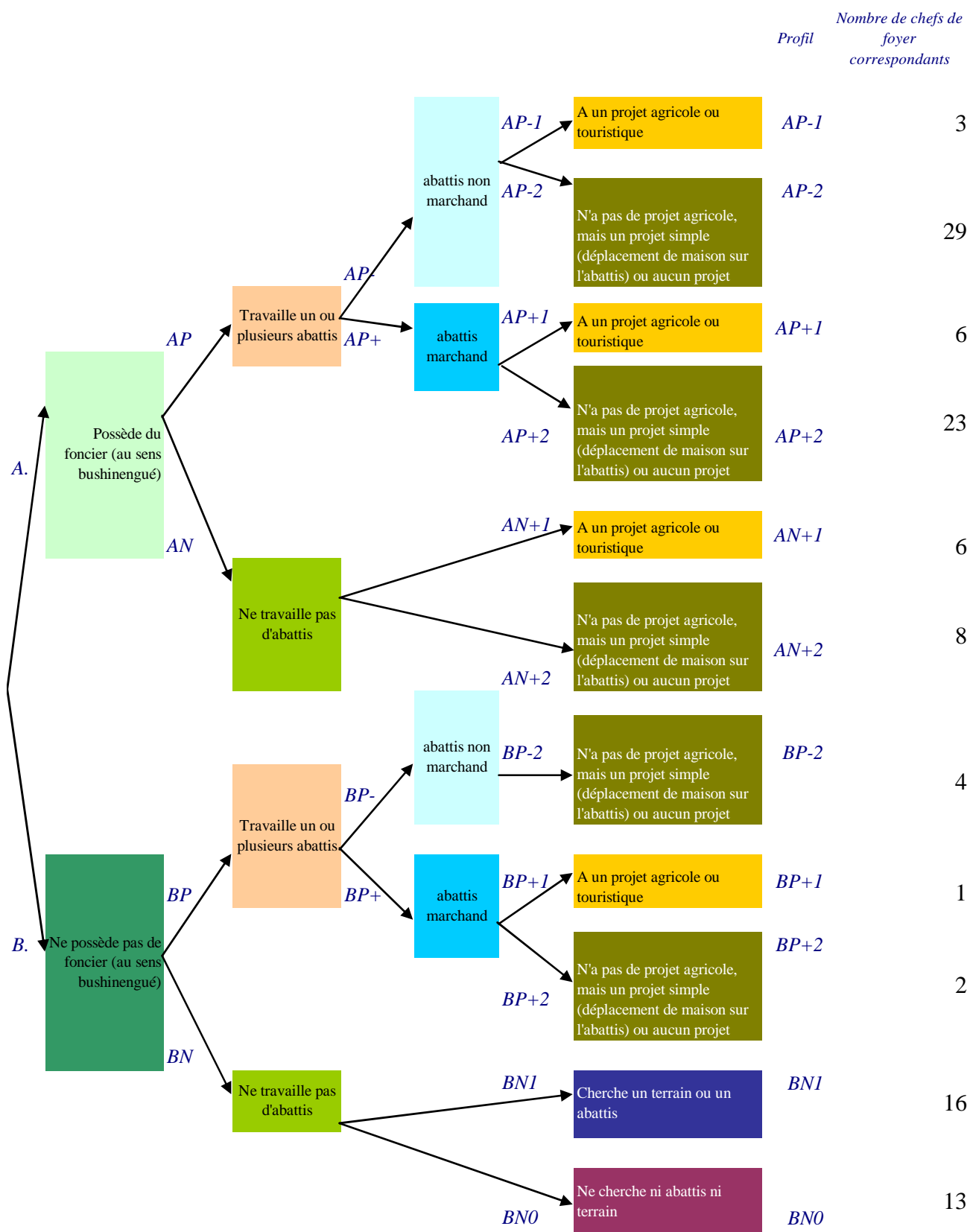


Figure 20 : Typologie des villageois des campous entre les criques Serpent et Sparwine

Cette typologie est simple puisqu'il s'agit de répartir les villageois selon leur rapport à la terre. La première entrée de cette typologie (A. B.) distingue les villageois ayant du foncier « au sens *bushinengue* » de ceux qui n'en possèdent pas. « Posséder du foncier au sens *bushinengue* » est un terme que j'emploie pour qualifier les habitants qui considèrent avoir un terrain, mais cette propriété n'est pas reconnue par l'État : il ne s'agit pas d'une réelle possession de foncier.

3.5.1. Les profils BNO et BN1 : les villageois qui n'ont ni foncier (au sens *bushinengue*), ni abattis

Les villageois ne possédant pas d'abattis appartiennent à plusieurs catégories, qui dépendent des critères suivants :

- ◆ le sexe et la situation familiale : les femmes célibataires ont rarement un abattis car elles n'ont pas de concubin (« *mari* ») pour couper l'abattis à la saison sèche ; si elles touchent le RMI et les allocations, elles ne ressentent pas le besoin de travailler la terre ;
- ◆ l'âge : les jeunes trouvent difficilement de nouveaux terrains si leurs parents ne leur en cèdent pas ; les personnes âgées ont des problèmes de santé et ne peuvent assurer le travail que nécessite un abattis ; par conséquent, ces personnes travaillent souvent sur le terrain d'un proche (ou gardent ses enfants) et reçoivent une partie de la récolte en contrepartie
- ◆ le passé : si un villageois s'est absenté quelques temps de son *campou*, il peut se faire « voler » son terrain lors de son absence : si un terrain a été coupé il y a 15 ans, tous ne s'en souviennent pas et coupent chez un voisin ; s'il revient au village, il ne retrouve pas toujours de terrain

Ces personnes n'ont ni foncier ni abattis et en recherchent (BN1) ou non (BNO).

	personne âgée	jeune qui ne trouve pas de terrain	femme enceinte	a une autre occupation (travail)	arrivant récent	autres raisons indéterminées
effectif	3	5	4	3	4	4
					TOTAL:	23

Tableau 4 : Tableau regroupant les personnes des catégories BNO et BN1

3.5.2. Le profil BP : ceux qui n'ont pas de foncier (au sens *bushinengue*) mais qui cultivent un abattis

Les villageois dont les parents n'habitent pas Sparwine ou les environs ont rarement du terrain. Le village accueille de nouveaux habitants régulièrement (des Surinamais le plus souvent), venant pour travailler à la fabrique de briques (non déclarée), ou pour la construction d'une maison de jeunes (pour le Conseil général), ou bien des « maris » pour les demoiselles Sparwiniennes. Ces personnes n'ont pas d'abattis pour la simple et bonne raison qu'il manque du terrain autour du village. Le seul arrivant récent non « marié » à une fille de Sparwine qui possède un abattis se l'est vu offrir par un autre habitant (gros « propriétaire ») pour services rendus (il a construit l'hôtel du village). Les autres recherchent des terrains, et s'ils vivent avec un concubin de Sparwine, travaillent en attendant sur le terrain de leurs beaux-parents, ou proposent leurs services sur les abattis d'autres familles pour 25€/jour.

Ceux-ci ont donc un abattis dans lequel travailler, mais pas de foncier (au sens *bushinengue*).

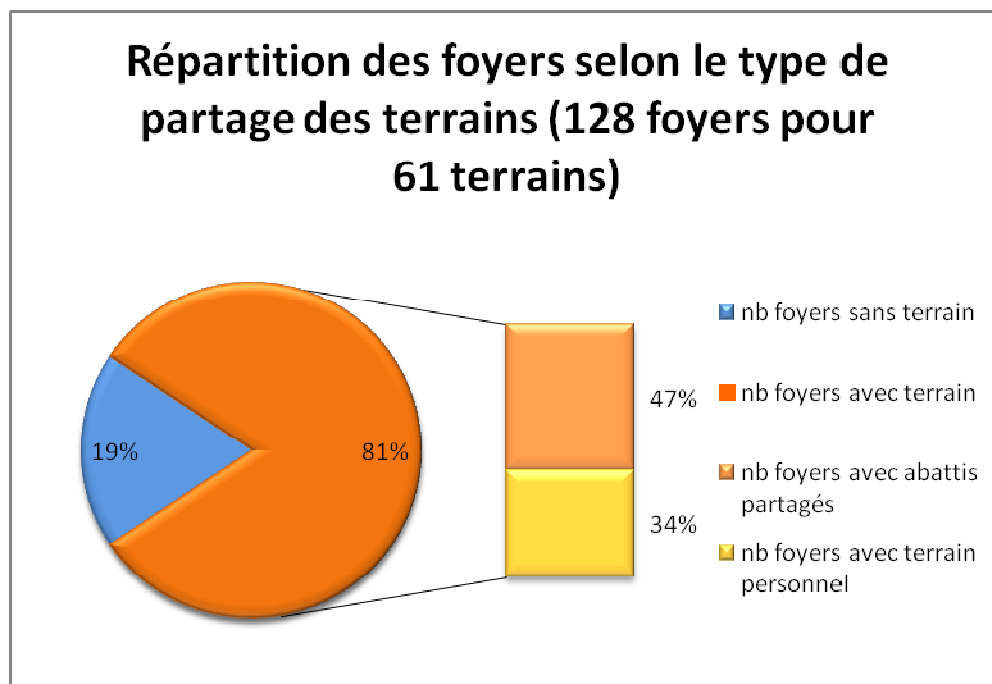


Figure 21 : Répartition des foyers selon le type de partage des terrains

3.5.3. Les profils AN : ceux qui ont du foncier (au sens bushinengue), mais ne travaillent pas d'abattis

Les villageois qui correspondent aux profils AN1 et AN2 possèdent du foncier (au sens *bushinengue*), mais ne cultivent pas d'abattis. Ces personnes sont souvent les enfants de gros propriétaires (ou petits-enfants de fondateurs du *campou*). La transmission du patrimoine de leurs ancêtres les a rendus « propriétaires » de parcelles, mais ils ne s'en servent pas ; parce qu'ils ont un travail (déclaré ou non), parce qu'ils n'ont pas besoin de travailler (prestations sociales suffisantes), parce qu'ils ont un concubin qui cultive un autre abattis, parce qu'ils vivent la moitié du temps à Saint-Laurent et n'ont pas le temps d'aller à l'abattis. Souvent, ces personnes ont des projets pour « recycler » leur terrain lorsque la route sera ouverte, en construisant des carbetts ou en voulant aménager des sentiers pour les touristes, ou bien en construisant des maisons pour les proches qui comptent se réinstaller sur le *campou*.

D'autres « propriétaires » qui ne travaillent pas leur terrain sont trop âgés pour le faire, et prêtent leur terrain à des membres de la famille élargie (qui pour leur part correspondent aux catégories BP).

3.5.4. Le profil AP : ceux qui ont du foncier (au sens bushinengué) et cultivent des abattis

Ces personnes ont du foncier (au sens *bushinengue*) et mettent en valeur leurs abattis. Ils produisent pour leur propre consommation (AP-), mais certains vendent aussi sur le marché de Saint-Laurent, à des revendeurs ou sur le fleuve (AP+). Ci-dessous (figure 22), la répartition des abattis marchands et non-marchands des chefs de foyer de la zone d'étude. Même si les vendeurs sont majoritairement des marchands occasionnels qui se contentent

d'écouler le surplus de leur production, il existe aussi des personnes qui produisent pour vendre du couac à Saint-Laurent chaque semaine.

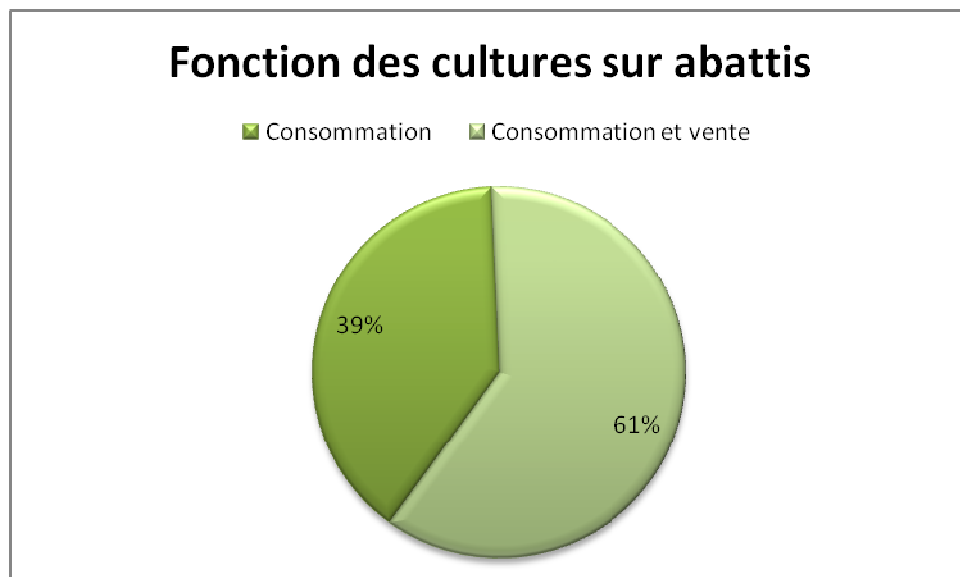


Figure 22 :
Proportion
d'abattis
marchands et
non-marchands
entre les criques
Sparwine et
Serpent

La plupart aspire à se régulariser et à devenir agriculteur professionnel. Certains sont déjà inscrits à l'AMEXA et ont investi dans leur projet (Freddy Vannodoe par exemple se lance dans la culture intensive d'ananas sur 20ha). D'autres ne vendent pas à l'heure actuelle mais préparent leur **projet touristique** de construction de carbets et de vergers avec le soutien du PEAFOG ou de la Mairie (Joseph Amete et Pascal Dachine). Les projets de ces personnes sont plus ou moins réalistes, plus ou moins étudiés. Certains ont la folie des grandeurs et veulent être **pluriactifs** en développant la scierie-entreprise de pirogues et en dirigeant une exploitation de 25ha avec des bœufs, ou bien en créant un verger tout en s'occupant de la fabrique de briques, du bar, du restaurant et de l'hôtel (non déclarés). D'autres projets semblent plus abordables, mais il est évident que ceux-ci ne se feront qu'avec le soutien de l'ADIE, de la Chambre d'agriculture et de la DAF.

Les candidats au statut d'agriculteur, les porteurs de projet agricole ou touristique les plus poussés sont des villageois appartenant exclusivement aux profils AP-1 et AP+1.

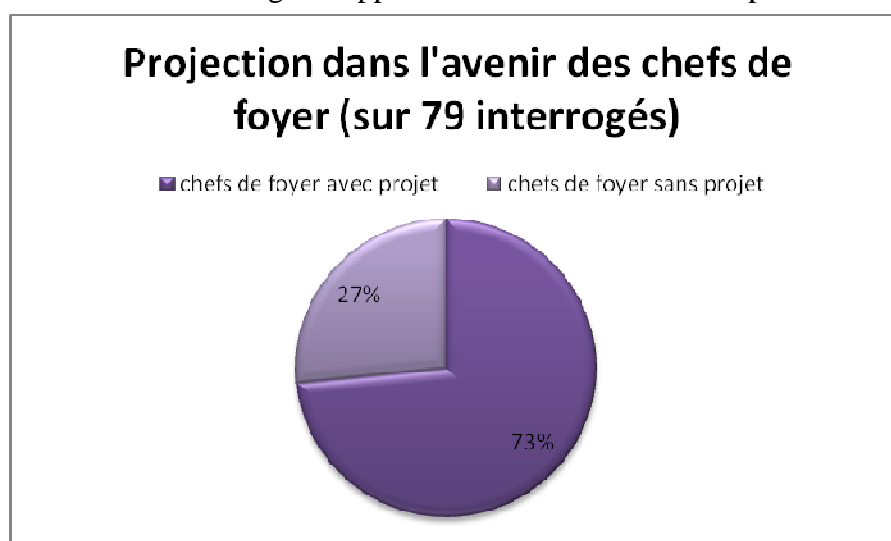


Figure 23 :
Graphique de la
proportion de
villageois ayant des
projets liés à la
création de la route

Près des ¾ des chefs de foyer ont des projets d'avenir, mais ces projets sont plus ou moins sérieux. Beaucoup par exemple veulent acheter une voiture 4x4, sans passer le permis et sans en avoir forcément les moyens.

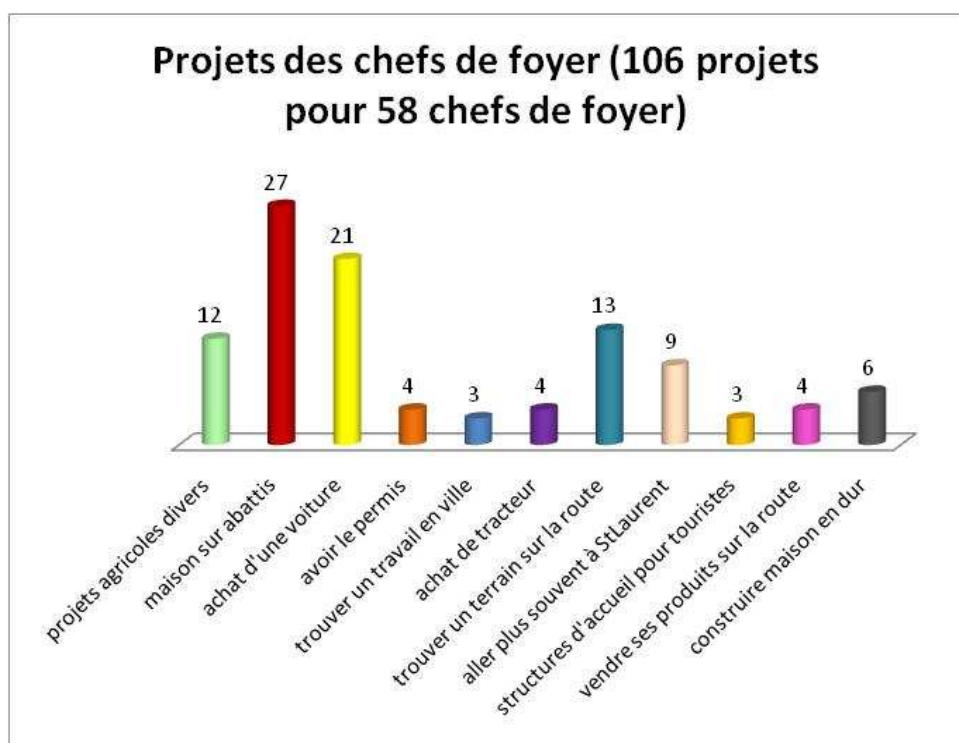


Figure 24 :
Graphique
représentant les
projets évoqués
par 58 chefs de
foyer

3.5.5. Des cas particuliers : le « Roy » et les gourmands...

Des cas très particuliers ont été mis en lumière lors des entretiens sur le village. Notamment, celui d'un villageois de Stoong *campou* (New Libi), qui a fondé ce hameau en 1959, et y a amené une partie de sa famille. Cet homme de 75 ans vit comme un despote. Il coupe des abattis nouveaux tous les ans et considère ainsi avoir un terrain de plus de 60ha, de la crique Bastien (crique Tolinga), à la route, à la crique limite avec Banane *campou*. Puisqu'il a les pleins pouvoirs sur « Son » terrain, « le Roy » offre magnaniment quelques abattis à des villageois triés sur le volet. Il jette des sorts à d'autres qui tentent de prendre son terrain, piège la forêt avec des fusils pour tuer les pakiras (une histoire raconte d'ailleurs qu'un enfant aurait disparu dans cette zone il y a deux ou trois ans), et coupe plus de forêt que nécessaire pour limiter l'avancée de son voisin. Cet homme agresse son propre neveu et l'accuse de vol de terrain, voudrait que la DAF lui achète une tronçonneuse neuve, cultive sur de grands abattis, mais « *préfère laisser pourrir une partie de (sa) récolte plutôt que d'aller la vendre sur le marché, parce que (s'il) vend à Saint-Laurent avec des papiers, on coupera (son) argent à La Poste* » (ndlr : il ne touchera plus le RMI). De plus, il veut couper du côté du DFP et précise qu'il est « *chez lui, et que si les hommes blancs essaient de l'empêcher de couper, ils verront, et goûteront à (sa) machette* ». Même si les habitants de Bastien ignorent superbement les limites de ce « royaume », « le Roy » et son comportement ont un impact non négligeable sur la velléité foncière des Sparwiniens qui n'osent pas cultiver sur des terrains pourtant abandonnés par ce « Roy », de peur de représailles.

Si l'État ou une autorité coutumière s'intéressait à ce cas particulier, il se pourrait qu'il y ait la possibilité de récupérer des terrains pour des jeunes qui en recherchent.

D'autres personnes, que l'on pourrait qualifier de « **gourmands** », ont déjà un terrain leur permettant de subvenir à leurs besoins, mais en veulent beaucoup plus, au détriment des autres, soit pour avoir un grand espace et empêcher l'installation d'autres personnes, soit pour disposer d'une réserve de bois pour la construction de pirogues ou la confection de planches pour les maisons, soit pour couper un nouvel abattis chaque année et donner les anciens à des personnes qui lui seront redevables. Ceux-là ont des terrains qui peuvent atteindre aussi une soixantaine d'hectares, alors que le nombre de bouches à nourrir est faible.

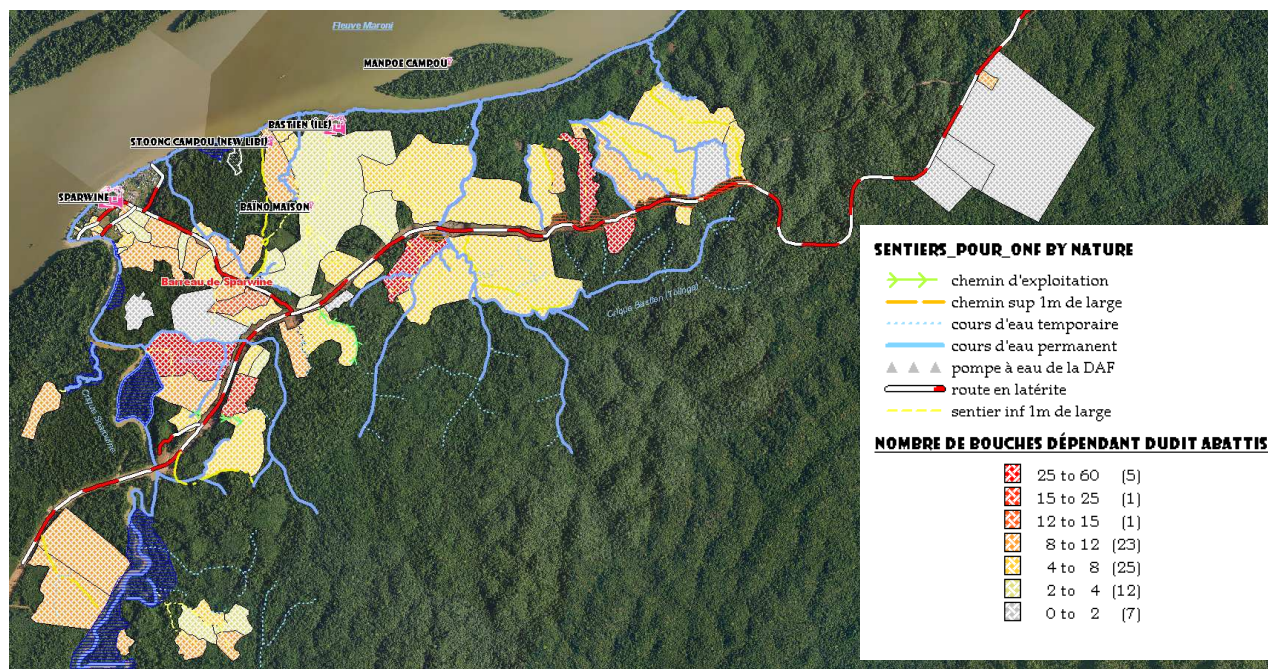


Figure 25 : Carte partielle de la zone d'étude, représentant les terrains par couleur fonction du nombre de personnes nourries par lesdits terrains

(en blanc les terrains qui ne nourrissent au maximum que quatre personnes, alors que les terrains en rouge subviennent aux besoins de plus de 25 habitants).

3.6. La route Saint-Jean / Apatou : opinion des *campous*

Il paraît évident que les habitudes des habitants du Bas-Maroni ont été modifiées depuis le début des travaux sur la route Saint-Jean / Apatou (installation sur de nouveaux terrains, déplacements vers Saint-Laurent plus fréquents, projection dans l'avenir, modification des comportements des villageois). Et la vapeur n'ira pas en s'inversant dans les prochaines années...

Sparwine compte son lot de voleurs, de délinquants, et même des violeurs et des personnes recherchées par la gendarmerie de Cayenne. Depuis la création de la route, des familles ont investi dans des cadenas et de nouvelles serrures pour fermer les portes de leurs maisons. Les villageois sont, aux dires de certains, devenus plus méfiants depuis la création de la route.

Autour des *campous*, les villageois abandonnent leurs terres. Les chefs de foyer qui possèdent un terrain relativement éloigné de la route se déplacent depuis le début des travaux. Conserver ce terrain n'a plus aucun intérêt, alors le villageois préfère se déplacer et ouvrir de nouveaux abattis sur la route lorsqu'il trouve un espace. Enfin, certains donnent une partie de

leur terrain. Ce cas est rare et concerne principalement un habitant d'un *campou* à l'est de Sparwine (Stoong *campou*), qui ne coupe jamais deux fois au même endroit et prétend posséder un terrain très étendu (cf. 3.5.5).

La route est un point très positif pour les habitants des *campous* de la zone d'étude car elle les relie plus facilement à Saint- Laurent et va les relier à Apatou (pour l'instant il n'y a qu'un pont provisoire sur la crique Sparwine, les travaux du pont définitif étaient en cours encore en septembre 2008). La mission première de la route (le désenclavement de la région) est bien mise en avant par les villageois. Les approvisionnements vont être moins chers que par la pirogue, les bars et le restaurant espèrent plus de fréquentation, les évacuations vers les hôpitaux seront plus faciles.

Bien qu'il n'y ait que trois voitures (et deux scooters) à Sparwine en permanence, nombreux sont les habitants qui voient en cette route une aubaine pour les transports. Aujourd'hui, bon nombre vont à Saint- Laurent en pirogue et comptent se mettre au taxi ou à la voiture.

Le graphique suivant récapitule les opinions des villageois quant à l'existence de la route.



**Figure 26 : graphique
rassemblant les opinions
des chefs de foyer vis-à-vis
de la route**

Les raisons invoquées pour expliquer que la route est une bonne chose (« *a pachi na boong* ») sont regroupées dans le graphique de la page suivante.

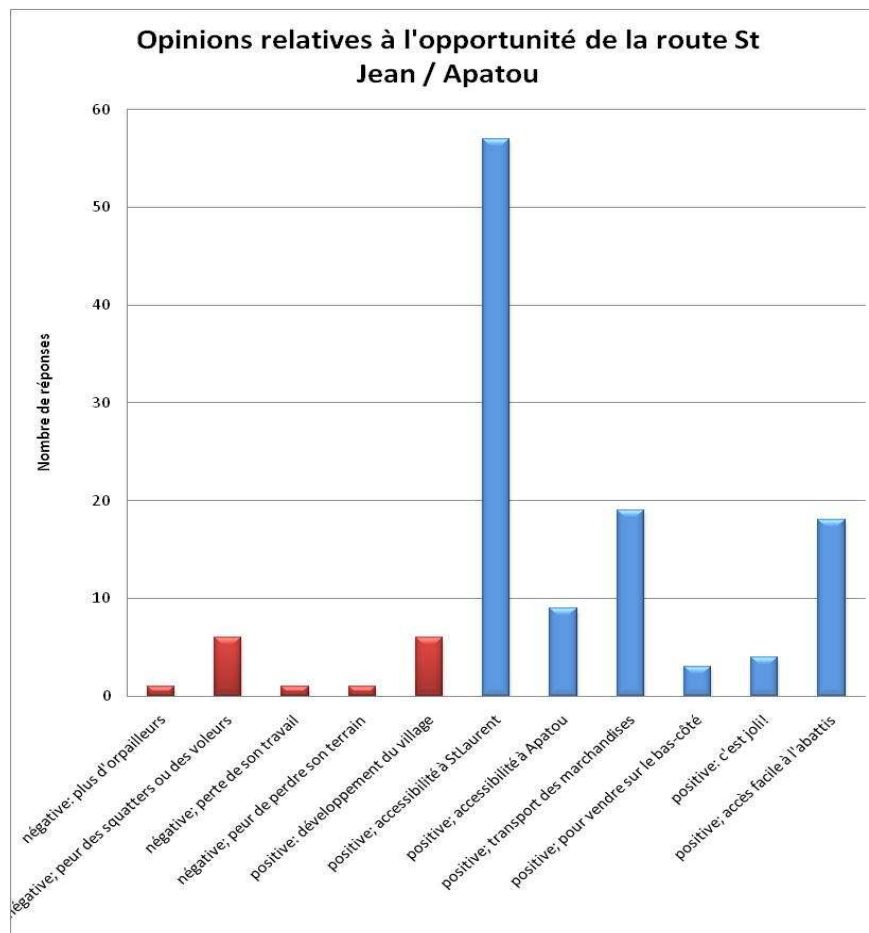


Figure 27 :
graphique des
aspects positifs et
négatifs de la route
perçus par les
habitants de
Sparwine et des
campous voisins

Les terrains à proximité de la route sont très recherchés car limitent le travail sur l'abattis (transport du manioc par 4x4 plutôt qu'à tête de femme). Beaucoup veulent déplacer leurs abattis sur la route (certains ne savent pas qu'ils n'ont pas le droit d'occuper l'autre côté de la route) et veulent des abattis plus proches (« 1km à pied, c'est trop loin !!! ») et plus fertiles.

Le nombre de personnes ne voulant plus de leur abattis de la crique et en cherchant un sur la route est considérable (une douzaine de foyers recensés sur les 19 qui possèdent un terrain après le pont de la crique Sparwine, soit 63 %). Les villageois prétendent qu'un arrangement à l'amiable entre les familles est possible, mais ils sont très nombreux à être dans cette optique, et les terrains ne sont pas extensibles... Le problème foncier est loin d'être résolu.

En plus, des villageois voient, à tort vu le comportement actuel de la Mairie, en la route une occasion d'être assistés. Certains pensent qu'avec la route leur seront donnés les terrains. D'autres pensent qu'ils seront financés pour intensifier leurs exploitations. Ils pensent toucher des aides pour l'acquisition de tracteurs, pour construire en solide, investir dans du matériel (tronçonneuses)... Ceci souligne la forte tendance à l'assistanat de ces populations. Elles se plaignent de ne pas toucher assez avec les allocations familiales et le soutien familial pour nourrir leurs enfants et attendent plus du gouvernement ! Pourtant, beaucoup ne sont pas

français, et certains ne veulent pas l'être pour « *ne pas payer d'impôts* ». Les besoins exprimés par les villageois des *campous* sont les suivants :

- ◆ l'obtention de titres de séjour ou de cartes d'identité
- ◆ l'aménagement de chemins d'exploitation ou de voies carrossables pour accéder aux *campous* et aux abattis
- ◆ le raccordement aux réseaux d'eau et d'électricité
- ◆ l'aide pour des investissements agricoles (tracteurs, tronçonneuses)
- ◆ l'aménagement d'un canal dans les zones marécageuses
- ◆ la création de vestiaires pour les footballeurs

Les villageois font souvent un amalgame entre les équipements de base qui leur seraient dus et qu'ils attendent depuis longtemps (électricité, eau potable), et les équipements superflus qu'ils devraient se procurer seuls (vestiaires, canal). Les habitants des *campous* du Bas-Maroni n'ont pas conscience de leurs droits ou de l'absence de droits.

4. DISCUSSION

4.1. Contraintes rencontrées et limites de l'étude

Cette étude pour la DAF aurait pu être améliorée, être plus efficace, surtout si le sujet en avait été plus clairement défini dès le début. Le choix de démarcher tous les foyers a permis d'avoir une idée affinée des pratiques agricoles des *bushinengues* du Bas-Maroni, mais un entretien avec chaque chef de foyer (estimés à 200 environ sur la zone d'étude) s'est avéré un travail précis mais de longue haleine. En si peu de temps, il n'a pas été possible de contacter tous les villageois entre les criques Sparwine et Serpent, notamment à cause de l'absence de communication entre les *campous* (pas de capitaine) et des problèmes de transport. Cette zone était choisie pour sa proximité à la route et pour l'absence d'études préalables par le CNASEA dans ces environs.

Les *campous* d'Assédassé, Sohio ou Pimpin n'ont pas été visités, et seuls 80 à 90 % de Sparwine et de Bastien ont été enquêtés. Une voiture m'a été prêtée durant les quatre dernières semaines de terrain, un avantage non négligeable pour aller sur les abattis situés à plusieurs kilomètres sur la route. Toutefois, des zones ont été occultées malgré moi, puisqu'inaccessibles à pied ou en 4x4. Certains villageois n'étaient pas disponibles lors des périodes de terrain. Cette étude aurait été plus complète avec les données de Pimpin, les données économiques des *campous* avant d'arriver sur le terrain, et avec des données écologiques préalables qui auraient pu indiquer que la majeure partie de la forêt autour de Sparwine était déjà occupée. L'analyse des données aurait pu être plus poussée si la population avait été mieux estimée au départ de l'étude. L'absence de *kapitein*, des villageois peu scrupuleux et l'absence d'étude préalable m'ont induite en erreur au départ puisque je pensais qu'il n'y avait sur la zone que 70 à 80 foyers. La mise en route des entretiens a été relativement lente au départ.

J'ai rencontré d'autres difficultés sur le terrain : du racisme (rare heureusement) qui m'a empêché de rencontrer certains villageois (« *chasse cette sale blanche de ma propriété* », demandait une femme à mon interprète de 10ans); des problèmes de communication (le *sranan tongo* est une langue facile à apprendre, mais en si peu de temps, cela reste difficile à comprendre) ; un manque d'intégration au village (surtout au début : il est difficile de passer inaperçue lorsqu'on est blanche sur le Maroni). Certains entretiens se terminaient plus tôt que prévu (voire ne commençaient pas si l'interviewé se trouvait parti à Saint-Laurent) et des visites de terrain étaient abrégées, les « propriétaires » étant fatigués à l'entrée de leur abattis, en découvrant les murs de lianes rasoirs à traverser.

Avec le recul, je pense qu'il aurait fallu un interprète dès le départ pour travailler à mes côtés, afin d'extraire plus d'informations des entretiens. Un véhicule à disposition durant tout le stage (voire une pirogue) aurait permis d'aller sur tous les *campous* et ainsi d'augmenter le nombre d'entretiens avec les villageois de la zone d'étude. Si le fait d'être blanche a eu des effets négatifs, je pense que ceci a aussi eu des effets positifs : les *Bushinengues* appréciaient de voir que « les blancs » se soucient d'eux, et me confiaient peut-être plus facilement leurs attentes et leurs espoirs.

Concernant les photos aériennes mises à disposition, il a fallu consulter différents organismes de recherche pour parvenir à un résultat partiel : les photographies aériennes de la

zone de 1987, puis de 2001, de 2006 ont été rassemblées et ont permis de mettre en lumière la progression des fronts d'abattis en 20 ans (annexe 16). Par contre, le front d'abattis de 2008 est partiel car il n'existe pas de photos aériennes aussi récentes. Ce front a été établi en fonction des observations au sol, qui malheureusement n'ont pu être réalisées aux alentours de Pimpin et plus en profondeur sur la crique Sparwine.

Le coup de pouce du module FTH a aussi été un avantage à cette étude. Rencontrer des villageois une seconde fois après quelques mois a permis de voir les évolutions de certains, d'avoir un second avis sur les projets et de collecter de nouvelles données. Si ce module a permis de constater une évolution des réponses lors des interviews, il est dommage que ceci n'ait pu permettre de revoir que quelques personnes.

4.2. État des lieux de Sparwine : un village du fleuve un peu particulier...

4.2.1. Des autorités absentes : la désorganisation de l'autorité coutumière et l'inexistence de l'État

La nomination d'un capitaine dans les villages *bushinengues* permet de trancher en cas de conflit entre les villageois. Lorsque des litiges (d'ordre foncier ou relatif à la vie quotidienne) éclatent au village, l'autorité du capitaine fait foi. Mais à Sparwine, le capitaine Michel Cantou (fondateur du village) est décédé le jeudi 8 février 2007. Il n'a pas désigné de successeur, ce qui pose quelques problèmes. Une des familles du village aurait nommé un capitaine mais celui-ci n'est reconnu que par ladite famille, et un autre villageois serait en train de prendre le pouvoir par la force. D'autres, notamment dans les *campous* de Bastien et Pimpin prétendent qu'il n'y a jamais eu de capitaine à Sparwine. Tout ceci n'est pas prouvé mais résulte de recoupements entre les différentes familles du village.

Il est aussi très difficile de déterminer la procédure pour nommer un capitaine. Certains prétendent que les chefs de famille (huit à Sparwine en théorie) doivent se réunir et procéder à un vote, d'autres indiquent que le capitaine précédent aurait dû nommer un successeur, et les derniers assurent que ce sont le *Gran Man* d'Apatou et les capitaines des autres villages du fleuve qui doivent se réunir et voter. La conséquence de cette absence de capitaine implique des violences entre villageois (règlement de comptes à coups de machette, insultes et bannissement de certaines zones dans le village, menaces de mort...), alors que ceux-ci sont parfois de la même famille.

A cette absence s'ajoute le décès du capitaine d'Apatou (le 12 mai 2008) qui faisait jusqu'à lors office de conseiller sur Sparwine. Cette nouvelle a attristé beaucoup de villageois, preuve que les capitaines sont tout de même généralement respectés.

La présence d'une autorité dans le village devient nécessaire, pour toutes les affaires concernant les villages, y compris pour les successions.

4.2.2. La difficulté d'estimer la population de Sparwine

Le résultat des entretiens menés durant 4 mois ont permis de constituer un fichier Excel à l'origine de la majorité des tableaux et figures présents dans ce mémoire.

Beaucoup de résultats dépendent de l'échantillon de personnes interrogées, mais on peut s'interroger sur la représentativité de cet échantillon, vu à quel point il est aventureux de vouloir estimer la population de la zone d'étude.

4.2.2.1. Les nouveaux arrivants (du Suriname)

La population de Sparwine et des *campous* voisins est très instable. De nouveaux habitants s'installent régulièrement depuis le Suriname. La population du fleuve Maroni ne se préoccupe pas de la frontière entre le Suriname et la Guyane française. Pour eux, les deux rives du Maroni sont identiques (mis à part que l'une offre des allocations aux enfants y naissant). «*Il y a encore 10 ans, il était inutile d'avoir des papiers sur le fleuve*». Beaucoup de Surinamais passent encore d'un côté à l'autre du Maroni et prennent des femmes dans les deux pays. À cette image, j'ai rencontré environ dix Surinamais installés sur le village de Sparwine dans les cinq dernières années.

4.2.2.2. Les retours prévus d'ici 2010 (de Saint-Laurent-du-Maroni, Grand Santi)

Des entretiens auprès de certains villageois ont permis d'établir que de nombreux retours seraient à prévoir sur Sparwine et sur Banane *campou*. En effet, avec la route, Saint-Laurent ne sera qu'à 45 minutes de voiture, et des infrastructures sont en construction (MJC, terrain de football). Les personnes nées à Sparwine, parties chercher un emploi à Saint-Laurent sans succès, qui réalisent que le village sera désenclavé et que le terrain ne sera pas cher, veulent revenir. Déjà, quelques jeunes de 30ans sont de retour. Quatre familles viendraient dans les deux prochaines années à Banane *campou*, et une quinzaine à Sparwine.

4.2.2.3. Les départs vers Saint-Laurent et les résidences secondaires

La plupart des personnes âgées vivant à Sparwine ou dans les *campous* voisins ne restent pas réellement sur le village. Elles habitent à Saint-Laurent la semaine et viennent à Sparwine le week-end. La ville offre des services et des facilités que les villages attendent (électricité, eau, proximité des commerces, transports). Ces personnes n'ont pas la notion de résidence secondaire et considèrent habiter à deux endroits différents : de leur point de vue, ils n'ont pas de résidence principale et de résidence secondaire, ils ont deux maisons.

D'autres ont des enfants scolarisés à Saint-Laurent et déménagent le temps de la scolarité des enfants. Lorsque l'enfant est assez grand on abandonne l'école, les parents reviennent au village (puisque leur maison est toujours là et qu'en théorie, personne n'est venu couper sur leur abattis). Ce mode de vie presque ubiquiste est un véritable problème pour l'estimation de la population du fleuve.

4.2.2.4. Les concubinages à distance ou en double résidence

La **polygamie** est courante sur le fleuve. Certains hommes ont cinq femmes, et un nombre d'enfants démesuré (des personnes ont admis avoir trente enfants, voire cinquante pour un habitant de Bastien). Les femmes d'un même homme habitent rarement dans le même *campou* (bien que cela arrive parfois). Un homme peut donc habiter à Grand Santi et avoir une épouse à Sparwine, une à Bastien, une à Mayman, une au Suriname... Et dans chaque *campou*, il aura une maison.

Les femmes ne sont pas en reste puisqu'elles changent souvent de concubin, certaines à l'occasion de chaque grossesse. Les concubinages sont donc parfois éphémères. Pour parer à l'éventualité de séparation entre deux concubins, l'homme a souvent une maison qu'il n'occupe que lorsqu'il redevient célibataire. Il arrive donc qu'un couple ait 2 ou 3 maisons (une par adulte, et une supplémentaire pour loger une partie des enfants).

Tous ces flux migratoires rendent la population à étudier difficilement estimable. Mais il devrait rapidement y avoir un millier de personnes entre les criques Sparwine et Serpent si ce n'est déjà le cas.

4.2.3. Des problèmes de conflits régionalisés de plus en plus fréquents

L'étude aux abords de Sparwine a permis de mettre en exergue des conflits concernant entre autres le foncier. Des « vols » de terrain ont été dénoncés : des cas d'absence de certains villageois pendant quelques mois, dont les abattis se sont retrouvés occupés à leur retour, le débordement de certains abattis sur le terrain du voisin, ou la coupe « par erreur » d'un terrain que l'on pensait libre. Ces débordements entraînent des tensions entre voisins, et parfois entre membres d'une même famille. Le dialogue est rarement privilégié. Des cas de **délinquance et de violence** (verbale ou physique, allant de la menace de mort au coup de machette dans le dos) m'ont été rapportés, car les villageois ne se respectent plus. La situation est telle que certains villageois ont expressément demandé au responsable du PEAFOG que l'État intervienne vu la tournure des événements et les problèmes de foncier sur Sparwine et sa région.

Les conflits impliquent aussi d'autres parties que les villageois. L'ONF fait les frais de la **mauvaise communication entre les campous et entre les habitants**. Des idées reçues apparaissent : « *le bord gauche de la route (ndlr : le DFP) nous sera donné dès que l'ONF aura fini d'y exploiter les gros bois* » ou « *l'ONF détruit nos carbets de passage sans aucune raison* » qui installent un climat pesant entre les administrations et les *campous*.

On notera quelques abus, comme celui de Baïno (« le Roy ») qui prétend avoir 160ha d'abattis alors qu'il a 75 ans. Depuis son village, Baïno tente de contourner Banane *campou* et aller des 2 côtés (progression en entonnoir) alors que les progressions des terrains se font généralement perpendiculairement au fleuve. En raison de son comportement, cette personne a beaucoup de contestataires.

L'aspect économique de la route n'est pas négligeable non plus dans cette affaire. La route a été réalisée par RIBAL T.P. sur certaines portions, et le chantier a nécessité la main d'œuvre de nombreuses personnes du village. Ce chantier a été une aubaine pour les villageois embauchés, et ceci a contribué à **l'émergence de disparités** dans le village avec l'apparition d'une classe « pseudo-bourgeoise ». On a aujourd'hui deux types d'habitats : tôles et bois contre briques. Les « nouveaux riches » sont soit les constructeurs de pirogue, soit les gens ayant travaillé pour RIBAL T.P. Les disparités, comme dans toute autre société entraîne des jalousies et amplifient les rancunes entre habitants.

Ces tensions sont alimentées par l'absence d'autorité ou de forces de l'ordre (seuls deux techniciens de l'ONF travaillent sur ce secteur), par la limitation de la surface disponible réduite et par la démographie du Bas-Maroni.

Sparwine et les *campous* voisins constituent **un village atypique**, sans chef, aux multiples ethnies, proche d'agglomérations importantes (Saint-Laurent et Apatou), dont la population est difficilement estimable. On se retrouve dans un village finalement assez éloigné des villages *bushinengues* décrits dans la bibliographie et présents plus en amont du fleuve, à distance de Saint-Laurent.

4.3. L'histoire récente : la modification des comportements depuis l'arrivée de la route

Au vu des résultats des paragraphes 2.1.1, 2.1.3, 2.3, 3.1, 3.2 et 3.3, apparaissent les conclusions suivantes :

4.3.1. La démographie galopante

L'indice de fécondité mesuré sur Sparwine pour les femmes est de 4,2 enfants. Elles peuvent avoir plus d'une dizaine d'enfants, car les grossesses commencent très tôt (les avortements sont très mal vus et la contraception est inexistante) : parfois dès 14 ans (c'est d'ailleurs le fait que la majorité des femmes est jeune qui tend à faire baisser l'indice de fécondité). Les femmes ne travaillent pas, rares sont celles qui suivent une formation ou sont allées à l'école. En tant que mère au foyer, une femme trouve rapidement un avantage à avoir une famille nombreuse (allocations familiales, main d'œuvre pour l'abattis, aide des plus âgés pour élever les plus jeunes), et les grossesses sont répétées (cas d'une femme de 18 ans avec 3 enfants, d'une autre de 37 ans, enceinte avec 10 enfants, ou d'une dernière de 30 ans avec 7 enfants).

Cet indice de fécondité élevé, couplé à la polygamie, aux aides sociales, au chômage, au besoin de main d'œuvre, aux croyances *bushinenguees* (« *plus on a d'enfants, plus on les aime* », ou « *plus on a d'enfants, plus on est puissant* »), et à l'absence de contraception contribuent à un boom démographique sur le fleuve. Sur la zone étudiée, la population de Sparwine et des *campous* voisins compte 64 % de moins de 20 ans.

La démographie entre les criques Sparwine et Serpent peut difficilement être estimée pour les prochaines années, d'autant qu'il est difficile à l'heure actuelle d'estimer la population présente. Dans les villages, les parents désirent que leurs enfants restent au village, fassent de l'abattis. Rares sont ceux qui poussent leurs enfants à bien travailler à l'école dans l'espoir d'obtenir un travail plus tard : « *dans la culture bushinengué, si un enfant ne se lève pas de lui-même, il ne faut pas le forcer* ». Pourtant, les adolescents n'ont qu'une envie : quitter le village, aller en ville. Beaucoup de jeunes hommes s'engagent dans l'armée pour avoir un travail et bénéficier d'avantages (passer le permis, toucher une solde). En tenant compte des volontés de chacun, on pourrait croire que la population va se stabiliser, mais c'est sans compter sur les retours d'anciens villageois qui, avec la route, comptent se réinstaller à Sparwine, où la vie est moins chère qu'en ville.

4.3.2. La situation préoccupante du foncier

Le flux migratoire de retours et d'immigration, associés à la démographie galopante exercent une pression non négligeable sur le foncier autour de Sparwine (et Sparwine *campou* en particulier). Un grand nombre de personnes (catégorie *BN1* de la typologie) veulent du terrain et n'en trouvent pas. Pour l'instant, ils se contentent de couper au bord de la route et se font repousser s'il s'agit du côté du DFP, mais une tendance commence à se dessiner, avec l'installation sur la commune d'Apatou, et la multiplication des abattis dans la crique Sparwine. Au-delà d'un moment, l'ONF ne pourra pas contenir ces installations vu le manque de moyens et l'arrivée de squatters de Saint-Laurent.

Quelques personnes ont d'ores et déjà fait des demandes de foncier dans l'optique d'obtenir leur régularisation et devenir propriétaire, mais ces demandes ont échoué à cause du

statut de la zone « ND » du POS ; pourtant, le PEAFOG appuierait en théorie 10 % des foyers, susceptibles de se professionnaliser en exploitations agricoles.

Du point de vue législatif, il est aujourd'hui quasiment impossible pour les habitants de Sparwine de devenir propriétaire du terrain qu'ils occupent (pour certains depuis plus de 60 ans) : non seulement le plan d'occupation des sols classe les environs de Sparwine en zone naturelle, mais en plus, la majorité des villageois ne répondent pas aux critères nécessaires aux demandes de foncier par bail emphytéotique, concession agricole ou concession agricole pour culture itinérante. 25 % des Sparwiniens n'ont pas les papiers nécessaires (carte d'identité ou titre de séjour de 10 ans), 75 % n'ont pas le statut d'agriculteur... Seules 7 personnes comptent obtenir ce statut et devenir agriculteur à titre principal.

Beaucoup de villageois désirent avoir un abattis à proximité de la route (si ça n'est pas encore le cas), afin d'y construire une maison en dur. Cela n'implique pas forcément l'abandon de la maison qu'ils occupent actuellement au village. Il s'agirait pour certains d'une résidence secondaire, d'autres y voient l'occasion de créer leur propre *campou* avec leur famille proche (enfants, frères et sœurs), où l'atmosphère serait moins pesante qu'à Sparwine. Cela dit, pour construire sur un abattis, on doit théoriquement obtenir un permis de construire par unité de construction, et il ne faut pas oublier que si les réseaux d'électricité et d'eau courante sont absents à Sparwine, ils feront défaut encore longtemps dans ces nouveaux *campous*. On risque tout de même d'avoir affaire à une dispersion linéaire de l'habitat sur la zone concernée.

L'absence d'autorité coutumière, dont le rôle est entre autres de régler les questions de foncier, est un facteur aggravant qui risque de favoriser la prise de pouvoir d'un petit nombre dans le village. Des villageois s'appuient sur le foncier pour avoir une influence sur les autres (via des « dons » de terrains), ou bien sur leur richesse nouvelle (salariés de RIBAL T.P.) pour lancer des projets touristiques ou agricoles.

Un problème qui risque de se poser ne vient pas du fait de la route elle-même mais du fait qu'il y a deux vitesses dans le village. D'un côté, il y a ceux qui veulent investir, qui ont de vastes terrains (plus que ce dont ils ont besoin), et qui ont la nationalité française. Ceux-ci sont éblouis par l'économie de marché et n'ont qu'un désir : participer à cette marche vers le profit et acheter, investir, dépenser... De l'autre côté, on a ceux qui sont surinamais, sans papiers ou en attente de régularisation. Ceux-là attendent une identité pour avoir des projets, et d'ici là se contentent de survivre avec leur abattis et leur maigre travail (souvent piroguier). Les disparités entre habitants ne vont cesser de s'accroître, les plus riches se détachant des villageois les plus pauvres. De nouvelles habitudes risquent d'être prises, et l'abandon de traditions pourrait être accompagné de nouveaux problèmes environnementaux (pollution, augmentation des quantités de déchets due à la société de consommation).

Les problèmes de Sparwine vont rapidement devenir les problèmes de Saint-Laurent. Apatou, qui possède une partie de la route, avait opté pour des solutions à la menace d'un habitat linéaire en construisant un axe intermédiaire entre le fleuve et la route Saint-Jean / Apatou (politique de Monsieur Amayota, l'ancien maire). A la date d'aujourd'hui et à ma connaissance, la Mairie de Saint-Laurent n'a pour sa part pas de proposition d'aménagement. Pour ce qui est des autres problèmes, le DFP n'est pas sur la commune d'Apatou, et la route passe à deux kilomètres au moins des *campous* au nord d'Apatou, de tailles plus réduites que ceux au sud de Saint-Laurent.

L'urbanisation du secteur entre Saint-Jean et Apatou doit aller de pair avec un développement durable du territoire. Entre les criques Sparwine et Serpent, les deux principaux enjeux sont les suivants :

- ✘ la préservation du couvert forestier et de l'aspect naturel et culturel des criques, séquences paysagères qui doivent être mises en valeur,
- ✘ l'encouragement au développement social (Scetauroute, 2004), l'accompagnement des populations.

4.3.3. Les problèmes de communication entre acteurs

Les occupations des terrains le long de la route augmentent de façon exponentielle, et les techniciens de l'ONF tentent tant bien que mal de juguler le flot de squatters en provenance de Saint-Laurent. Sur la carte placée en annexe 16, on constate les évolutions des fronts d'abattis au cours des vingt dernières années. Si le côté sud de la route est pour l'instant épargné, les techniciens de l'ONF réalisent des confiscations de matériel régulièrement aux abords de la route.

L'arrivée de la route Saint-Jean / Apatou a eu des conséquences (et en aura à l'évidence d'autres vus les moyens mis en place pour s'occuper de ce territoire) sur les plans foncier et forestier. Ces effets auraient pu être mis en lumière lors de l'étude d'impacts commandée par la Région, mais de lourdes lacunes dans l'étude sociologique, qui ne s'est intéressée qu'aux populations de Saint-Laurent-ville et d'Apatou, ont occulté les problèmes que cette étude met en exergue.

La commune de Saint-Laurent-du-Maroni ne cherche pas à s'occuper de cette partie de sa population, et n'informe pas la Région sur les actions qui pourraient y être menées. Ce qui semble préoccuper les élus lorsqu'on parle de la démographie de Sparwine sont des questions plus économiques et politiques que les problèmes de terrain. « *Est-ce que vous croyez que les élèves scolarisés aujourd'hui à Apatou iront à Saint-Laurent avec la route ?* », m'a-t-on demandé après un exposé sur l'évolution des fronts d'abattis vers Sparwine. Il y a un véritable problème de communication et de définition des priorités à toutes les échelles (Région, Mairie de Saint-Laurent). Si le problème n'est pas pris à bras-le-corps et que le devenir de la zone de Sparwine continue à être traité comme une question secondaire, je pense que des troubles sociaux risquent d'émerger, voire des faits divers qu'il sera impossible d'ignorer.

Déjà, on constate un étalement de la population autour des villages, aux abords de la route. Les abattis progressent rapidement, et comme il était prévu par Samuel Assemat, responsable du PEAFOG, dans un document extrait du *Rapport de mission à Apatou* datant du 5 mai 2004, : « *les terrains seront occupés par des abattis de manière anarchique (...), tout le bord de route sera occupé [...], des conflits opposeront les divers occupants à propos des limites de terrains (...) ce qui pourra éventuellement se terminer à coups de fusil (ndlr : pas encore, seulement de machette pour le moment) [...], face à l'inertie des autorités (...) des aménagements finiront par être érigés sans permis de construire [...]* ».

La réflexion sur ce projet doit se faire avec les élus, les associations locales et les acteurs institutionnels, mais aussi et surtout avec les acteurs locaux (habitants de Sparwine, Bastien et Pimpin).

4.4. Ébauches de solutions...

Au regard de cette étude et de ses résultats, quelques points sont à prévoir dans un futur proche.

4.4.1. La révision de certains textes

Le plan d'occupation des sols de Saint-Laurent-du-Maroni, qui place la zone d'étude en zone « ND » naturelle à préserver, est à réviser. Dans les démarches des Sparwiniens pour acquérir du foncier, la cession onéreuse correspondrait au seul titre non restrictif sur la nationalité ou la nature des revenus du demandeur. Une modification des conventions sur son application (notamment concernant les surfaces autorisées trop faibles) pour les *campous* de la route pourrait être la solution pour un grand nombre de Sparwiniens. La cession onéreuse n'est applicable que sur 2ha, alors qu'une famille a en général besoin de 8 à 10ha au total. Cette législation devrait aussi être revue par les autorités compétentes et les habitants du fleuve installés depuis plusieurs années devraient obtenir une dérogation.

D'après l'ordonnance foncière de 1998 (en annexe 1B), les communes et collectivités peuvent demander la cession de terrain du domaine privé de l'État. D'après ce texte, la commune pourrait devenir propriétaire des terrains et les recéder aux agriculteurs sur abattis ne pouvant bénéficier des titres classiques, ce qui constituerait une seconde solution aux problèmes de foncier. Mais cette démarche nécessiterait encore plus d'investissement de la part de la commune de Saint-Laurent.

4.4.2. L'aménagement de pistes perpendiculaires à la route Saint-Jean / Apatou

Des aménagements pourraient être envisagés autour de Sparwine. Certains habitants de Banane *campou* et de Stoong *campou* souhaiteraient que des places de stationnement soient créés sur le barreau, afin qu'ils puissent y garer leurs véhicules.

Une seconde piste à proximité du barreau pourrait être envisagée afin d'essayer de créer des *campous* sur cet axe et limiter ainsi l'habitat linéaire sur la route Saint-Jean / Apatou. Dans le même temps, cet axe pourrait être à l'origine de la mise en place d'un lotissement agricole, si l'ONF permet une légère modification du tracé du DFP. Un tel lotissement, qui pourrait prendre la forme proposée en annexe 17, libèrerait l'espace nécessaire à une soixantaine de familles (environ 500 hectares), ainsi que des parcelles attribuables par la DAF à des agriculteurs ayant fait des demandes de terrain depuis plusieurs années. L'orientation de cet espace perpendiculairement à la route permettrait aussi de relier les abattis déjà existants le long de la crique à un axe de communication, et de pourvoir aux besoins en eau des agriculteurs. Au cours de la restitution à Kourou, l'ONF n'a pas exclu l'idée d'une modification des limites du DFP. Mais ceci ne saurait être envisagé que lorsque le PLU de Saint-Laurent sera publié, ce qui semble logique..

Les Sparwiniens en recherche de terrain seraient placés en priorité sur ces terrains libérés, puisque la plupart est déjà connue suite à cette étude. Les terrains restants seraient attribués à l'avenir par la DAF ou par la Mairie, aux jeunes qui n'ont pas encore besoin de terrain, mais qui créeront leur propre famille dans les prochaines années. Un interlocuteur devra être désigné dans les *campous* si les villageois ne choisissent pas d'eux-mêmes un nouveau capitaine.

4.4.3. L'encouragement de projets agricoles et touristiques, et des régularisations

Quelques chefs de foyer rencontrés ont fait part de leur projet de développer une exploitation agricole. Certains veulent continuer à faire de l'abattis mais à plus grande échelle et vendre sur les marchés, d'autres veulent se lancer dans l'agriculture intensive, et d'autres

encore ont des projets plus touristiques. Il semble encourageant de voir que des cultivateurs d'abattis peuvent être professionnalisés, et il serait bon que le PEAFOG ait plus de temps pour appuyer ces exploitants, et les aider à trouver les infrastructures et les marchés nécessaires à la commercialisation de leur production. Entre les situations juridiques qui empêchent les exploitants de vendre aux collectivités et la concurrence surinamienne sur les fruits et légumes, l'agriculture guyanaise doit être encouragée. La participation à des stages de formation agricole pour ces personnes serait un plus puisqu'elles pourraient s'orienter vers la diversification de leurs cultures.

Il serait intéressant que la Mairie, la DAF et la Chambre d'agriculture rendent visite aux villageois en les conviant à une réunion où leur seraient expliquées les démarches à engager pour leur régularisation. Cette réunion devrait être prévue et annoncée **sur l'ensemble des campous** au moins une semaine à l'avance, et devrait être répétée régulièrement, 2 à 3 fois par an.

4.4.4. La sensibilisation des Sparwiniens à d'autres voies de développement

Il est important de rendre les populations du fleuve moins dépendantes aux prestations sociales : beaucoup de Sparwiniens sont trop dépendants de l'État et attendent des aides maintenant qu'il y a la route. Ils ne comprennent pas que Sparwine n'est pas le centre de la Guyane et encore moins de la France. Ils ne voient pas les priorités de l'État et n'ont pas conscience des étapes de développement : certains voudraient des panneaux solaires et des vestiaires pour le club de foot alors que les pompes à eau offertes par la DAF ne sont que peu utilisées, voire utilisées à mal par les enfants (polluées).

Un bon moyen pour cela serait de les informer sur les possibilités de diversification des activités. Il serait judicieux que certains profitent du potentiel touristique de la zone. Sparwine est l'un des seuls *campous* du Maroni accessible par la route, et l'ONF prévoit de faire passer un sentier de randonnée à proximité. Pourquoi alors ne pas mettre en avant des secteurs comme l'artisanat, la fabrication de pirogues, la présence d'un cimetière boni ou de vestiges du bagne ?



Figure 28 : Photographie de la construction d'une pirogue à Sparwine, 29 mai 2008.

L'aspect pittoresque de Sparwine et de Bastien (une île au milieu du Maroni) pourrait être le moteur d'une forme d'écotourisme, générateur d'emplois.

La majorité des hommes de Sparwine fabrique ses propres pirogues. Leur technique particulière est transmise de génération en génération et constitue un véritable patrimoine qui pourrait être valorisé dans toute la Guyane, et attirer des touristes. Des artistes, peintres de

tembés, sculpteurs, ou l'artisanat des femmes : broderies de *pangi* (paréo traditionnel),alebasses, coiffures, pourraient constituer des curiosités pour les touristes.

Il sera clairement difficile de résoudre tous les problèmes de Sparwine à Pimpin, mais on peut toujours tenter de les limiter si l'ensemble des acteurs institutionnels agissent de manière concertée entre eux et avec les habitants. Sans nul doute, la Mairie de Saint-Laurent possède la clef de l'aménagement de cette zone. Cependant, elle semble faire preuve à l'heure actuelle d'une absence totale d'implication et d'un apparent désintérêt profond pour le devenir des gens de Sparwine.

Voici un récapitulatif des complications susceptibles d'arriver (ou en cours), ainsi que des propositions de solutions pour tenter d'enrayer les difficultés :

PROBLÈMES RENCONTRÉS	DESCRIPTION DU PROBLÈME	SOLUTIONS ENVISAGÉES
INCOMPRÉ- HENSION ENTRE ACTEURS :	Volonté de la Région de désenclaver une région sans se soucier des <i>campous</i> présents	Aucune (trop tard)
	Proximité du DFP : limite sur la route et la crique Sparwine	Créer du foncier
	Manque d'association des acteurs locaux au projet de route (découverte du tracé de la route lorsqu'il a fallu récolter d'urgence les cultures)	<ul style="list-style-type: none"> Encourager les projets agricoles réalistes (via la DAF et la Chambre d'agriculture) ; Favoriser l'écotourisme dans la région (carbets, sentiers de l'ONF à l'étude, cimetière Boni, vestiges du bain, <i>campou</i> « capitale de la construction de pirogues »)
	Impression des acteurs de Saint-Laurent (commune et villageois) de subir la route et ses impacts	<ul style="list-style-type: none"> Informar les populations quant aux possibilités de régularisation de leur situation (CI/TS, demandes de foncier, présence du DFP) ; Former les exploitants les plus prometteurs
UN PROBLEME FONCIER DE TAILLE	Quasi-totalité des terrains autour de Sparwine déjà occupée : plus de places vacantes	<ul style="list-style-type: none"> Limitar la formation d'un habitat linéaire sur l'axe routier Créer du foncier autour de Sparwine <i>campou</i> en particulier
	Conflits, absence d'autorités coutumières et de l'État	Nommer un délégué de la Mairie sur la zone (installation d'un relais hebdomadaire)
	Attributions foncières non aisées (démarches compliquées et non-adaptées [une minorité pourra être régularisée], plan d'occupation des sols problématique)	Modifier les textes relatifs au plan d'occupation des sols et passage des cessions onéreuses de 2 à 10 ha

Tableau 5 : Synthèse des problèmes et ébauches de solutions

CONCLUSION

La route Saint-Jean / Apatou, créée dans le cadre du désenclavement de la région Guyane, est finalement plus le développement d'une route qu'une route pour le développement ; il est apparu que la mise en place de cet axe routier n'a pas été assez cadrée par les autorités concernées (Mairie et Conseil régional) et a contribué à une réaction en chaîne au niveau du foncier (un manque d'informations des villageois a entraîné des occupations anarchiques des terrains en bord de route, qui ont-elles-mêmes conduit à des confrontations avec les techniciens de l'ONF, ce qui a abouti à une totale incompréhension entre les acteurs).

Dans un premier temps, l'étude des populations de Sparwine *campou* à Pimpin a permis de pointer du doigt les problèmes d'ordre foncier qui surviennent depuis l'arrivée de la route, comme les occupations illégales, l'augmentation des surfaces d'abattis et leur nombre, les conflits entre les familles à propos de terrains, le manque de places disponibles autour du *campou* principal... Dans un second temps, elle a permis d'envisager les problèmes qui risquent de se produire, tels que la migration des villageois sur leurs abattis, et de les présenter aux acteurs institutionnels travaillant sur la zone (ONF, DAF, CA, Région). Il est encore temps d'agir et une bonne communication entre les services de l'État et avec les Sparwiniens semble nécessaire afin de limiter les impacts négatifs du désenclavement du Bas-Maroni. L'information des villageois de ce secteur aussi paraît urgente quant à leurs droits, leurs possibilités de régularisation ou leur avenir.

Ces résultats ainsi que les cartes et informations relatives à la zone d'étude seront transmis aux services de l'ONF, de la DAF, du Conseil régional, de la Chambre d'agriculture, de la Mairie de Saint-Laurent, du CNASEA, de l'IRD et de l'UMR Ecofog, afin que tous les acteurs aient la même source d'information et puissent agir ensemble pour le développement des environs de Sparwine. La DAF et la CA devraient extraire de ces travaux les prémices d'attributions foncières sur le site et ainsi lancer les régularisations foncières des habitants de Sparwine, Bastien et Pimpin, installés là depuis plusieurs décennies.

Si les mouvements de ces populations autour de la route, associés à une démographie galopante, ne sont pas la priorité de certains institutionnels, ils ne sauraient tarder à le devenir, puisque la population de Sparwine et de ses *campous* devrait atteindre le millier d'âmes sous peu, qui réclameront d'être rapidement raccordées aux réseaux d'électricité et d'eau de la commune, demanderont leurs propres infrastructures (gymnases, écoles), ce qui engendrera un coût excessif, surtout si les installations anarchiques se poursuivent selon un semblant de schéma linéaire sur le bord de la route.

Au vu des résultats de cette étude, il apparaît que la Guyane connaît peu sa population du fleuve Maroni. La poursuite de ces investigations sur la zone des criques Sparwine et Serpent serait intéressante, et pourrait être étendue aux secteurs en amont du fleuve, sur la commune d'Apatou et au-delà, dans le cas d'un éventuel prolongement de la route entre Apatou et Grand Santi.

CONTACTS

UMR ECOFOG

TRAISSAC Stéphane

UMR ECOlogie des FOûrêts de Guyane
AgroParisTech - ENGREF
Campus Agronomique de Kourou
B.P. 709 97387 KOUROU
Tél : 0594 32 92 95
Télécopie : 0594 32 43 02
Mail : stephane.traissac@cirad.fr

DAF GUYANE

TESSIER Yannick

Direction de l'agriculture et de la forêt de la Guyane
Chef de Service de l'Ouest guyanais
Ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement
BP 139
16 avenue Léon Gontrand Damas
97393 SAINT-LAURENT DU MARONI
Tél : 0594 34 74 04
Tél mobile : 0694 21 91 45
Télécopie : 0594 34 27 66
Mail: yannick.tessier@agriculture.gouv.fr

Chambre d'Agriculture

ASSEMAT Samuel

Responsable du PEAFOG
Chambre d'agriculture de Saint-Laurent-du-Maroni
Tél : 0594 34 36 57
Mail : assemat.s@netcourrier.com

Mairie Saint- Laurent

HAINAUT Floriane

Directrice Services urbanisme et foncier
Mairie de Saint- Laurent-du-Maroni
22 rue Jean-Jacques Rousseau
97320 SAINT-LAURENT DU MARONI
Tél : 0594 34 48 00
Télécopie : 0594 34 76 32

ARUAG

GUIRADO Juliette

Chargée d'études principale de l'ARUAG
Tél : 0594 28 49 20
Mail : aruag@aruag.fr

RUELLE Boris

Tél : 0594 28 49 20
Mail : boris.ruelle@aruag.fr

VAN DEN ABEELE Claire

Tél : 0594 28 49 20
Mail : claire.vandenabeele@aruag.fr

ONF Saint- Laurent

FEITH Jérôme

Agent ONF
Unité territoriale de Saint- Laurent-du-Maroni
Tél : 06 94 20 77 05
Mail : jerome.feith@onf.fr

HAMELIN Robert
Responsable de l'unité territoriale de Saint- Laurent du Maroni
19 avenue Franklin Roosevelt
BP90
97393 SAINT-LAURENT CEDEX
Tél : 0594 34 10 56
Port : 0694 2079 01
Fax : 0594 34 16 85
Mail : robert.hamelin@onf.fr

ONF Cayenne

Standard : Tél : 0594 25 53 70
Réserve de Montabo - BP 7002
97307 CAYENNE Cedex

MOREL Pierre-Jean
Directeur régional ONF Guyane
Tél : 0594 25 53 71
Mail : pierre-jean.morel@onf.fr

GUITET Stéphane
Chargé de recherche au pôle technique de l'ONF Guyane
Tél : 0594 25 53 95 / 30 18 63
Mail : stephane.guitet@onf.fr

JOUBERT Pierre
Technicien à l'ONF Guyane
Tél : 0594 25 53 94
Mail : pierre.joubert@onf.fr

DEBARROS Guillhem
Mail: guilhem.debarros@onf.fr

Sylvétude:

GALLAY Marjorie
Mail : marjorie.gallay@onf.fr

OBSTENCIAS Jean
Office National des forêts
Responsable de Sylvétude
Tél : 0594 30 89 69
Portable : 0694 22 92 24
Mail : jean.obstancias@onf.fr

Conseil Régional

ALIKER Luciana
Chef du service désenclavement du conseil régional
Tél : 0594 27 11 96
Mail : luciana.aliker@cr-guyane.fr

LABARTHE Laurent
Chargé de mission au service aménagement du territoire veille prospective
Département développement territorial
Tél : 0594 27 12 36
Mail : laurent.labarthe@cr-guyane.fr

MORVILLE Peggy
Assistante du service désenclavement
Tél : 0594 27 11 98
Télécopie : 0594 27 12 88
Mail : peggy.morville@cr-guyane.fr

CNASEA

LATOUR Camille
JEANDOT Pierre (installation agricole, ancien VAT foncier de la DAF)
STEINMETZ Michel (géomètre ingénieur)
BIENVENU Yohan (géomètre)
65 bis rue Christophe Colomb
97300 CAYENNE
Tél : 0594 28 28 90

Autres contacts

GOEURY Romain
Institut de recherche pour le développement (IRD)
Unité espace S140
Centre IRD de Cayenne
Route de Montabo BP 165
97323 CAYENNE Cedex
GUYANE FRANÇAISE
Tél : 0594 29 92 91
Télécopie : 0594 31 98 55
Mail : romain.goeury@cayenne.ird.fr

VAN DEN BEL Martijn
INRAP – Guyane
883 route de Baduel
Chemin Awara
97300 CAYENNE
GUYANE FRANÇAISE
Tél : 0594 31 67 25
Mail : martijn.van-den-bel@inrap.fr
Site web : www.inrap.fr

GODON Elisabeth
Psychologue scolaire
Tél : 06 94 26 56 26
Mail : pgodon@noos.fr

MORLET Stéphane
Direction de RIBAL T.P.
Tél : 0694 91 27 91

Lamy VAN NGUYEN
Chef de chantier de RIBAL T.P.
Tél : 0694 92 17 62

RÉFÉRENCES

- Alladounngar, M. (2000). Etude des systèmes de production des populations immigrées dans la commune de Mana. Montpellier, CNEARC - ESAT - CIRAD-tera/THI: 109.
- Ambassade de France pour le Surinam et le Guyana. (2004). "La France au Surinam et Guyana, Relations bilatérales, Présentation et historique." Consulté le 15-03-2008, 2008, issu du site http://www.ambafrance-sr.org/article.php3?id_article=343.
- Assemat, S., Jacolot, P., et al. (2007). "L'Agriculture itinérante en question : l'abattis *bushi nengue* dans l'Ouest guyanais." *La Revue du GREF*(18): 5.
- Blancodini, P. & Tabarly, S. (2005, 21-03-2005). "La forêt guyanaise: entre valorisation et protection." *Brève #2, 2005* Consulté le 03-04-2008, 2008, issu du site <http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/breves/2005/2.htm>.
- Brunetaud, J., Thouvenot, D., et al. (2005, 09-03-2008). "Guyane Guide :le site portail de la Guyane." Consulté le 14-03-2008, 2008, issu du site <http://www.guyane-guide.com/>.
- Bureau de Recherches Géologiques Minières (2006). Renforcement des connaissances hydrogéologiques du site de Sparwine, commune de Saint-Laurent du Maroni (Guyane), Direction de la Santé et du Développement Social de Guyane: 16.
- Caisse générale de sécurité sociale (2004). Mutualité sociale agricole Guyane. Cayenne (Guyane française), CGSS.
- Cerquiglioni, B. (2002). Les Langues de Guyane. *Les Langues de France*, Presses Universitaires de France: 269-303.
- Comité du Tourisme de Guyane. (2006). "Guyane Personne ne vous croira." Consulté le 14-03-2008, 2008, issu du site <http://www.tourisme-guyane.com/frontoffice/page.php>.
- Communauté de communes de l'Ouest guyanais. "Un territoire, des projets, un avenir." Consulté le 05/09/2008, 2008, issu du site <http://www.cc-ouestguyane.fr/territoire/trt1.php>.
- Conseil Régional de Guyane. (2005, 14-03-2008). "Guyane La Région." Consulté le 14-03-2008, 2008, issu du site <http://www.cr-guyane.fr/>.
- Durand, J.-M. & Niel, C. (2005). La problématique foncière agricole dans l'Ouest guyanais. Département de la Guyane. Saint-Laurent du Maroni, Guyane Française, Préfecture de la Guyane: 17.
- Europe-guyane.fr. (2004, 2004). "La liaison routière Apatou/Saint-Laurent." *La Guyane, territoire européen en Amazonie* Consulté le 15-03-2008, 2008, issu du site <http://www.europe-guyane.fr/index.php?rub=25&sec=143>.
- Farrugia, F. & Reder, M. (1999). Infrastructures routières en milieu tropical humide, DIREN Guyane, Silvolab Guyane, ENGREF: 27.
- Fléret, A. (1990). Le Problème foncier en Guyane, Université des Antilles et de la Guyane: 128.

- Grenand, P. & Grenand, F. (2000). Les peuples des forêts tropicales aujourd'hui : 4. Région Caraïbes : Guyanes, Bélice. Les Peuples des Forêts Tropicales Aujourd'hui. Bruxelles, AFBT-ULB. **IV: région Caraïbes, Guyanes, Bélice:** 478.
- Guirado, J. (2007). Les Incidences socio-économiques de la route Saint-Laurent / Apatou. R. G. s. d. ARUAG. Cayenne, Guyane Française: 6.
- Hourdin, S. & Dikan, A. E. (2001). Evaluation des impacts des routes projetées à l'intérieur de la forêt tropicale de la Guyane française. IUCN, Le Pou d'Agouti: 83.
- INSEE. (2004, 31-01-2008). "Institut National de la Statistique et des Études Économiques." Consulté le 14-03-2008, 2008, issu du site <http://www.insee.fr/>.
- Lejeune, F. (2007). "L'Agriculture en Guyane, entre traditions et modernisme." La Revue du GREF(18): 3.
- Maïs, J.-L. (2002). Dictionnaire Aluku / Aluku tongo buku, Défi Jeune, Région Guyane, La Poste.
- Mengin-Lecreulx, P. (1999). "Infrastructures routières dans les forêts tropicales humides." Infrastructures routières dans les forêts tropicales: Voies de développement ou voies de destruction?: 4.
- Ministère de l'agriculture et de la pêche (2007). Décret n°2007-1507 du 19 octobre relatif aux concessions foncières aux agriculteurs pratiquant la culture sur abattis à caractère itinérant en Guyane et modifiant le code du domaine de l'État. J. o. d. l. R. française, République française: 71.
- Moomou, J. (2004). Le Monde des marrons du Maroni en Guyane (1772-1860), Ibis rouge éditions.
- Orru, J.-F. (2001). Les Communautés isolées de Guyane et la France, de la colonisation à la globalisation. Université Paris III. Paris, Paris III. **Docteur:** 407.
- Scetauroute (2003). Avant-Projet Sommaire, Documents techniques, 1-Présentation générale de l'opération, 2- Comparaison des variantes, 3- Caractéristiques principales de la variante proposée, Documents de Synthèse. R. Guyane. Cayenne, Guyane Française: NN (>400).
- Scetauroute (2004). Dossier d'enquête publique (de type Bouchardeau). R. Guyane: 140.
- Sordet, F. (1997). Diagnostic communal d'une situation agraire : l'abattis chez les Kali'na d'Awala-Yalimapo (Guyane Française). Evolutions, places dans la vie de la communauté, et modes de pratique. ENSAM. Montpellier, ENSAM-CNEARC: 130.
- Wikipédia Bail emphytéotique. Wikipédia.
- Yakam-Nana, C. (2004). Le foncier rural en Guyane : état des lieux de la situation et perspectives d'amélioration: le cas particulier de la région Ouest Guyane. ISTOM. Montpellier, ISTOM, Chambre d'Agriculture de Guyane: 80.

ABRÉVIATIONS

ADIE : association pour le droit à l'initiative économique
AMEXA : assurance maladie des exploitants agricoles
ARUAG : agence régionale d'urbanisme et d'aménagement de la Guyane
CA : Chambre d'agriculture
CCOG : communauté de communes de l'Ouest guyanais
CNASEA : centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles
DAF : direction de l'agriculture et de la forêt de Guyane
DDE : direction départementale de l'équipement
DFP : domaine forestier permanent
Ecofog : unité mixte de recherche en écologie des forêts de Guyane
EPAG : établissement public d'aménagement de la Guyane. Sa mission est de mettre en valeur le foncier détenu par l'État en Guyane.
FEDER : fonds européen de développement
INSEE : institut national de la statistique et des études économiques
LOTI : loi sur l'orientation des transports intérieurs
MJC : maison des jeunes et de la culture
ONF : office national des forêts
PEAFOG : plan d'encadrement de l'agriculture familiale dans l'Ouest guyanais
PLU : plan local d'urbanisme
POS : plan d'occupation des sols
SAU : surface agricole utile

DÉFINITIONS

ADIE : association française pour le droit à l'initiative économique, qui aide des personnes exclues du marché du travail et du système bancaire classique à créer leur propre emploi.

AMEXA : assurance maladie des exploitants agricoles qui, pour 44€ par mois, permet aux agriculteurs d'être couverts contre les accidents du travail, d'être assurés, de cotiser pour leur retraite (Caisse générale de sécurité sociale, 2004)

Bail emphytéotique : Le bail emphytéotique est un bail immobilier de très longue durée, le plus souvent 99 ans mais pouvant atteindre 999 ans dans certains pays, qui confère au preneur un droit réel sur la chose donnée à bail, à charge pour lui d'améliorer le fonds en échange d'un loyer modique, les améliorations bénéficiant au bailleur en fin de bail sans que ce dernier ait à indemniser l'emphytéote. Le bail emphytéotique avait été à l'origine conçu pour la mise en valeur et l'entretien de grands espaces ruraux, mais il a vu son cadre d'application s'étendre à toutes sortes de biens immobiliers et s'applique donc aujourd'hui aux immeubles à usage industriel ou commercial, au même titre qu'aux immeubles agricoles ou d'habitation.

La situation des parties, dans un bail emphytéotique, est assez particulière puisque le locataire (appelé emphytéote) se voit reconnaître un véritable droit réel sur le bien qui lui est donné à bail. L'emphytéote est un quasi-propriétaire du bien qui lui est donné à bail (Wikipédia).

Barreau : route secondaire qui relie certains villages à la route principale

Bonis : ethnie *bushinengue* aussi appelée *aluku*

Bushinengue : groupe ethnique regroupant les *Paramaccas*, les *Saramakas*, les *Djukas* et les *Alukus*. Les *Bushinengues* sont aussi appelés Noirs marrons.

Campous : village sur le fleuve

Dégrad : embarcadère ou lieu où une embarcation peut accoster

Domaine forestier permanent : Le domaine forestier permanent est une zone créée par des décrets successifs (le 1^{er} datant du 04/07/08) dont la fonction est de protéger la forêt en l'aménageant de façon durable. Le DFP est l'équivalent d'une forêt domaniale de deux millions quatre cent mille hectares

Écart : hameau, *campou*.

Kwak, couac : semoule de manioc, base de l'alimentation sur le fleuve Maroni et dans toute la Guyane

Taki-taki : nom donné parfois à la langue *aluku* (*sranan tongo*), même si en fait ce mot signifie seulement « parler beaucoup », « bavard ».

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1: CARTES DE LA GUYANE FRANÇAISE EN AMÉRIQUE DU SUD ET DE LA ZONE D'ÉTUDE EN GUYANE-	6 -
FIGURE 2 : PHOTOGRAPHIE PANORAMIQUE D'UN ABATTIS DE MANIOC (JUILLET 2008)	12 -
FIGURE 3: CARTE DES TRAVAUX	15 -
FIGURE 5: LA PRÉSENCE D'UN JEUNE INTERPRÈTE (À GAUCHE SUR LA PHOTOGRAPHIE) A FACILITÉ GRANDEMENT LE TRAVAIL ET LA COMMUNICATION AVEC LES VILLAGEOIS.....	26 -
FIGURE 6 : SALLE DE LA MAIRIE D'APATOU LORS DE LA PERMANENCE DU PEAFOG LE 25 JUILLET 2008.	30 -
FIGURE 7 : CARTE DE LA ZONE ATTRIBUTIONS FONCIÈRES PRÉVUES PAR LE CNASEA (EN JAUNE).....	31 -
FIGURE 8 : VUE PANORAMIQUE D'UN ABATTIS DU VILLAGE DE SPARWINE (JUN 2008).....	33 -
FIGURE 9 : ÉTAT CIVIL DES CHEFS DE FOYER INTERROGÉS DE LA ZONE D'ÉTUDE	35 -
FIGURE 10 : SITUATION MARITALE DES CHEFS DE FOYER DE LA ZONE D'ÉTUDE	36 -
FIGURE 11 : PARTS DE RMI DANS LES FOYERS RECENSÉS.	36 -
FIGURE 12 : RÉPARTITION DES CHEFS DE FOYER SELON LEUR ANNÉE DE NAISSANCE.	37 -
FIGURE 13 : CARTE DES TERRAINS EN FONCTION DU CAMPOU D'ORIGINE DES CHEFS DE FOYER (CARTE PARTIELLE DE LA ZONE D'ÉTUDE)	38 -
FIGURE 14 : GRAPHIQUE DES SURFACES MOYENNES PAR VILLAGEOIS SELON LE CAMPOU D'ORIGINE DU CHEF DE FAMILLE	39 -
FIGURE 15 : PHOTOGRAPHIE DES CINQ HUITIÈMES D'UNE FRATRIE DANS LE VILLAGE DE SPARWINE (2 JUN 2008).....	39 -
FIGURE 16 : LE TRAVAIL DES FEMMES ET DES ADOLESCENTES SUR L'ABATTIS FAMILIAL (19 MAI 2008) ...	40 -
FIGURE 17 : GRAPHIQUE REPRÉSENTANT LE POURCENTAGE DE PERSONNES UTILISANT DES ENGRAIS ET DES HERBICIDES (SUR 61 PERSONNES INTERROGÉES).....	41 -
FIGURE 18 : GRAPHIQUE DE L'ÉQUIPEMENT MATÉRIEL DES FOYERS	41 -
FIGURE 19 : GRAPHIQUE REPRÉSENTANT LE POURCENTAGE D'ABATTIS PAR TECHNIQUE DE CULTURE UTILISÉE.	42 -
FIGURE 20 : TYPOLOGIE DES VILLAGEOIS DES CAMPOUS ENTRE LES CRIQUES SERPENT ET SPARWINE....	43 -
FIGURE 21 : RÉPARTITION DES FOYERS SELON LE TYPE DE PARTAGE DES TERRAINS	45 -
FIGURE 22 : PROPORTION D'ABATTIS MARCHANDS ET NON-MARCHANDS ENTRE LES CRIQUES SPARWINE ET SERPENT	46 -
FIGURE 23 : GRAPHIQUE DE LA PROPORTION DE VILLAGEOIS AYANT DES PROJETS LIÉS À LA CRÉATION DE LA ROUTE.....	46 -
FIGURE 24 : GRAPHIQUE REPRÉSENTANT LES PROJETS ÉVOQUÉS PAR 58 CHEFS DE FOYER.....	47 -
FIGURE 25 : CARTE PARTIELLE DE LA ZONE D'ÉTUDE, REPRÉSENTANT LES TERRAINS PAR COULEUR FONCTION DU NOMBRE DE PERSONNES NOURRIES PAR LESDITS TERRAINS	48 -
FIGURE 26 : GRAPHIQUE RASSEMBLANT LES OPINIONS DES CHEFS DE FOYER VIS-À-VIS DE LA ROUTE	49 -
FIGURE 27 : GRAPHIQUE DES ASPECTS POSITIFS ET NÉGATIFS DE LA ROUTE PERÇUS PAR LES HABITANTS DE SPARWINE ET DES CAMPOUS VOISINS	50 -
FIGURE 28 : PHOTOGRAPHIE DE LA CONSTRUCTION D'UNE PIROGUE À SPARWINE, 29 MAI 2008	60 -

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : TABLEAU DES POPULATIONS AUX DIFFÉRENTS RECENSEMENTS SUR LES COMMUNES D'APATOU ET DE SAINT-LAURENT-DU-MARONI	- 11 -
TABLEAU 2 : ESTIMATION DU NOMBRE DE FOYERS ET DU NOMBRE D'HABITANTS SUR LA ZONE D'ÉTUDE	- 22 -
TABLEAU 3 : EXEMPLES DE REVENUS DE FOYERS À SPARWINE	- 37 -
TABLEAU 4 : TABLEAU REGROUPANT LES PERSONNES DES CATÉGORIES BN0 ET BN1	- 44 -
TABLEAU 5 : SYNTHÈSE DES PROBLÈMES ET ÉBAUCHES DE SOLUTIONS	- 61 -

ANNEXES

ANNEXE 1 A : EXTRAIT DE LA LOI DE MODERNISATION AGRICOLE DE 2006 ; ARTICLE 100.....	73
ANNEXE 1 B : ORDONNANCE DU 2 SEPTEMBRE 1998, PUBLIÉE AU JOURNAL OFFICIEL, N°204 DU 4 SEPTEMBRE 1998	74
ANNEXE 1 C : DÉCRET N°2007-1507	76
ANNEXE 2 : CARTE DE L'OUEST GUYANAIS (EN BLEU) ET DE LA ZONE D'ÉTUDE (EN MARRON) A L'ÉCHELLE GUYANAISE.....	78
ANNEXE 3 A : GLOSSAIRE DES FRUITS ET LÉGUMES COURAMMENT CULTIVÉS SUR LES ABATTIS BUSHINENGUES (SRANAN TONGO ET APPELLATION FRANÇAISE)	79
ANNEXE 3 B : SUCCESSION DES CULTURES SUR LES ABATTIS BUSHINENGUES AU COURS DES ANNÉES (TECHNIQUE 1).....	84
ANNEXE 3 C : MODÈLE DE CYCLE DE CULTURE SIMPLIFIÉ D'UN ABATTIS FAMILIAL BUSHINENGUE (UN CYCLE DURE 3 À 4 ANS).....	84
ANNEXE 4 : CARTE DE LA LIAISON ROUTIÈRE ENTRE SAINT-LAURENT-DU-MARONI ET APATOU (GUYANE FRANÇAISE).....	85
ANNEXE 5 : GUIDE D'ENTRETIENS, BASE POUR LES ENTRETIENS AVEC LES HABITANTS DE SPARWINE	86
ANNEXE 6 : CALENDRIER RÉEL DES OPÉRATIONS D'AVRIL À OCTOBRE 2008.....	90
ANNEXE 7 A : QUESTIONNAIRE DESTINÉ AUX VILLAGEOIS.....	91
ANNEXE 7 B : QUESTIONNAIRE DESTINÉ AUX CHEFS COUTUMIERS DES VILLAGES	93
ANNEXE 8 : QUESTIONNAIRE DESTINÉ AUX INSTITUTIONNELS.....	95
ANNEXE 9 : TABLEAU RÉCAPITULATIF DES ENTRETIENS, ENTREVUES ET RÉUNIONS AVEC LES ACTEURS DU PROJET DE LIAISON ROUTIÈRE ENTRE APATOU ET SAINT-LAURENT-DU-MARONI.....	96
ANNEXE 10 : TABLEAU RÉCAPITULATIF DES VILLAGEOIS RENCONTRÉS AU COURS DE L'ÉTUDE	97
ANNEXE 11: FICHES À REMPLIR POUR UNE DEMANDE DE FONCIER AGRICOLE	998
ANNEXE 12 : TECHNIQUES UTILISÉES SUR LES ABATTIS	101
ANNEXE 13 : CARTE DES ABATTIS RELEVÉS AU GPS ENTRE LES CRIQUES SPARWINE ET SERPENT .	103
ANNEXE 14 : CARTE DES ABATTIS RÉPERTORIÉS AU COURS DE L'ÉTUDE SELON LEUR ÂGE	105
ANNEXE 15 : CARTE DE SPARWINE CAMPOU À BASTIEN CAMPOU REPRÉSENTANT LES ABATTIS MIS EN VALEUR (EN COULEUR) ET LES TERRAINS SUPPOSÉS COMME APPARTENANT AUX DIFFÉRENTS CHEFS DE FOYER (EN BLANC)	107
ANNEXE 16: CARTE DES FRONTS D'ABATTIS DEPUIS 1987 (ANNÉES 1987 : VERT, 2001 : JAUNE, 2006 : ORANGE ET 2008 : ROUGE)	109
ANNEXE 17 : CARTE DE LA ZONE D'ETUDE REPRESENTANT LES ABATTIS MIS EN VALEUR (EN ORANGE) ET LES FUTURES EXPLOITATIONS (EN VERT) SUSCEPTIBLES D'ETRE DEVELOPPES DANS LES PROCHAINES ANNEES.....	111

ANNEXE 1 A : EXTRAIT DE LA LOI DE MODERNISATION AGRICOLE DE 2006 ; ARTICLE 100

JORF n°5 du 6 janvier 2006 page 229
texte n° 2

LOI
LOI n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole (1)

NOR: AGRX0500091L

- Article 100

I. - Les deux premiers alinéas de l'article L. 91-1 du code du domaine de l'Etat sont ainsi rédigés :
« Dans le département de la Guyane, les terres dépendant du domaine privé de l'Etat, à l'exclusion des terrains situés dans les zones identifiées pour l'intérêt de leur patrimoine naturel dans le cadre de l'inventaire prévu à l'article L. 411-5 du code de l'environnement ou des terres faisant l'objet des mesures de protection prévues aux articles L. 331-1 et suivants, L. 332-1 et suivants, L. 341-1 et suivants, L. 342-1 et L. 411-2 et suivants du même code, peuvent, dans la limite des superficies effectivement mises en valeur, faire l'objet de cessions gratuites aux titulaires de baux emphytéotiques à vocation agricole depuis plus de dix ans, ou aux titulaires de concessions accordées par l'Etat en vue de la culture et de l'élevage qui ont réalisé leur programme de mise en valeur à l'issue d'une période probatoire de cinq ans, pouvant être prorogée d'une ou plusieurs années dans la limite de cinq ans supplémentaires.

« Le cessionnaire doit s'engager à maintenir l'usage agricole des biens cédés pendant trente ans à compter de la date de transfert de propriété, cette période de trente ans étant réduite de la durée effective de la période probatoire pour les titulaires de concessions ou réduite de la période de mise en valeur antérieure pour les baux emphytéotiques. »

II. - Après l'article L. 91-1-1 du même code, il est inséré un article L. 91-1-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 91-1-2. - Dans le département de la Guyane, les terres dépendant du domaine privé de l'Etat peuvent faire l'objet de concessions foncières accordées par l'Etat aux agriculteurs pratiquant une agriculture sur abattis à caractère itinérant.

« Les conditions d'application du présent article sont définies par un décret en Conseil d'Etat. »
III. - Le chapitre IV du titre IV du livre Ier du code rural est complété par un article L. 144-7 ainsi rédigé :

« Art. L. 144-7. - Dans le département de la Guyane, le droit de préemption institué aux sections 1 et 2 du chapitre III du présent titre est exercé par l'établissement public d'aménagement créé en application de l'article L. 321-1 du code de l'urbanisme. »

ANNEXE 1 B : ORDONNANCE DU 2 SEPTEMBRE 1998, PUBLIÉE AU JOURNAL OFFICIEL, N°204 DU 4 SEPTEMBRE 1998

Ordonnance n° 98-777 du 2 septembre 1998 portant dispositions particulières aux cessions à titre gratuit des terres appartenant au domaine privé de l'État en Guyane et modifiant le code du domaine de l'État (partie législative)

NOR : INTX9800108R

Le Président de la République,
Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de l'intérieur,
[Vu la Constitution](#), et notamment ses articles 38 et 73 ;
[Vu le code du domaine de l'Etat](#) ;
[Vu le code minier](#) ;
[Vu la loi no 98-145](#) du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer ;
Vu les saisines du conseil régional et du conseil général de la Guyane en date du 7 juillet 1998 ;
Le Conseil d'Etat entendu ;
Le conseil des ministres entendu,
Ordonne :

Article 1er

Le [code du domaine de l'Etat](#) (partie Législative) est modifié ainsi qu'il suit :

I. - Le troisième alinéa de l'article L. 91-1 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Peuvent également bénéficier de cessions gratuites les agriculteurs qui, depuis leur installation, antérieure à la date de publication de l'[ordonnance no 98-777](#) du 2 septembre 1998 et pendant une période d'au moins cinq ans, ont réalisé l'aménagement et la mise en valeur des terres mises à leur disposition par l'Etat, les ont exploitées directement à des fins exclusivement agricoles et qui s'engagent à les maintenir à cet usage pendant trente ans à compter de la date de transfert de propriété. »

II. - L'article L. 91-1 du [code du domaine de l'Etat](#) est complété par l'alinéa suivant :

« Les dispositions du présent article sont applicables aux personnes morales dont l'objet est essentiellement agricole et dont plus de 50 % du capital social est détenu par des personnes physiques répondant aux conditions requises pour bénéficier à titre individuel de ces dispositions. »

III. - La section IV du chapitre III du titre IV du livre IV du même code devient la section V.

Les articles L. 91-4 et L. 91-5 deviennent respectivement les articles L. 91-7 et L. 91-8.

IV. - Il est créé une nouvelle section IV au chapitre III du titre IV du livre IV du même code intitulée : « Cessions de terrains domaniaux n'entrant pas dans les catégories régies par les sections I, II et III. »

Cette section comprend les articles L. 91-4 à L. 91-6 ainsi rédigés :

« Art. L. 91-4. - A l'intérieur de zones délimitées par l'autorité administrative après consultation des communes et en tenant compte tant des documents d'urbanisme en vigueur que de l'état effectif d'occupation des sols, les terrains peuvent faire l'objet de cessions gratuites à des personnes physiques dans les conditions prévues à la présente section.

« Art. L. 91-5. - Peuvent bénéficier de cessions gratuites les personnes physiques occupant, à la date de publication de l'[ordonnance no 98-777](#) du 2 septembre 1998, sur les terrains mentionnés à l'article précédent, des constructions principalement affectées à leur habitation.

« Ces personnes ne doivent pas être déjà, directement ou par personnes interposées,

propriétaires d'un bien immobilier ou titulaires d'un droit réel immobilier, à moins que ce droit n'entre dans le champ d'application des dispositions de l'[article 68-13](#) du code minier.

« A la date de leur demande de cession, les mêmes personnes doivent :

« - avoir leur domicile fiscal en Guyane ;

« - être soit ressortissantes d'un Etat membre de la Communauté européenne, soit détentrices d'un titre de séjour régulier d'une durée supérieure à un an.

« Art. L. 91-6. - La cession gratuite ne peut porter que sur un seul terrain, dont la superficie ne doit pas excéder un plafond déterminé par décret.

« Ce terrain ne peut faire l'objet, à peine de nullité de la cession, d'une aliénation volontaire pendant une durée de quinze ans à compter de son acquisition. »

Article 2

Le Premier ministre, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'agriculture et de la pêche, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera publiée au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 2 septembre 1998.

Jacques Chirac

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Lionel Jospin

Le ministre de l'intérieur,

Jean-Pierre Chevènement

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,

Dominique Strauss-Kahn

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Louis Le Pensec

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,

Jean-Jack Queyranne

Le secrétaire d'Etat au budget,

Christian Sautter

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Décret n° 2007-1507 du 19 octobre 2007 relatif aux concessions foncières aux agriculteurs pratiquant la culture sur abattis à caractère itinérant en Guyane et modifiant le code du domaine de l'Etat

NOR : AGRP0750624D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article L. 91-1-2 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 5141-1, L. 5141-2 et L. 5141-3 ;

Vu la saisine du conseil régional de Guyane en date du 14 décembre 2006 ;

Vu la saisine du conseil général de la Guyane en date du 13 décembre 2006 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. – La section I du chapitre III du titre IV du livre IV du code du domaine de l'Etat (partie réglementaire) est modifiée conformément aux articles suivants.

Art. 2. – I. – Les trois alinéas de l'article R. 170-32 constituent un I.

II. – II est ajouté à cet article un II ainsi rédigé :

« II. – Toutefois, les concessions foncières en vue de la culture sur abattis à caractère itinérant portent sur des terres d'une superficie maximale de vingt hectares et sont conclues pour une durée de cinq ans renouvelable par tacite reconduction dans la limite d'une durée totale de vingt ans à compter de la concession initiale.

« Ces concessions sont accordées sur le territoire des communes dont la liste est fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture et du ministre chargé de l'outre-mer, au sein de périmètres délimités par arrêté préfectoral dans les zones où, à la date d'entrée en vigueur du décret n° 2007-1507 du 19 octobre 2007, se pratique la culture sur abattis à caractère itinérant et en tenant compte des enjeux d'environnement et de la nécessaire préservation d'autres activités économiques après avis du conseil municipal de la commune concernée et de l'Office national des forêts.

« Pendant la durée de la concession, le concessionnaire est tenu de réaliser, de façon progressive, la mise en valeur agricole de la superficie concédée exploitable. Le service de l'Etat chargé de l'agriculture procède tous les cinq ans à un contrôle de l'effectivité de la mise en valeur agricole.

« A l'expiration de la concession, le concessionnaire qui n'a pas renoncé à la concession ou n'en a pas été déchu peut bénéficier, sur sa demande, en application de l'article L. 5141-2 du code général de la propriété des personnes publiques, du transfert de propriété des terres concédées qu'il a effectivement exploitées dans les conditions prévues à l'article R. 170-43. Aucune cession ne peut intervenir tant que la superficie minimale à exploiter fixée dans l'acte de concession, égale au moins à un quart de la superficie concédée, n'a pas été mise en valeur.

« Lorsque la cession porte, en application de l'alinéa précédent, sur une partie des terres concédées, la concession initiale peut être renouvelée sur les terres non cédées. »

Art. 3. – I. – L'article R. 170-33 est ainsi modifié :

– à la deuxième phrase du 3^e, après le mot : « ou » sont ajoutés les mots : « sauf dans le cas des concessions en vue de la pratique de l'agriculture sur abattis à caractère itinérant » ;

– le cinquième alinéa est complété par la phrase suivante : « Les dispositions du présent alinéa ne sont pas applicables aux concessions en vue de la pratique de l'agriculture sur abattis à caractère itinérant. »

II. – Au premier alinéa de l'article R. 170-34, après les mots : « le programme des travaux », sont insérés les mots : « et, lorsqu'il s'agit d'une concession prévue au II de l'article R. 170-32, la superficie minimale à exploiter ».

III. – Le 3° de l'article R. 170-35 est complété par la phrase suivante : « Pour les concessions foncières en vue de la pratique de l'agriculture sur abattis à caractère itinérant, le programme technique et économique intègre des mesures environnementales. »

IV. – Le I de l'article R. 170-38 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Dans le cas des concessions foncières destinées à la culture sur abattis à caractère itinérant, la transmission de la concession peut être demandée par les collatéraux du concessionnaire dès lors que ceux-ci ont, antérieurement à cette transmission, participé à la mise en valeur de la surface concédée et que le conjoint ou les descendants ou les ascendants du concessionnaire ou leurs conjoints ne demandent pas cette transmission en application du deuxième alinéa. La durée de ces concessions n'est pas prorogée en cas de transmission quelle que soit la durée de concession restant à courir. »

V. – Au 2° de l'article R. 170-41 les mots : « deuxième et troisième alinéas de l'article R. 170-38 ; » sont remplacés par les mots : « deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article R. 170-38 ; ».

VI. – Le premier alinéa de l'article R. 170-43 est remplacé par les dispositions suivantes : « La cession ne peut intervenir qu'en dehors des zones protégées mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 5141-2 du code général des propriétés des personnes publiques et si l'intéressé s'est acquitté de l'ensemble de ses obligations et notamment si le programme des travaux a été exécuté. »

Art. 4. – I. – Il est rétabli à l'article R. 170-31 un 2° ainsi rédigé : « 2° De baux emphytéotiques à vocation agricole dans les conditions prévues aux articles R. 170-44-1 et R. 170-44-2 ; ».

II. – Après l'article R. 170-44 sont insérés deux articles ainsi rédigés :

« **Art. R. 170-44-1. –** Les terres qui font l'objet de baux emphytéotiques à vocation agricole depuis plus de dix ans peuvent, hors des zones protégées mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 5141-2 du code général des propriétés des personnes publiques, être cédées aux titulaires de ces baux si ceux-ci se sont acquittés de l'ensemble de leurs obligations et dans la limite des superficies qu'ils ont effectivement et personnellement mises en valeur.

« La demande de cession est formulée par le preneur auprès du préfet six mois au plus tard avant l'expiration du bail. En l'absence de décision du préfet à la date d'expiration du bail, ce dernier est prorogé de plein droit pour une durée d'un an.

« **Art. R. 170-44-2. –** Le transfert de propriété a lieu à titre gratuit.

« Les dispositions des articles R. 170-66, R. 170-67, R. 170-68, R. 170-69 et du premier alinéa de l'article R. 170-70 sont applicables aux baux emphytéotiques et aux cessions de terres faisant l'objet de tels baux.

« Le transfert de propriété est consenti sous la condition résolutoire que l'immeuble soit exploité à des fins agricoles par le cessionnaire, ses héritiers ou ses ayants cause, pendant trente ans à compter de la date de la cession, déduction faite de la période de mise en valeur antérieure.

« Si le préfet constate que l'immeuble cédé n'est plus exploité à des fins agricoles, il met en demeure le cessionnaire, ses héritiers ou ses ayants cause de régulariser la situation dans un délai maximum de douze mois. Lorsque la mise en demeure est restée infructueuse ou à défaut de régularisation dans ce délai, le préfet demande à l'intéressé de restituer l'immeuble cédé ou l'autorise à en conserver la propriété dans les conditions fixées à l'article R. 170-71. »

Art. 5. – La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi, le ministre de l'agriculture et de la pêche, le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique et le secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 octobre 2007.

FRANÇOIS FILLON

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
MICHEL BARNIER

*La ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,*
MICHÈLE ALLIOT-MARIE

*La ministre de l'économie,
des finances et de l'emploi,*
CHRISTINE LAGARDE

*Le ministre du budget, des comptes publics
et de la fonction publique,*
ERIC WOERTH

*Le secrétaire d'Etat
chargé de l'outre-mer,*
CHRISTIAN ESTROSI

ANNEXE 2 : CARTE DE L'OUEST GUYANAIS (EN BLEU) ET DE LA ZONE D'ÉTUDE (EN MARRON) A L'ÉCHELLE GUYANAISE



ANNEXE 3 A : GLOSSAIRE DES FRUITS ET LÉGUMES COURAMMENT CULTIVÉS SUR LES ABATTIS BUSHINENGUES (SRANAN TONGO ET APPELLATION FRANÇAISE)

alichi

riz



atuku

corrossol



ecofog.cirad.fr

bakouba

bacôves



baana

bananes



Belibong / fuyapeng Châtaigne pays



ecofog.cirad.fr

Copyright EB Brennan, 1995

dashin dachine



ecofog.cirad.fr

djinja gingembre



ecofog.cirad.fr

gombo



kalou maïs



<http://ecolequintenic.blogspot.letelegra>

kassaba manioc



komukomu

concombre



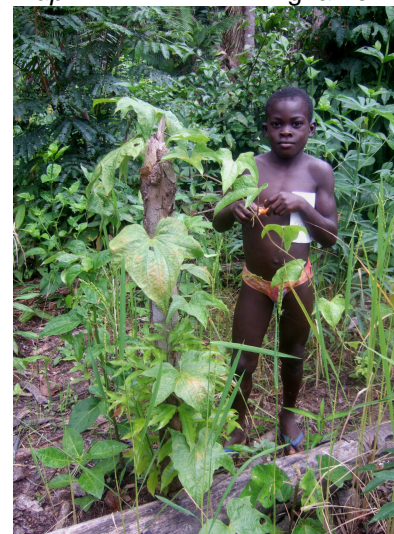
lemiki

citron



napi

igname



kousoubanti

haricots kilomètre



nanachi

ananas



patata

patate douce



pepre

piment



pinda

cacahuète



<http://ecolequintenic.blogs.letelegram.me.com>

peechina

orange



Suku keng

Canne à sucre



sopolopo / sorrossi concombre rugueux



Suu / taya tayove



wataamu Pastèque



Autres plantes cultivées sur les abattis et plus ou moins déterminées...



ANNEXE 3 B : SUCCESSION DES CULTURES SUR LES ABATTIS BUSHINENGUES AU COURS DES ANNÉES (TECHNIQUE 1)

Année	1	2	3	4	5	6	7	8	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	
Cultures	cycle 1			jachère courte	cycle2			jachère courte	cycle 3			jachère longue										
	1: préparation abattis,				6: reprise abattis,				11: reprise abattis,													
	2: cultures cycles courts,				7: cultures cycles courts,				12: cultures cycles courts,													
	3: cultures cycles moyens et longs				8: cultures cycles moyens et longs				13: cultures cycles moyens et longs													
envahissement mauvaises herbes				envahissement mauvaises herbes				baisse significative de la fertilité														

ANNEXE 3 C : MODÈLE DE CYCLE DE CULTURE SIMPLIFIÉ D'UN ABATTIS FAMILIAL BUSHINENGUE (UN CYCLE DURE 3 À 4 ANS)

Année 1												Année 2												Année 3												Année 4											
Ao	Juil	Ao	Se	Oc	Nv	Dc	Jv	Fv	Ms	Av	Ma	Ju	Juil	Ao	Se	Oc	Nv	Dc	Jv	Fv	Ms	Av	Ma	Ju	Juil	Ao	Se	Oc	Nv	Dc	Jv	Fv	Ms	Av	Ma	Ju	Juil	Ao									
Sabrage - Abattage				Brûlis		Brûlis		Plantation 1 Plantes à cycles courts		Récolte 1 Plantes à cycles courts																																					
						Nettoyage de l'abattis, désherbage		Plantation 2 Plantes à cycles courts et moyens				Récolte 2 Plantes à cycles courts et moyens																																			
								Plantes à cycles longs														Plantes à cycles longs																									
																Remplacement des plantations après récolte												Plantes à cycles longs										Cueillette									
										Dachine, Mais Piment, Igname Aubergines Haricots Gombos, Riz Concombre Gingembre		Aubergines Haricots Pastèques		Patates douces Ignames - Manioc Taro Piments Gingembre		Manioc Bananes Canne à sucre Ananas												Manioc Bananes Canne à sucre Ananas																			

The map shows the Maroni River flowing from the top left towards the bottom right. To the west of the river is the territory of Surinam, labeled in large red letters. To the east is French Guiana. Key locations include Saint-Laurent-du-Maroni at the top, Apatou at the bottom left, and various islands like Île Portal, Île Bastien, and Île la Moitié. The map is densely populated with names of smaller settlements, rivers, and geographical features. A scale bar at the bottom right indicates distances in meters (0, 750, 1500).

85

Hélène FEUILLY

Mémoire de stage GEEFT 2007-2008

Désenclavement de villages du Maroni : impacts sur le foncier agricole et forestier

ANNEXE 5 : GUIDE D'ENTRETIENS, BASE POUR LES ENTRETIENS AVEC LES HABITANTS DE SPARWINE

		merci	gaan tangi fu yu	Comment allez-vous?	fa i e go?		
		bonjour	u weki	Au revoir	Tang mooi		
		bonjour (après midi)	u miti		Bye bye		
		bonsoir	a tapu				
		peux-tu parler lentement?	yu sa taki saafi?				
		je peux vous demander quelque chose?	mi kan aksi yu sani?				
Le chef d'exploitation							
		j'aimerais savoir qui tu es	mi wani sabi sama na yu				
		Comment vous appelez-vous?	Fa de kali yu nen?				
		Quel est votre nom de famille?	Fa yu famiri nen?				
		Quel est votre prénom?	Fa yu baka nen?				
		Quand êtes-vous né?	Oten yu meki?				
		De quel pays venez-vous (France / Suriname)?	o konde yu komopo? (faanchi / saanang)				
		Quand vous êtes-vous installés dans ce village?	Odi yali yu libi ini Sparwine?				
		A quelle ethnie appartenez-vous?	Odi foluku yu de?	(djuka, aluku, nenge)			
		Quel âge avez-vous?	Omeng yali yu abi?	(mi abi twenti yali)			
		Êtes-vous marié? Avec qui?	yu de toow ? yanga sama?				
		combien de femmes as-tu?	Omeng uman yu abi?				
		combien d'enfants as-tu?	Omeng piking yu abi?		jeune	yonku	
		Quelles langues parlez-vous?	Odi tongo yu taki?				
		Quelle est votre situation professionnelle?	Yu wooko?	Sorto wooko yu du?			
		Quelles activités faites-vous pour vivre (cultures, élevage, chasse, pêche, autres)?	Odi sani yu e du fu libi (goong, kweki, onti, uku, taa)?				
		Que veux-tu faire plus tard?	O-sang yu o wani du lati?				

Abattis	abattis personnel?	eigi goong?	en commun / ensemble	makandi					
	Combien de personnes partagent le même abattis?				Omeng sama abi a seefi goong?				
	Combien de personnes travaillent sur votre exploitation? Combien de temps par jour?		Omeng sama na wooko ini yu goong? Omeng yuu ini wan dei?						
	Combien d'abattis as-tu?		Omeng goong yu abi?						
	Tu habites loin de ton abattis?		yu tang langa yu goong?	où vas-tu pour cultiver?		pe yu e go fu yu goong?			
	Quelle est la taille de ton abattis?		odi bigi na yu goong?						
	Qu'est-ce que tu fais sur ton abattis?		sa yu e du ini yu goong?						
	quelles espèces ?		odi sowtu?						
	à qui appartient ce terrain?		sama ya a doti de?						
	Après combien d'années l'abattis est-il épuisé?		A goong na weli baka omeng yali?						
	Evolution de l'abattis et des rendements		Yu kengi guluntu ala yali?		Tu changes de culture tous les ans?				
	Que fais-tu la 1ère année?		O-sang yu du fochi yali?		après		baka		
	1A:		5A:						
	2A: A tu?		6A:						
	3A: A dii?		7A:						
	4A:		8A:				marécage	swampu	
	D'où vient cette façon de cultiver?		Pe a sowang paandi fachi kong?						
	Y a-t-il des arbres fruitiers sur ton abattis?		Yu e abi chii-bong ini a goong?				chii	fruits	
							plante		
							médicinale	obia wiwii	concombre comucomu
	Pourquoi faites vous un abattis?		Sang ede yu du goong de?						papaye papai
	pour votre propre consommation		fu yu eigi poli				noix de coco	kokoo noto	manioc kasaba
	pour avoir de la terre pour les enfants		fu abi doti fu yu piking				corossol	atuku	igname napi
		pour vendre	fu seli niang niang				orange	pee china	ananas nanachi
		autre chose:	taa sani:				goyave	agobaya	avocat avoka
							pomme	apa	banane baana
							pastèque	wataamu	dachine dachini
Élevage	kweki		Maraîchage						
	quoi ?		O-sang?	espèces ?		O-sang?			
	nombre		Omeng?	quelle quantité?		Odi ipi?			
							poule	uman foo	poulailler
							porc	agu	planter
							poney	piking achi	foo osu paandi

Vente des produits		Yu seli?											
Seli	qui vend?	Sama e seli?											
	quand?	Yu e seli oteng?		à quel prix vends-tu?	Omeng moni yu seli?								
	quels produits?	Sang yu seli?		à qui vends-tu?	Fu odi sama yu seli?								
	où est le marché?	Pe a wowoyo de?						maître d'école	chikoonenge				
	où vas-tu?	Pe yu e go?						pêcheur	fichi man				
Autres activités et sources de revenus				autres travaux	taa wooko			orpailleur	gowtu-man				
	Vous travaillez seulement sur votre abattis?			yu wooko wawang yu goong?				bureau	kantoo				
	Combien gagnes-tu en tout par mois?			Omeng yu wan mung wini?				charpentier /					
	Qu'achètes-tu avec l'argent?			Osang yu bai anga moni?				maçon	meki osu man				
								vendeur	seli-man				
	Tu gagnes de l'argent avec ...	Yu wini moni anga ...											
		RMI		RMI?									
		chômage		chômage?									
		d'autres choses?		taa-wang sani?									
	Tu fais autre chose pour gagner de l'argent ou pour vivre?			Yu du taa wooki fu wini moni efu libi?				gwana	iguane	kami	agami		
	<i>Tu sculptes le bois?</i>			Yu e tembe udu?				koo	tortue	kuyaki	toucan		
	<i>Tu fabriques des pirogues?</i>			Yu e tembe boto?				gambei	tatou géant	kapachi	tatou		
	<i>Tu as un travail en ville?</i>			Yu e wooko ini St-Laurent?									
	<i>Tu chasses?</i>			Yu e onti?				tamanua	tamanoir	mila foiti	fourmilier		
	<i>Tu pêches?</i>			Yu e uku?				babung	singe hurleur	mongi / yapiy	singe		
	Quand tu vas à la chasse, quels animaux as-tu l'habitude de tuer?			Di e yu go na onti odi meti yu e gweenti kii?				pileng	piranha				
	tu vas loin pour chasser?			yu go faawe fu onti?				kwata	singe araignée	kuchii	ouistiti		
	Quand tu vas à la pêche, quels animaux as-tu l'habitude de tuer?			Di e yu go na uku odi meti yu e gweenti kii?				sanglier	pakila	pingo	cochon bois		
								bofo	tapir	konkoni	agouti		
								kapuwa	cabiaï	dia	biche		
	Quel est l'activité la plus importante pour toi?			Odi wooko yu du e bigi?				peni bubu	jaguar	popoke	lamantin		
	tu as un(e)... ?	yu abi wan... ?						kwachi-kwachi	coati	yundu	loutre		
	<i>pirogue à moteur</i>			muntolu boto				lebi bubu	puma				
	<i>pirogue à pagaie</i>			pali boto									
	<i>filet</i>			seepi				pileng	piranha				
	<i>hache</i>			akichi				waaku	carpe				
	<i>houe</i>			tchapu				kumalu	coumarou				
								kaabu	crabe				

ANNEXE 6 : CALENDRIER RÉEL DES OPÉRATIONS D'AVRIL À OCTOBRE 2008

Date																																																																																																																																								
Semaine	25/02/2008				03/03/2008				10/03/2008				17/03/2008				24/03/2008				31/03/2008				07/04/2008				14/04/2008				21/04/2008				28/04/2008				05/05/2008				12/05/2008				19/05/2008				26/05/2008				02/06/2008				09/06/2008				16/06/2008				23/06/2008				30/06/2008				07/07/2008				14/07/2008				21/07/2008				28/07/2008				04/08/2008				11/08/2008				18/08/2008				25/08/2008				01/09/2008				08/09/2008				15/09/2008				22/09/2008				29/09/2008				06/10/2008				13/10/2008			
Site	Montpellier				1				2				3				4				5				6				7				8				9				10				11				12				13				14				15				16				17				18				19				20				21				22				23				24				25				26				27				28																							
	bilbliographie et présoutenance				prise de contact avec les différents acteurs (ARUAG, ONF, DAF) et bibliographie supplémentaire + rédaction d'un 2ème rapport de présoutenance				Étude et entretiens à Sparouine et New Libi				traitement des premières données et cartographie ie				Étude et entretiens à Sparouine et Tolinche				traitement de données, ONF Cayenne, ONF St Laurent, ARUAG Cayenne				Étude et entretiens dans les environs de Sparouine, NewLibi, Tolinche, Bastien et Pimpin				traitement de données, ONF Cayenne, CNASEA, PEAFOG				Extra				Rédaction des rapports, traitement des données, derniers rendez-vous à Cayenne, préparation du module				module FTH 2008				dernières préparations , rédaction ultime, révision du powerpoint et soutenance																																																																																											
Etapes	Présoutenance Cadrer le sujet du stage et informer la direction des études sur ce stage				mise en place de la méthodologie, recadrage du sujet et des objectifs, logistique				Obtenir une analyse détaillée du fonctionnement des villages et déterminer leurs zones d'influence																				Produire un rapport de soutenance pour la direction des études				mercredi 24 septembre				jeudi 25 septembre				mardi 14 octobre																																																																																															
Objectifs																																	restitution UMR Ecofog				restitution mairie de StLaurent								soutenance ENGREF Montpellier																																																																																											

L'étudiante a passé 135 jours sur place (en Guyane), selon les modalités de ce calendrier

ANNEXE 7 A : QUESTIONNAIRE DESTINÉ AUX VILLAGEOIS

Entretiens : systèmes agricoles et perspectives des populations					
Site	nom commune _____				
	nom village _____				
Le chef d'exploitation	âge _____				
	NOM _____		statut marital _____		
	prénom _____		groupe ethnique _____		
	adresse _____		langue(s) parlée(s) _____		
	nationalité _____		situation professionnelle _____		
	date d'installation sur le village _____				
	histoire de la famille _____				
Composantes du système d'activités	famille (nombre d'enfants et de femmes) _____				
	scolarisation des enfants oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>				
	nombre d'UTAF (Unité de Travail Agricole Familial) _____				
	activités cultures <input type="checkbox"/> élevage <input type="checkbox"/> autres <input type="checkbox"/>				
	système de culture hérité oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>				
	objectifs _____				
Abattis	personnel <input type="checkbox"/>		en commun <input type="checkbox"/>		
	nombre de personnes impliquées : _____				
	Nombre de parcelles exploitées _____				
	Emplacement / proximité à l'habitation _____				
	Surface, Taille _____				
	Cultures et espèces _____				

	Evolution de l'abattis et des rendements				
	1A: _____		5A: _____		
	2A: _____		6A: _____		
	3A: _____		7A: _____		
	4A: _____		8A: _____		
	Origine de cette technique? _____				
	Utilisation de l'espace (association agroforesterie?) _____				
	Objectif(s): <input type="checkbox"/> autoconsommation <input type="checkbox"/> vente autre: _____				
	<input type="checkbox"/> autarcie alimentaire				
	<input type="checkbox"/> appropriation de la terre pour les enfants (marqueurs fonciers)				
Élevage	espèces ? _____		Maraîchage espèces ? _____		
	variétés ? _____		variétés ? _____		
	nombre _____		quantité _____		
Vente des produits	non <input type="checkbox"/>		parfois si surplus <input type="checkbox"/>		toujours <input type="checkbox"/>
	par qui? _____				
	à qui? _____				
	quels produits? _____				
	où? _____		distance? _____		

ANNEXE 7 B : QUESTIONNAIRE DESTINÉ AUX CHEFS COUTUMIERS DES VILLAGES

Entretiens des autorités traditionnelles			
Site	nom commune	nombre d'habitants	
	nom village		
Autorité traditionnelle		âge	
	NOM	statut marital	
	prénom	groupe ethnique	
	adresse	langue(s) parlée(s)	
	nationalité	situation professionnelle	
	date d'installation sur le village		
	rôle du capitaine ou de l'autorité traditionnelle?		
Historique du village	date de création du village		
	parlez-moi de votre village		
	combien de familles y-a-t-il dans ce village?		
	nombre d'agriculteurs		
	flux migratoire?		
	origines des villageois?		
	nouveaux arrivants?		
liens entre les villageois? (entraide? prêts?)			
Droit coutumier et accès à la terre	normes d'accès		
	normes de transmission		
	répartition du foncier agricole		
	partage de la terre		
	régularisation du foncier:		
	ayants-droit direct	oui <input type="checkbox"/>	non <input type="checkbox"/>
	utilisateurs autorisés sans ayants-droit	oui <input type="checkbox"/>	non <input type="checkbox"/>
	utilisateurs non autorisés	oui <input type="checkbox"/>	non <input type="checkbox"/>
	Conflits	conflits pour l'accès	
conflits pour les règles d'exploitation		oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	
instances d'arbitrage et prise de décision		oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	
départ des jeunes		oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	

ANNEXE 8 : QUESTIONNAIRE DESTINÉ AUX INSTITUTIONNELS

Entretiens avec les responsables et les acteurs du projet						
Institution	sigle :					
	nom complet :					
L'acteur de type institutionnel						
	NOM :					
	Prénom :					
	Profession exacte :					
	Date :					
Rôle de l'institution vis-à-vis du projet de liaison routière :						
Opinion officielle de l'institution sur ce projet :						
Opinion officieuse de l'acteur sur ce projet :						
Mission et travaux effectués :						
Documents consultables :						
Observations ou autres points développés:						

ANNEXE 9 : TABLEAU RÉCAPITULATIF DES ENTRETIENS, ENTREVUES ET RÉUNIONS AVEC LES ACTEURS DU PROJET DE LIAISON ROUTIÈRE ENTRE APATOU ET SAINT-LAURENT-DU-MARONI

Phase préparatoire

Date	Horaires	Lieu	NOM	Prénom	Institution	Fonction		
10/04/2008	8h-9h	Conseil régional (Cayenne)	ALIKER	Luciana	Conseil régional de Guyane	Chef du service désenclavement du conseil régional	0594 27 11 96	luciana.aliker@cr-guyane.fr
10/04/2008	9h-9h30	Conseil régional (Cayenne)	LABARTHE	Laurent	Conseil régional de Guyane	Chargé de mission au service aménagement du territoire	0594 27 12 36	laurent.labarthe@cr-guyane.fr
10/04/2008	10h-11h	ARUAG (Cayenne)	VAN DEN ABEELE	Claire	Agence d'urbanisme	Responsable de PLU de Saint-Laurent	593 28 49 20	claire.vandenabeele@aruag.fr
10/04/2008	10h-11h	ARUAG (Cayenne)	GUIRADO	Juliette	Agence d'urbanisme	Chargée d'études principale de l'ARUAG	0594 28 49 20	aruag@aruag.fr
10/04/2008	11h-12h	ONF Cayenne	GUITET	Stéphane	Office national des forêts	Chargé de recherche au pôle technique de l'ONF Guyane	0594 25 53 95	stephane.guitet@onf.fr
16/04/2008	10h-12h	Saint-Laurent	TESSIER	Yannick	DAF Saint-Laurent	Chef de Service de l'Ouest guyanais	0594 34 74 04	yannick.tessier@agriculture.gouv.fr
24/04/2008	9h-11h	ARUAG (Cayenne)	GUIRADO	Juliette	Agence d'urbanisme	Chargée d'études principale de l'ARUAG	0594 28 49 20	aruag@aruag.fr
29/04/2008	13h-18h	Saint-Laurent / Sparwine	ASSEMAT	Samuel	Chambre d'agriculture de Saint-Laurent	Responsable du PEAFOG	0594 34 36 57	assemat.s@netcourrier.com
29/04/2008	13h-18h	Saint-Laurent / Sparwine	TESSIER	Yannick	DAF Saint-Laurent	Chef de Service de l'Ouest guyanais	0594 34 74 04	yannick.tessier@agriculture.gouv.fr
29/04/2008	18h-18h30	Saint-Laurent		Pascal	ONF Saint-Laurent	Technicien de l'ONF		

ANNEXE 10 : TABLEAU RÉCAPITULATIF DES VILLAGEOIS RENCONTRÉS AU COURS DE L'ÉTUDE

Date	Horaires	Lieu	NOM	Prénom	Institution	Fonction	
15/05/2008	14h-14h30	Sparouine	MISIEDJAN	Hélène	village		abattis de sa mère
16/05/2008	10h-10h30	Sparouine	CANTOU	Joël	village	Capitaine de Sparouine	entretien autorité traditionnelle
16/05/2008	16h-17h	Sparouine	CANTOU	Marie	village		présentation de son abattis
19/05/2008	10h-13h	Sparouine	MISIEDJAN	Bakassié	village		présentation de son abattis (+ travail sur celui-ci)
20/05/2008	9h-11h30	New Libi	LAMPOU	Oscar	village	fabrique de briques + bassa communication	présentation à différents villageois et
20/05/2008	10h-10h30	NewLibi	BANKOOI	Bushman	hameau		présentation au hameau de New Libi
23/05/2008	16h30-19h30	Sparouine	LAMPOU	Oscar	village	fabrique de briques + bassa communication	relevés GPS de 5 abattis
24/05/2008	16h30-19h30	Sparouine	LAMPOU	Oscar	village	fabrique de briques + bassa communication	relevés GPS 1 abattis + entretiens
24/05/2008	16h30-17h	NewLibi	LAMPOU	Brian	hameau		présentation de son abattis
24/05/2008	17h-17h30	Sparouine	LAMPOU	Lina	village		présentation de son abattis
24/05/2008	17h30-18h	NewLibi	LAMPOUER	Jan	hameau		présentation de son abattis
26/05/2008	8h-9h15	Sparouine	LAMPOU	Tigwana	village	constructeur de pirogue	présentation de son abattis + relevés GPS
27/05/2008	15h-15h30	Sparouine	BAYA	Pika	village	piroguier pour l'école	entretien
28/05/2008	16h30-19h30	Tolinche	LAMPOU	Oscar	hameau	fabrique de briques + bassa communication	entretien et présentation du hameau de "Banane"
28/05/2008	16h30-19h30	Tolinche	LAMPOU	Tigwana	hameau	constructeur de pirogue	entretien et présentation du hameau de "Banane"
28/05/2008	16h30-19h30	Tolinche	LAMPOU	Franz	hameau	chef du hameau de "Banane"	entretien
28/05/2008	16h30-19h30	Tolinche	ATEME	Joseph	hameau	artiste peintre, sculpteur	entretien
29/05/2008	19h-20h30	Sparouine	LAMPOU	Oscar	village	secrétaire de l'association	discussion à propos de l'association du village
29/05/2008	19h-20h30	Sparouine	MANTI	Guy	village	2ème secrétaire adjoint de l'association	discussion à propos de l'association du village
13/06/2008	18h-18h30	Sparouine	ANOMESI	Yohan	village	piroguier pour l'école	entretien
13/06/2008	18h30-19h	Sparouine	BILOMA	Max	village		entretien
14/06/2008	11h30-14h	Sparouine	CANTOU	Salomina	village		présentation de son abattis
14/06/2008	11h30-14h	Sparouine	BAYA	Pika	village	piroguier pour l'école	présentation de son abattis
17/06/2008	8h-8h15	Sparouine	MANTIE	Méina	village		entretien
17/06/2008	8h15-8h45	Sparouine	MANTIE	Donalia	village		entretien
17/06/2008	8h45-9h	Sparouine	AJOME	Leo Mange	village	chef de la société de pirogues	entretien
17/06/2008	9h-9h30	Sparouine	MANTIE	Wilma	village		entretien
17/06/2008	9h30-10h	Sparouine	MANTIE	Viviane	village		entretien
17/06/2008	9h30-10h	Sparouine	MANTIE	Béatrice	village		entretien
17/06/2008	10h-10h30	Sparouine	MANTIE	Maasi	village		entretien
17/06/2008	13h-13h30	Sparouine	CANTOU	Léonie	village		restaurant et village
17/06/2008	17h10-17h30	Sparouine	APOLI	Stanley	village		entretien et fixation de RDV
17/06/2008	17h30-18h	Sparouine	ADELA	Michael	village		entretien
18/06/2008	8h-9h50	Sparouine	OTILI	Maalapou (Antina)	village		visite de son abattis et relevés GPS
19/06/2008	10h-16h	Tolinche	ATEME	Joseph	hameau	artiste peintre, sculpteur	visite de son abattis et relevés GPS, entretien et
20/06/2008	10h-13h	Sparouine	AJOME	Leo Mange	village	chef de la société de pirogues	visite abattis
20/06/2008	14h30-17h	Tolinche	SEESIE	Magda	hameau	conteuse dans les écoles	visite et relevés GPS de l'abattis de son père
21/06/2008	9h-9h30	Sparouine	AKOEBE	Theodora Odowaje	village		entretien
21/06/2008	10h30-12h	Sparouine	LAMPOU	Lina	village		visite de son abattis et relevés GPS
21/06/2008	12h-14h	NewLibi	BANKOOI	Bushman	hameau		visite de son abattis et relevés GPS, entretien et
22/06/2008	14h-16h	NewLibi	ATOEMOESIE	Martin	hameau		visite de son abattis et relevés GPS, entretien et
24/06/2008	9h-9h30	Sparouine	MISIEDJAN	Wilfried	village		entretien
24/06/2008	9h30-10h	Sparouine	APOLI	Annie	village		entretien
24/06/2008	10h-10h15	Sparouine	APOLI	Msuricia	village		entretien
24/06/2008	10h15-10h30	Sparouine	APOLI	Amoude	village		entretien
24/06/2008	16h-17h	Sparouine	KONTOU	Lomeina	village		entretien
25/06/2008	9h-11h	Sparouine	APOLI	Henny	village		visite de son abattis et relevés GPS, entretien et
25/06/2008	14h-16h30	Sparouine	APOLI	Annie	village		visite de son abattis et relevés GPS, entretien et
26/06/2008	8h50-12h45	Sparouine	ALAMPILA	Terence	village		visite de son abattis et relevés GPS
26/06/2008	8h50-12h45	Sparouine	ALAMPILA	Emilia	village		visite de son abattis et relevés GPS
26/06/2008	8h50-12h45	Sparouine	BILOMA	Max	village		visite de son abattis et relevés GPS
26/06/2008	16h-16h15	Sparouine	MANTIE	Justine	village		entretien
26/06/2008	16h15-16h30	Sparouine	KELIMA	Elna	village		entretien
26/06/2008	16h30-17h	Sparouine	MANTIE	Cecilia	village		entretien et fixation de RDV

26/06/2008	17h-17h30	Sparouine	BENALI	Sita	village		entretien et fixation de RDV
26/06/2008	17h30-18h	Sparouine	MANTIE	Anita	village		entretien
26/06/2008	17h30-18h	Sparouine	MANTIE	Yolina	village		entretien
26/06/2008	18h-18h20	Sparouine	CANTOU	Roselyne	village		entretien et fixation de RDV
27/06/2008	8h20-11h30	Sparouine	VANNODOE	Freddy	village	agriculteur	visite de son abattis et relevés GPS, entretien et
28/06/2008	8h30-11h45	Sparouine	APOLI	Stanley	village	technicien de surface au collège d'Apatou	visite de son abattis et relevés GPS
29/06/2008	17h-18h30	Sparouine	AJOME	Carmen	village		visite de son abattis et relevés GPS, entretien et
29/06/2008	18h15-18h30	Sparouine	AJOME	Pauline	village		entretien
01/07/2008	12h-14h	Sparouine	CANTOU	Lucianda	village		visite de son abattis et relevés GPS
01/07/2008	12h-14h	Sparouine	CANTOU	Lomeina	village		visite de son abattis et relevés GPS
01/07/2008	12h-14h	Sparouine	CANTOU	Deborah	village		visite de son abattis et relevés GPS
03/07/2008	7h30-11h30	Baïno	MIDAYE	Baïno	village	chef du village de Baïno (New Libi)	visite partielle de son abattis et relevés GPS,
03/07/2008	16h30-17h	Sparouine	KOFFI	Magda	village		entretien
16/07/2008	16h30-17h	Sparouine	CANTOU	Saluta	village		entretien
16/07/2008	17h-17h30	Sparouine	ALLOEWEL	Naomie	village		entretien
18/07/2008	8h-11h30	Sparouine	CANTOU	Saluta	village		visite de son abattis et relevés GPS
18/07/2008	17h-17h30	Sparouine	SANA	Stephanis	village		entretien
19/07/2008	9h-11h	Bastien	AMAIDOU	Joseph	village		visite de son abattis et relevés GPS, entretien et
20/07/2008	8h-8h45	Sparouine	DASHIN	Joseph	village		visite de son abattis et relevés GPS, entretien et
20/07/2008	8h45-10h30	Sparouine	GALIMO	Bilokio	village		visite de son abattis et relevés GPS, entretien et
20/07/2008	16h30-17h	Sparouine	APOLI	Denis	village		entretien
20/07/2008	17h-17h30	Sparouine	KONTOU	Sandra	village		entretien
21/07/2008	16h00-17h30	Tolinche	AMETE	Joseph	hameau		entretien et fixation de RDV
21/07/2008	17h30-18h	Sparouine	DONELI	Caneilishi	village		entretien
21/07/2008	17h30-18h	Sparouine	APOLI	Poloma	village		entretien et fixation de RDV
21/07/2008	18h00-18h30	Sparouine	MAVIS	Lendi	village		entretien et fixation de RDV
21/07/2008	18h30-19h	Sparouine	AKOUMIE	Betsy	village		entretien et fixation de RDV
22/07/2008	10h-14h	Bastien	OMAHATI	Emelina	village		visite de son abattis et relevés GPS, entretien et
22/07/2008	14h30-18h20	Sparouine	AMETE	Joseph	village		délimitation du cimetière de Bonis
23/07/2008	8h-13h30	Sparouine	MISIEDJAN	Wilfried	village		visite de son abattis et relevés GPS
23/07/2008	16h30-17h	Tolinche	SEESIE	Pauline	village		entretien et discussion
23/07/2008	17h-17h30	Apatou	AMATOYA	Albert	village		relevés GPS, entretien et discussion
25/07/2008	8h-11h45	Bastien	BEHLE	Anisette	village		relevés GPS, entretien et discussion
25/07/2008	8h-11h45	Bastien	BEHLE	Amenija	village		relevés GPS, entretien et discussion
25/07/2008	8h-11h45	Bastien	MISOE	Kodet	village		relevés GPS, entretien et discussion
26/07/2008	8h-8h30	Sparouine	ADELA	Michael	village		relevés GPS, entretien et discussion
26/07/2008	9h-10h	Sparouine	OTHILY	Kémélia	village		relevés GPS, entretien et discussion
26/07/2008	10h-15h	Sparouine	MAVIS	Lendi	village		relevés GPS
26/07/2008	10h-15h	Sparouine	AKOUMIE	Betsy	village		relevés GPS
27/07/2008	8h-11h50	Sparouine	MAITI	Guy	village		relevés GPS, entretien et discussion
28/07/2008	16h-17h	Sparouine	ANISOE	Ruben	village		relevés GPS, entretien et discussion
28/07/2008	17h-17h31	Sparouine	CANTOU	Michael	village		entretien
29/07/2008	8h-13h	Bastien	APDI	Sajo	village		relevés GPS, entretien et discussion
29/07/2008	8h-13h	Bastien	KELIA	Johan	village		relevés GPS, entretien et discussion
29/07/2008	11h-13h	Bastien	DOSSOU	Daniel	village		relevés GPS, entretien et discussion
29/07/2008	17h30-18h	Sparouine	MANTIE	Kamelita	village		entretien
30/07/2008	8h30-11h	Tolinche	BAÏNO	Oceania	hameau		relevés GPS, entretien et discussion
30/07/2008	11h-13h30	Tolinche	AMETE	Joseph	hameau		relevés GPS
30/07/2008	16h-16h30	Bastien	AMOUSSOUDOU	Titit	village		entretien et fixation de RDV
30/07/2008	16h30-17h	NewLibi	AFSENDE	Kameina	hameau		entretien
30/07/2008	17h-17h30	NewLibi	ALUKU	Pooko	hameau		entretien et fixation de RDV
31/07/2008	8h-10h	Bastien	MONUMOKOU	Andomea	village		relevés GPS, entretien et discussion
31/07/2008	8h-10h	Bastien	MAYO	Thomas	village		relevés GPS, entretien et discussion
31/07/2008	8h-11h	Bastien	BIAKIA	Sakia	village		relevés GPS, entretien et discussion
31/07/2008	13h-14h30	NewLibi	ALUKU	Pooko	hameau		relevés GPS
31/07/2008	17h-17h30	Sparouine	FEDI	Efiwani	village		entretien
01/08/2008	7h30-8h30	Sparouine	AKOEBE	Theodora Odowaje	village		relevés GPS
01/08/2008	11h-13h	Sparouine	LAMPOU	Oscar	village		relevés GPS abattis de Léonie Cantou et Amélia
01/08/2008	16h30-19h	Patoo	TOTIE	Clifton	hameau		relevés GPS, entretien et discussion pour le
01/08/2008	16h30-19h	Patoo	APAGUI	Alvin	hameau		relevés GPS, entretien et discussion pour le
01/08/2008	16h30-19h	Patoo	SOEKOE	Remeo	hameau		relevés GPS, entretien et discussion pour le
02/08/2008	7h45-13h00	Bastien	HOSENOE	Becker	village		relevés GPS, entretien et discussion
02/08/2008	12h20-12h40	Mofina	ABAKAE	Modeli	hameau		entretien
02/08/2008	13h15-16h20	Bastien	PINAS	Bernhard	village		relevés GPS, entretien et discussion
02/08/2008	13h15-16h20	Bastien	BEHLE	Gode	village		relevés GPS, entretien et discussion
02/08/2008	13h15-16h20	Bastien	BEHLE	Améido	village		relevés GPS, entretien et discussion
03/08/2008	10h-11h30	Bastien	KELIA	Johan	village		relevés GPS
19/08/2008	17h-18h	Sparouine	APOLIE	Annie	village		relevés GPS
22/08/2008	16h30-17h	Sparouine	DACHINE	Pascal	village		entretien et fixation de RDV
22/08/2008	8h-11h30	Sparouine	ALAMPILA	Terence	village		visite abattis de son père, relevés GPS
22/08/2008	11h45-14h30	Sparouine	DACHINE	Pascal	village		visite abattis de sa mère, relevés GPS
18/09/2008	16h-17h30	Sparouine	CANTOU	Joseph	village		relevés GPS, entretien et discussion
19/09/2008	9h-12h30	Bastien	AFSENDE	Coco	village		relevés GPS, entretien et discussion
19/09/2008	9h-12h30	Sparouine	AJOME	Leo Mange	village		relevés GPS, entretien et discussion
19/09/2008	15h-17h30	Bastien	SOMANG	Bianca	village		relevés GPS, entretien et discussion
19/09/2008	11h45-14h30	Bastien	SOMANG	Leo	village		entretien
20/09/2008	8h-10h	Bastien	ANESIE	Elisabeth	village		visite abattis de sa mère, relevés GPS
20/09/2008	10h-11h	Sparouine	MANTIE	Donalia	village		visite abattis de sa mère, relevés GPS

FEUILLY
2007-2008
forestier

Quels financements envisagez vous pour vos investissements ?

Source	Montant (en €)
Apport personnel	
Apports extérieurs (précisez) :	
1)	
2)	
3)	

Avez vous l'intention de construire sur la parcelle demandée
☐ Oui ☐ Non

☐ Bâtiment d'exploitation (hangar, étable, atelier, ...) ☐ Résidence principale ☐ Carbet ☐ Autres

Pour une information relative aux aides à l'installation

Contactez la Délégation Régionale
 du Centre National pour l'Aménagement
 des Structures des Exploitations Agricoles



CNASEA
 Délégation Régionale de Guyane
 65 bis, rue Christophe Colomb
 97300 CAYENNE
 Tél. : 05 94 28 28 90
 Fax : 05 94 31 90 09

Droits d'accès et de vérifications : la Loi 78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'information, aux fichiers et aux libertés s'applique à ce formulaire. Elle vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant.

Engagement du demandeur de bail emphytéotique ou de concession

Je, soussigné, m'engage à : exercer la profession d'agriculteur et à exploiter personnellement la parcelle reçue à bail ou concédée en application de l'article R.170-33 ; m'acquitter de l'ensemble de mes obligations et à respecter toutes les dispositions réglementaires auxquelles est soumis le projet.

Fait à Cayenne, le

Signature du demandeur

CET IMPRIME EST A FOURNIR EN 2 EXEMPLAIRES

+

Pièces obligatoires à joindre en 2 exemplaires

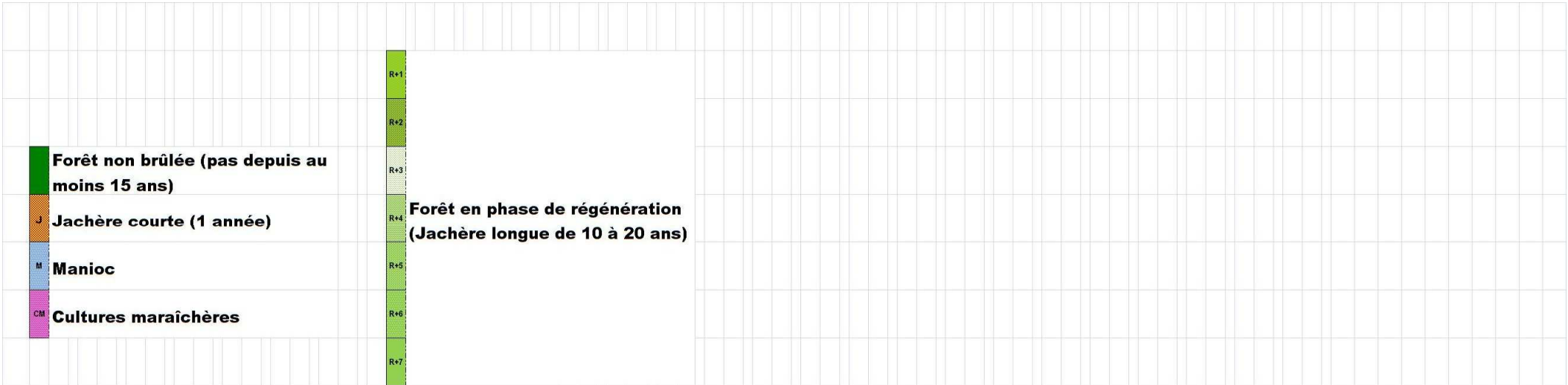
- ☐ Plan de masse d'après un extrait cadastral ou sur la copie d'une carte IGN au 1/25000 pour les Zones Non Cadastrees (ZNC)
- ☐ Plan du terrain d'après un extrait cadastral ou sur la copie d'une carte IGN au 1/25000 pour les Zones Non Cadastrees (ZNC)

Pièces obligatoires à joindre en 1 exemplaire

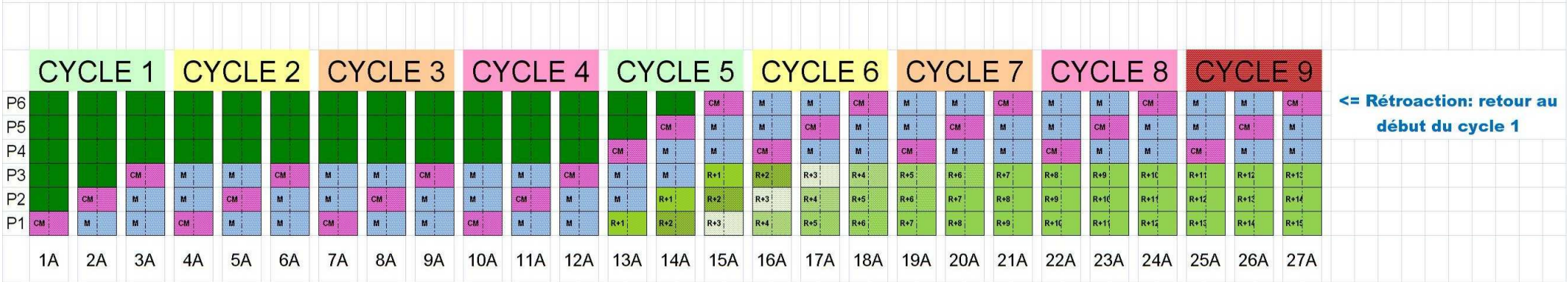
- ☐ Photocopie d'une pièce d'identité ou, si vous n'êtes pas de nationalité française ou d'un pays membre de la communauté européenne, d'une photocopie de votre carte de résident en cours de validité
- ☐ Photocopie du diplôme agricole ou de votre carte d'affiliation à une mutuelle agricole ou de la carte d'affiliation de vos parents s'ils sont agriculteurs en activité
- ☐ Photocopie de votre dernier avis d'impôt sur le revenu
- ☐ Etude technico-économique, prenant en compte les aspects environnementaux, relative au projet de l'exploitation, comprenant la liste des moyens nécessaires à sa mise en œuvre et un programme de mise en valeur pour les 5 premières années VALIDEE PAR LA CHAMBRE D'AGRICULTURE ET LE CNASEA
- ☐ Demande d'autorisation préalable au titre du contrôle des structures

Droits d'accès et de vérifications : la Loi 78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'information, aux fichiers et aux libertés s'applique à ce formulaire. Elle vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant.

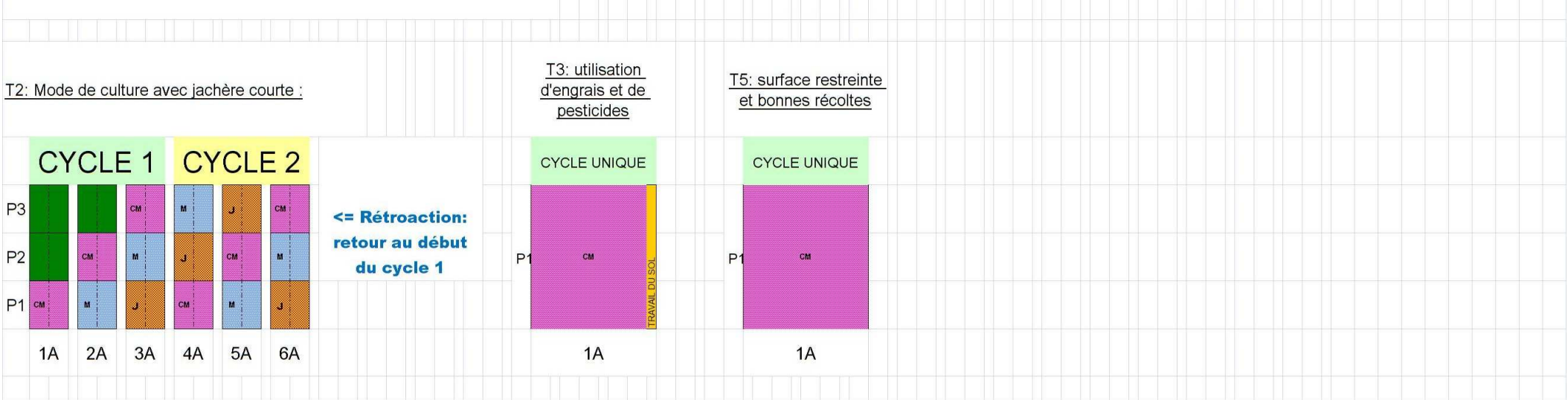
ANNEXE 12 : TECHNIQUES UTILISÉES SUR LES ABATTIS



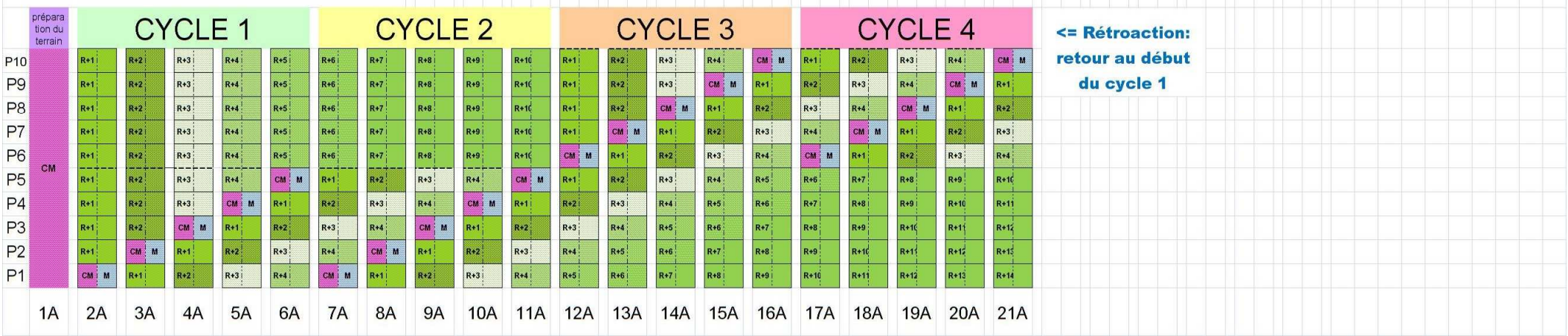
Technique 1: Mode de culture le plus répandu :

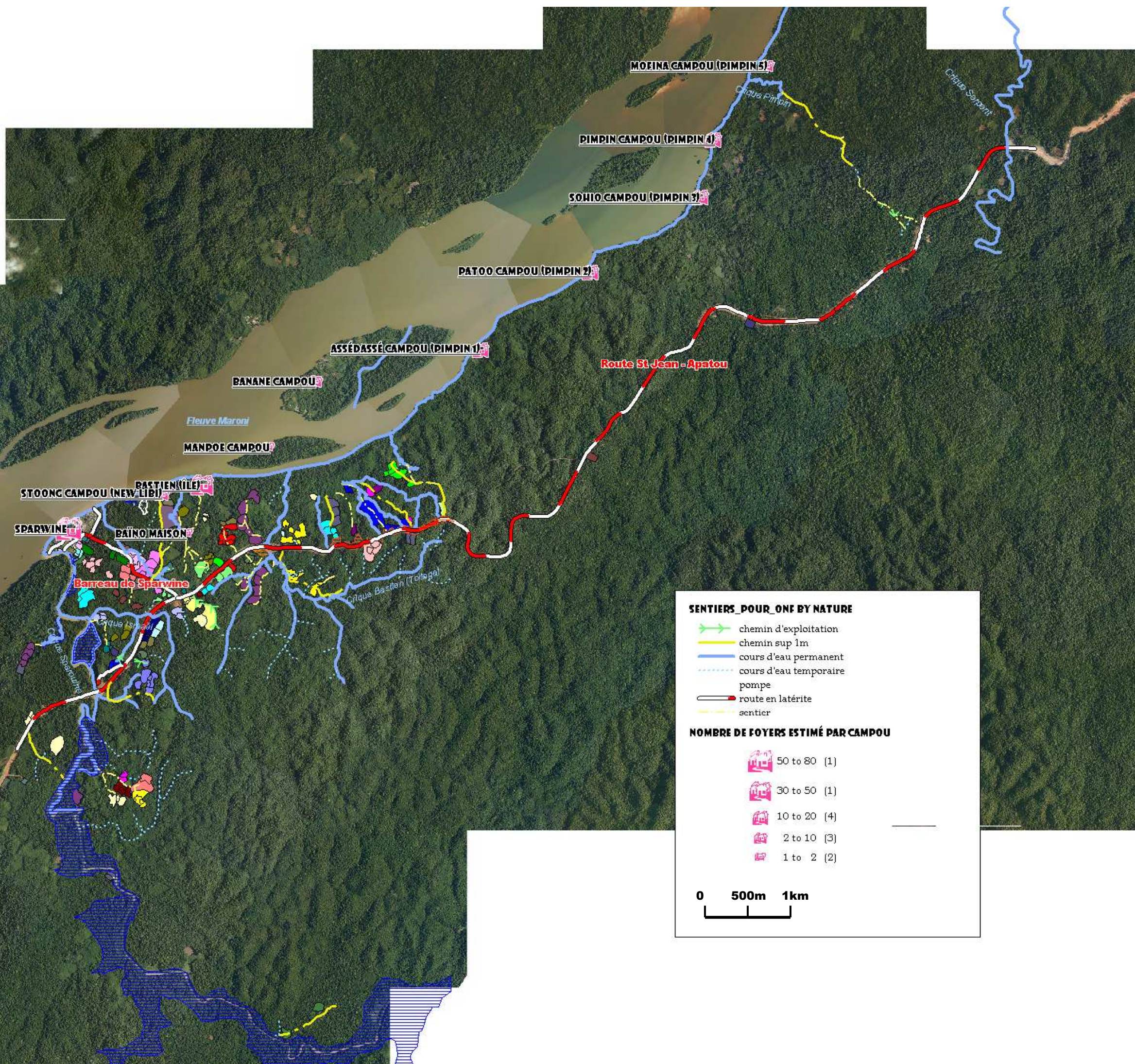
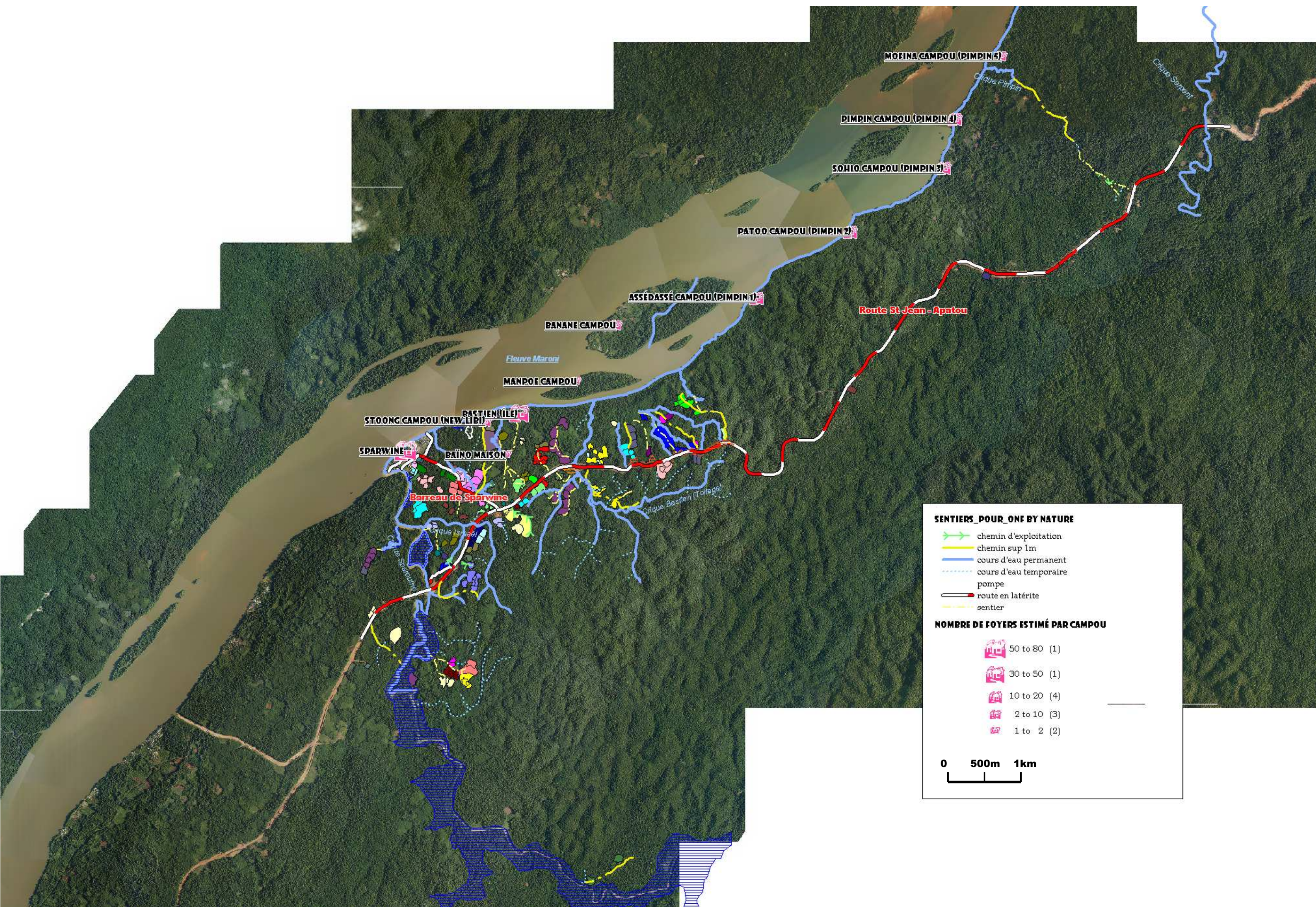


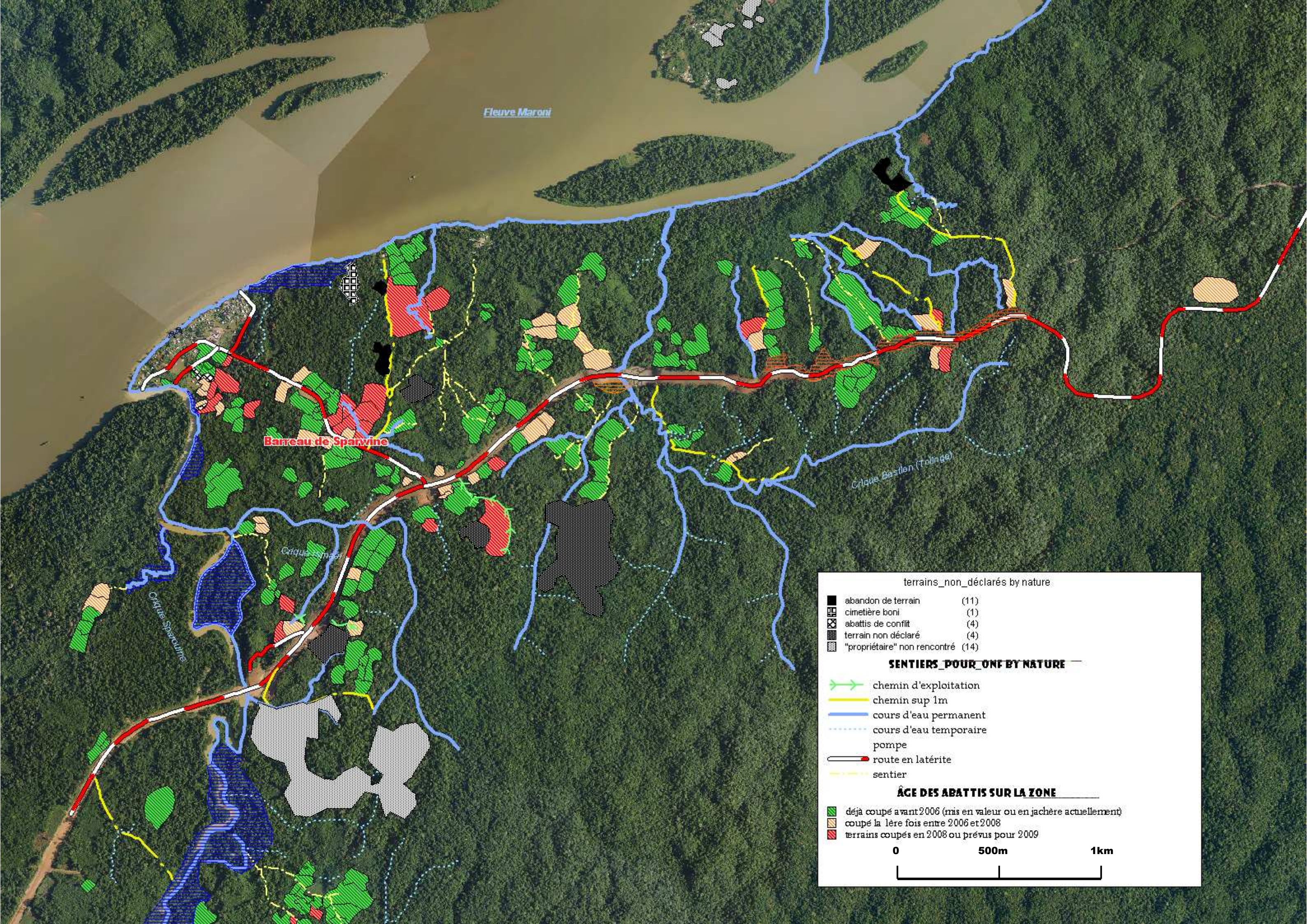
Techniques 2 à 6: Modes de culture secondaires :



T4: non réutilisation successive de l'abattis







Fleuve Maroni

Barreau de Sparwine

Créque Bastien (Talinga)

Créque Sparwine

Créque Talinga

terrains_non_déclarés by nature

■	abandon de terrain	(11)
▣	cimetière boni	(1)
▤	abattis de conflit	(4)
▥	terrain non déclaré	(4)
▦	"propriétaire" non rencontré	(14)

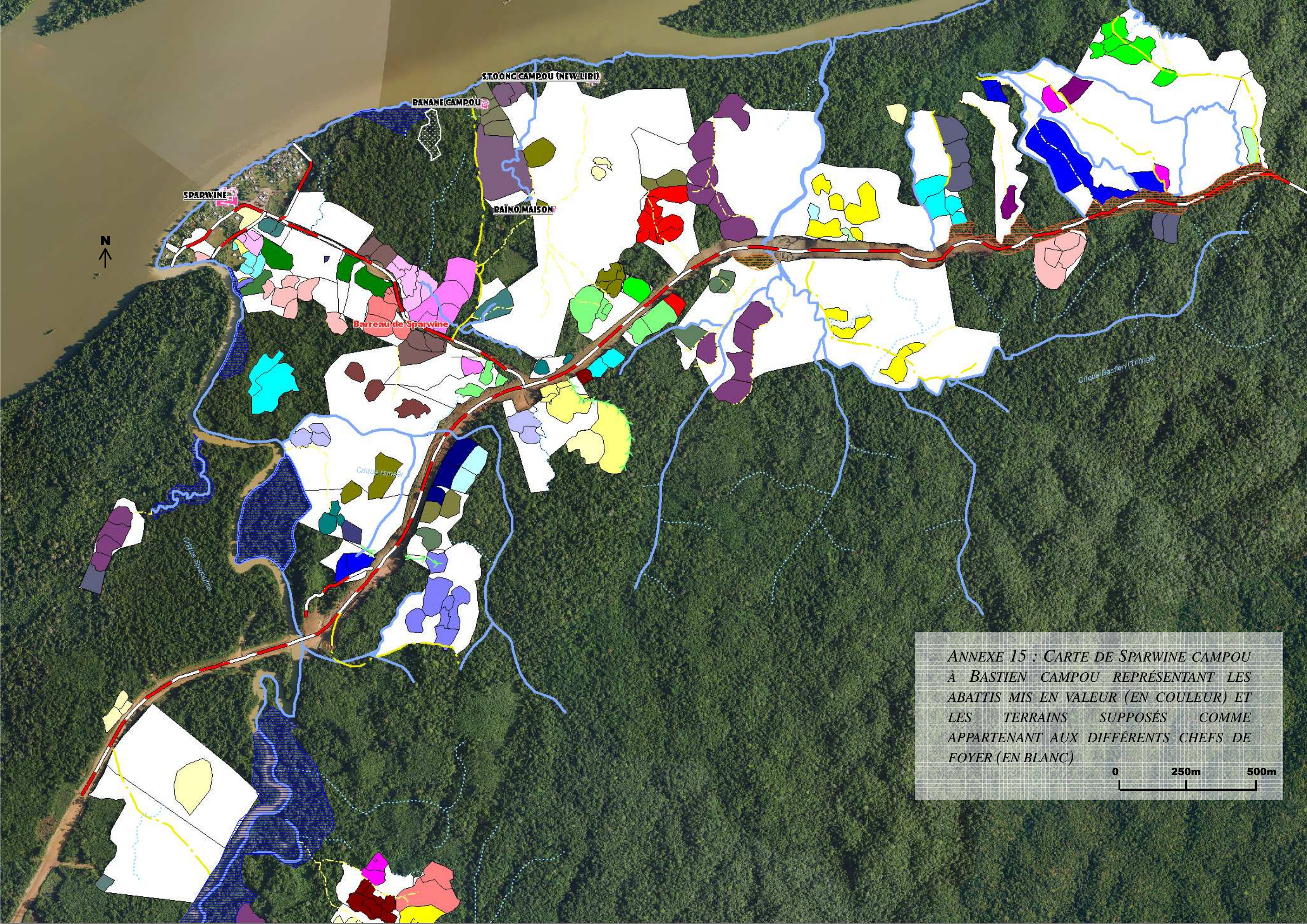
SENTIERS_POUR_ONE BY NATURE

- chemin d'exploitation
- chemin sup 1m
- cours d'eau permanent
- - - cours d'eau temporaire
- pompe
- route en latérite
- sentier

ÂGE DES ABATTIS SUR LA ZONE

- déjà coupé avant 2006 (mis en valeur ou en jachère actuellement)
- coupé la 1ère fois entre 2006 et 2008
- terrains coupés en 2008 ou prévus pour 2009

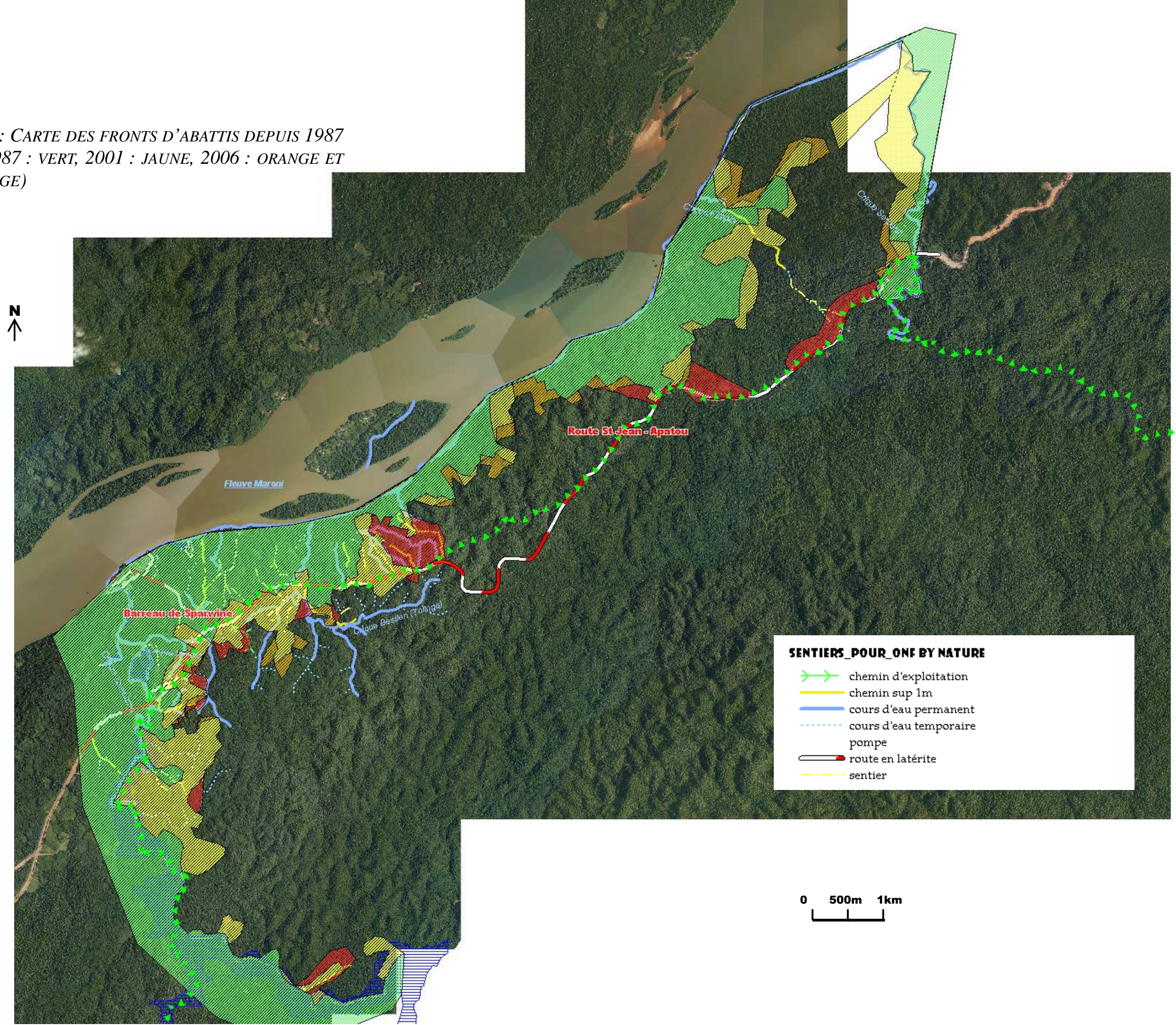
0 500m 1km



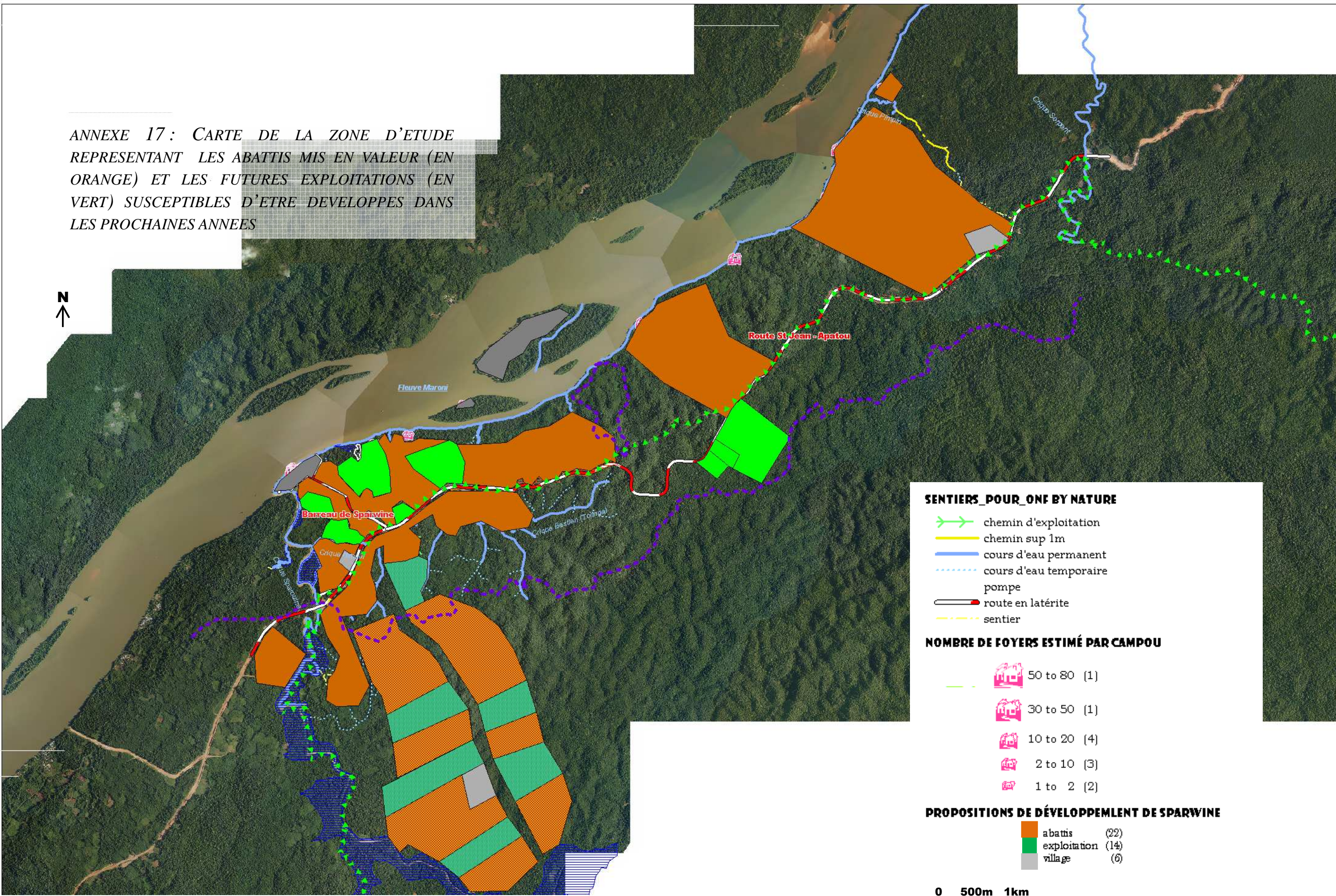
ANNEXE 15 : CARTE DE SPARWINE CAMPOU
À BASTIEN CAMPOU REPRÉSENTANT LES
ABATTIS MIS EN VALEUR (EN COULEUR) ET
LES TERRAINS SUPPOSÉS COMME
APPARTENANT AUX DIFFÉRENTS CHEFS DE
FOYER (EN BLANC)

0 250m 500m

ANNEXE 16: CARTE DES FRONTS D'ABATTIS DEPUIS 1987
(ANNÉES 1987 : VERT, 2001 : JAUNE, 2006 : ORANGE ET
2008 : ROUGE)



ANNEXE 17 : CARTE DE LA ZONE D'ETUDE
REPRESENTANT LES ABATTIS MIS EN VALEUR (EN
ORANGE) ET LES FUTURES EXPLOITATIONS (EN
VERT) SUSCEPTIBLES D'ETRE DEVELOPPES DANS
LES PROCHAINES ANNEES



RÉSUMÉ

Le fleuve Maroni en Guyane est une région isolée, frontière entre le Surinam et la Guyane française, peuplée par l'ethnie *bushinenguée* qui pratiquent la culture sur abattis de façon traditionnelle. Dans le cadre de sa politique de désenclavement, la Région a lancé la construction d'une route entre Saint-Laurent-du-Maroni et Apatou (séparés de 54 km). Les *campous* (villages du fleuve) entre ces deux villes, jusqu'alors accessibles uniquement par la voie fluviale, vont ainsi se trouver à proximité d'un axe de communication. Les bouleversements pour les populations vont être d'ordre social, économique et foncier.

Cette étude commandée par la Direction de l'agriculture et de la forêt (DAF), a pour but de mieux cerner les dynamiques des populations en comprenant leurs modes de vie et de culture. La route, avant même son ouverture, a provoqué des changements de rapport à la terre. Devant cette nouvelle offre de foncier de part et d'autre de l'axe, certains villageois se sont heurtés aux techniciens de l'ONF dont le domaine forestier permanent jouxte la route, et d'autres ont vu s'installer de nouveaux arrivants depuis les villes.

Des problèmes de communication entre élus, administrations et villageois ont été soulignés au cours de cette étude, et de graves problèmes fonciers sont à prévoir dans les prochaines années. L'analyse de ces constats a mené à des ébauches de solutions, présentées à la fin de ce mémoire.

ABSTRACT

The Maroni River in French Guiana is an isolated border region between France and Surinam. *Bushinengues* ethnic groups living there practice a traditional and itinerant agriculture on slash-and-burn fields. Within its policy of opening up, the Region developed the project of a road building between Saint-Laurent-du-Maroni and Apatou (distant from each other by 54 km). *Campous* (villages on the River) between these two towns, which were only reachable by boat until now, are to be near a communication axis soon. Social, economic and land turnovers are expected for these populations.

This study ordered by the Agriculture and Forest Direction (DAF) aims at learning about dynamics of this people, by understanding its way of living, its traditions and culture, its relations to crops. In front of these new available grounds, some villagers who tried to get new grounds had to cope with ONF technicians, whose Permanent Forest Domain adjoins the road. Some others find newcomers from Saint-Laurent settle in the grounds they used to produce in.

Problems of communication between elected representatives, administrations and villagers were highlighted throughout this study and important land-owning problems are to be foreseen in the coming years. The analysis of these results led to proposals of solutions that are presented at the end of this report.

Hélène FEUILLY

Mémoire de stage GEEFT 2007-2008

Désenclavement de villages du Maroni : impacts sur le foncier agricole et forestier